INSTITUT BERTRAND SCHWARTZ

Recherche-Action Collective

Agir pour et avec les jeunes sur un territoire

Annexes

Pour aller plus loin, consultez les monographies d'évaluation sur :

- la Mission Locale du Pays Salonais
- la Mission Locale d'Insertion du Poitou
- la Mission Locale Sambre Avesnois
- la Mission Locale pour la Jeunesse de Reims
- la Mission Locale Ardèche Méridionnale

et aussi :

- "Les jeunes acteurs de l'Insertion", 2011, 8 pages
- "Agir pour et avec les jeunes sur un territoire", 2010, 4 pages
- "Ecouter pour agir", 2008, 4 pages

Pour découvrir les actions et productions du comité de pilotage et des Missions Locales engagées dans la démarche, rendez-vous sur :

www.institutbertrandschwartz.org

INSTITUT BERTRAND SCHWARTZ

Recherche-Action Collective

Agir pour et avec les jeunes sur un territoire

ANNEXE 1 :

Mission Locale du Pays Salonais

Monographie d'évaluation

Anne Le Bissonnais, Idéel, mai 2012

Introduction

Fin 2009, la Mission Locale du Pays Salonais créait « ML Prod » dans le cadre d'un appel à projet de la Fondation Dexia. Il s'agissait de réaliser des reportages télévisuels pédagogiques, en partenariat avec O2Zone TV[1]. En 2010, avec le projet intitulé *« Jeunes et entreprises, changeons les regards »,* la Mission Locale intègre la recherche-action collective "Agir pour et avec les jeunes sur un territoire"*,* initiée par Bertrand Schwartz et Gérard Sarazin. A travers la réalisation de vidéos, l'objectif était de favoriser la rencontre entre jeunes et chefs d'entreprise et de faire évoluer les représentations réciproques.

En deux ans, les jeunes reporters ont produit une vingtaine de reportages et en 2012, l'action ML Prod est devenue partie intégrante de l'action de la Mission Locale. Elle est aujourd'hui animée par des jeunes bénévoles et des jeunes volontaires du Service Civique et utilisée par les conseillers comme moyen de dynamisation du parcours d'insertion professionnelle. Peut-on, à l'issue de cette période d'expérimentation, affirmer que les objectifs ont été atteints? L'action ML Prod a-t-elle modifié la façon de travailler de la Mission Locale, des conseillers et de ses partenaires ? Quels sont les enseignements que l'on peut tirer de l'expérimentation?

L'objectif de l'évaluation n'est pas de mesurer l'impact de l'action selon des indicateurs quantitatifs mais d'apporter un regard extérieur à l'équipe, de contribuer à l'analyse de l'action, à la mise en évidence des acquis pouvant être utiles à l'ensemble du réseau des Missions Locales et à la réflexion sur les conditions dans lesquelles une telle expérimentation peut essaimer.

Ce rapport s'appuie essentiellement sur l'exploitation des documents transmis (comptes rendus de réunions, notes, dossiers de présentation) et sur des entretiens réalisés avec les différents acteurs concernés à l'occasion de deux visites de terrain :

- ✓ une première visite à la Mission Locale du Pays Salonais, effectuée par Vincent Merle et Anne Le Bissonnais le 7 mars 2011 (rencontres avec des jeunes de ML Prod (Assia Hamdi, Aurélie Faure, Loïc Appugliese, Nassuf Ahmadi, Ayoub Atoma, Cécile), avec l'équipe de direction (Erik Sinoussi, Annick Brunet, Jean-François Bruneau) et Shakira Shamtally, conseillère référente de l'action, avec l'équipe des conseillers de la Mission Locale, et avec Patrick Lévesque, parrain de la Mission Locale et Cyril, conseiller référent parrainage.

- ✓ une deuxième visite le 2 avril 2012, effectuée par Anne Le Bissonnais (rencontre avec l'équipe de direction de la Mission Locale et avec Aurélie Faure, entretien avec Madame Violette Guey, élue de Salon de Provence à la Politique de la Ville et administratrice de la Mission Locale et Lucien Planells, chargé de mission emploi-insertion à la Politique de la Ville, entretien collectif avec des jeunes de ML

[1] O2Zone est une télévision locale et participative du Pays Salonais.

Prod (Nassuf Ahmadi, Kristell Clunet, Sheïla Djalloutte, Aude Septier, Thomas Sifflet, Bruno Zunino, Ayoub Atoma, Loïc Appugliese, Emilie Almerich, Junior Bobele), deux conseillers de la Mission Locale, Agnès Gobet (Relais Entreprise Jeunes) et Miloud Hajji (référent quartiers).

Trois entretiens complémentaires à distance ont été réalisés avec Annick Brunet, Bruno Zunino (Service Civique – Action nationale) et Nassuf Ahamadi.

Par ailleurs, Vincent Merle a effectué deux autres visites à la Mission Locale du Pays Salonais.

Après avoir brièvement rappelé le contexte dans lequel la recherche-action a été créée et s'est développée, nous présenterons le projet ML Prod et ses évolutions avant d'en analyser les impacts sur la trajectoire des jeunes, sur la Mission Locale elle-même et sur le territoire. Enfin, nous tenterons de dégager les principaux enseignements de l'expérimentation avant de conclure sur ses perspectives.

1. Contexte et historique de l'expérimentation

1.1 Contexte

La Mission Locale du Pays Salonais, créée en 1990, couvre un territoire semi rural de 19 communes adhérentes. Le siège se trouve à Salon de Provence, Commune de 41 411 habitants (recensement de la population 2008). Elle dispose de 3 antennes (dont une antenne mobile), 16 points relais et permanences dans les villages. 3671 jeunes ont été suivis en 2010[2], dont 1511 pour la première fois.

La Mission Locale du Pays Salonais accompagne les jeunes dans les différents champs de l'insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, santé, mobilité, logement); elle collabore avec les partenaires locaux intervenants dans ces domaines. Elle mène des actions spécifiques dans les quartiers, dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale (CUCS). Ce Contrat concerne les quartiers prioritaires des Canourgues (Zone Urbaine Sensible - ZUS de 8500 habitants), de La Monaque (ZUS de 2000 habitants) et des Bressons-Blazots (Quartier prioritaire de 3000 habitants).

Elle dispose d'un « Centre de ressources Info-documentaire » (labellisé Point Information Jeunesse) qui organise différents ateliers, notamment en matière de mobilité internationale ou de découverte des métiers.

La Mission Locale a créé, en 1991, le Relais Entreprises Jeunes (REJ), qui intervient dans l'accompagnement des jeunes vers l'emploi (actions de Techniques de Recherches d'Emploi), le rapprochement avec les entreprises (visites et petits déjeuners entreprises, immersion, recrutements collectifs), la mise en place de services sur mesure pour les entreprises (assistance au recrutement, aide à la définition de poste, assistance administrative) et l'accompagnement après recrutement. Le réseau de parrainage (une soixantaine de parrains, dont 25 très actifs) renforce le travail du REJ. Le partenariat avec

[2] Mission Locale du Pays Salonais, Rapport d'activités 2010

Pôle Emploi se traduit dans ce cadre par la mise à disposition d'un agent auprès de la Mission Locale.
Depuis sa création, la Mission Locale du Pays Salonais met en place ou participe à des actions collectives, partenariales et dans différents domaines, y compris culturels. C'est ainsi qu'en 2004, la Mission Locale a répondu au premier appel à projet national lancé par la Fondation Dexia-Crédit Local "Ensemble, développons l'esprit citoyen" à travers une action collective réalisée autour d'un travail sur la citoyenneté (les droits et devoirs civiques) et aboutissant à la création d'un jeu de société "Voter, c'est gagner" qui a ensuite été testé durant 8 mois avant d'être édité. Puis en 2007, **u**n groupe de jeunes a imaginé et réalisé une campagne d'affichage sur les discriminations à destination du grand public : "*Les compétences sont un permis, la discrimination est un délit*". Il s'agissait de mettre en scène, de manière humoristique, des situations où se révèlent des comportements discriminants ou des préjugés à l'égard des jeunes, des handicapés, des opinions politiques, des croyances religieuses etc. L'action a été présentée durant le mois de novembre 2007 dans le cadre de la semaine nationale de lutte contre les discriminations et diffusée sur la communauté d'agglomération Agglopole Provence.
Le projet ML Prod s'est inscrit dans la continuité de ces actions avec l'idée d'utiliser le support vidéo et d'impliquer les jeunes, dans une perspective de pérennisation.
Au-delà de l'intérêt que représentent ces initiatives comme moyen de sensibilisation, il s'agit pour la Mission Locale de mettre des jeunes en situations de « produire quelque chose ensemble ». Elle considère ces actions comme « source de développement personnel pour les jeunes », contribuant ainsi à l'objectif principal de la Mission Locale qui est celui de l'accès des jeunes à l'autonomie.

2.2 La création de ML Prod et son intégration dans la Recherche-Action Collective

En 2009, dans le cadre d'un nouvel appel à projet de la Fondation Dexia, la Mission Locale, en partenariat avec O²Zone TV (télévision locale et participative du Pays Salonais), lançait « ML Prod » une plateforme de production de reportages télévisuels pédagogiques sur des sujets à caractère citoyen; Ayoub, jeune titulaire d'un BEP électrotechnique, nous expliquait, lors de notre première visite, qu'ils étaient trois jeunes au départ. Il a intégré l'action pour apprendre à monter des films. Nassuf, titulaire d'un BEP comptabilité, rêvait quant à lui d'être graphiste. L'action a été pour lui le moyen d'intégrer ce milieu de la création. L'objectif était principalement au départ de développer des compétences (recherche des sujets, des interlocuteurs, préparation et conduite des entretiens, toutes les phases de la réalisation de la séquence filmée) et de donner l'occasion à des jeunes de réaliser eux-mêmes une production. L'action devait permettre la constitution d'un groupe « avec toutes les interactions qu'il entraîne entre les jeunes et avec les animateurs ».
En 2010, ML Prod intégre la recherche-action collective "Agir pour et avec les jeunes sur un territoire" et la Mission Locale du Pays Salonais rejoint le Comité de pilotage national. Le projet intitulé *« Jeunes et entreprises, changeons les regards »* a pour objectif d'aller à la rencontre des employeurs et de réaliser des vidéos à partir d'interviews principalement de chefs d'entreprises. L'idée n'était pas d'établir un rapprochement direct entre des offres et des demandes d'emploi mais de faire évoluer les représentations par une meilleure connaissance réciproque et de faire émerger des propositions. En juin 2010, une réunion a été organisée avec une vingtaine de partenaires du territoire (Comité partenarial ou Comité

de pilotage - Copil) pour présenter l'action. L'ensemble des intervenants a souligné l'intérêt d'un tel projet.

« Cette action permettra aux entreprises et aux jeunes de se rencontrer dans un cadre différent, en dehors des enjeux d'un entretien de recrutement ou les jeunes sont stressés et les employeurs préoccupés par le choix de la bonne personne » (Aurélie Faure, Copil du 7 juin 2010).
*« On se rend compte que la simple rencontre, l'ouverture, la découverte entraîne des déclics, des modifications de regards voire de comportement et aide à sortir des préjugés » (*Abdelkader Allem, animateur coordinateur de centre social, Copil du 7 juin 2010).
A l'occasion du séminaire de la recherche action collective à Aubenas fin juin 2010, les jeunes de ML Prod qui étaient présents ont rencontré les jeunes des autres Missions Locales engagées dans la recherche action. *« Ils en reviennent avec la volonté de donner une nouvelle dimension au projet : il s'agit de donner l'occasion aux jeunes de s'exprimer, de dire la réalité de ce qu'ils vivent, de modifier l'image négative que renvoie trop souvent la société à leur propos ».* Les jeunes expriment l'envie de communiquer, de proposer et d'agir ensemble au-delà de la réalisation de films. Cet événement marque une étape importante dans l'évolution de l'expérimentation à Salon de Provence. Pour Annick, ML Prod devient *« un espace communautaire des jeunes du pays Salonais qui va se traduire par des rencontres, du travail en commun, des actions diverses, de la diffusion d'informations et des échanges ».* (Note d'étape du 19 septembre 2010).
Et en effet, peu à peu, le groupe prend des initiatives et s'organise de façon autonome, sans nécessairement la présence de la conseillère référente de l'action. En même temps, la Mission Locale donne les moyens au groupe ML Prod de se développer : un bureau est mis à disposition. Tous les mardis après-midi, les jeunes s'y réunissent pour préparer de nouveaux sujets ou approfondir et finaliser des sujets en cours. Bien identifié et aménagé (deux ordinateurs avec logiciel de montage et de création graphique, caméra), cet espace est leur studio, leur lieu de travail et de rencontres. Par ailleurs, des postes sont créés (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi -CAE, Service Civique) et l'équipe de direction ainsi que la conseillère référente, qui dispose d'une formation en audiovisuel, appuient fortement le groupe.

2. ML Prod, un outil de la Mission Locale, pour et avec les jeunes

2.1 ML Prod, un espace de parole et d'échanges

<u>Un groupe de jeunes constitué à partir d'un « noyau dur »</u>

Le groupe ML Prod, constitué en 2010 à partir d'un « noyau dur » de 5 ou 6 jeunes et avec un fonctionnement en entrées et sorties permanentes, s'est progressivement élargi et consolidé. Lors de notre première visite en mars 2011, nous avions pu rencontrer 6 jeunes, dont 5 sont encore présents en 2012 dans l'action, avec des fonctions qui ont évolué. Trois de ces jeunes faisaient partie des jeunes bénévoles de ML Prod à son démarrage :

- **Nassuf**, titulaire d'un BEP comptabilité et d'un CAP DECG, devenu assistant audio visuel et communication en CAE passerelle en 2011 à la Mission Locale et qui, après

cette expérience professionnelle, a souhaité poursuivre ses études en préparant un Bac professionnel en alternance; ainsi, il est aujourd'hui agent de communication audio-visuel, présent une semaine sur deux à la Mission Locale.

- **Ayoub,** titulaire d'un BEP électrotechnique et d'un BAFA, bénévole ML Prod puis volontaire en Service Civique, chargé de développer ML Prod et de communiquer sur l'action en particulier auprès des éducateurs et des jeunes dans les quartiers Politique de la Ville (il souhaitait s'orienter vers les métiers de l'animation) ; il travaille aujourd'hui en intérim et reste bénévole à ML Prod. Il aimerait reprendre une formation de niveau bac dans l'aéronautique à Marignane.

- **Aurélie**, jeune fille de 25 ans quand nous la rencontrons en 2011, restée au chômage pendant 9 mois après l'obtention d'un Master 2 en marketing, et qui, après avoir été bénévole à ML Prod, est aujourd'hui conseillère à la Mission Locale.

Deux autres piliers du groupe sont toujours bénévoles de ML Prod :

- **Assia,** reconnue travailleur handicapée, sans activité après avoir travaillé en CAT dans le conditionnement, a été orientée par sa conseillère vers ML Prod; toujours bénévole dans le groupe, elle était, lors de notre visite en avril 2012, en échange interculturel en Italie, dans le cadre d'un programme de mobilité européenne, ayant pour thématique le handicap. L'objet de sa participation : faire partager son expérience notamment grâce au reportage "Handicap, autonomie et indépendance" qu'elle a mené avec d'autres jeunes dans le cadre de ML Prod.

- **Loïc** a 18 ans quand nous la rencontrons en 2011. Titulaire d'un BEP Vente Action Marchande (il prépare aujourd'hui un bac accueil relations clients usagers-ARCU), il a intégré ML Prod en novembre 2010. Pour lui, qui n'habitait à Salon que depuis deux ans et demi, il était important de rencontrer d'autres jeunes, pour ne plus se sentir seul. Loïc veut entrer, après son Bac professionnel accueil – services relations clientèle (qu'il passe en juillet 2012) dans l'Armée de l'air, comme pilote.

Ces cinq jeunes font partie du noyau des « anciens », dont l'investissement dans la durée permet de garantir une continuité de l'action, tout en intégrant de nouveaux jeunes en sortie et entrées permanentes. Il y a donc ainsi à la fois une stabilité et une souplesse du fonctionnement de ML Prod, ce qui semble convenir aux jeunes. Certains, très investis pendant un temps, interrompent leur participation à l'action parce qu'ils trouvent du travail, comme **Cécile,** qui nous expliquait, lors de notre première visite, qu'elle allait démarrer un emploi saisonnier de ramassage de fruits qui devait lui permettre de financer son permis de conduire, indispensable pour poursuivre ses projets. Titulaire d'un Bac littéraire obtenu en 2008, passionnée de cinéma et ayant réalisé une formation opératrice d'image en un an à Avignon, elle avait intégré ML Prod *« par curiosité et pour garder la main »*. D'autres, scolarisés ou en formation, s'investissent moins, mais apportent de nouvelles idées ou de nouvelles compétences, utiles au groupe. Certains, entrés en formation ou en emploi, reviennent sur leur temps libre pour participer à des reportages ou à des activités ML Prod.

L'expérience et les savoir faire se transmettent entre les anciens et les nouveaux. Les jeunes bénévoles, devenus permanents (comme Nassuf), qui avaient été formés, au

démarrage, par le personnel technique d'O2Zone TV, forment eux-mêmes les nouveaux arrivants aux techniques de prise de vue et de montage.

Ainsi, le groupe se consolide peu à peu et, en septembre 2011, Annick écrivait dans son point d'étape pour le Copil national: « *L'analyse des chiffres Parcours 3 attestent d'une véritable dynamique interne (les conseillers orientent davantage vers ML Prod et les jeunes sont plus nombreux à participer même pour une journée). Cette dynamique est sans doute liée à la présence des jeunes dans nos locaux, au fonctionnement autonome qui leur est accordé et aux relations de « partenaires » construites progressivement avec les conseillers mais aussi avec d'autres partenaires. Sans oublier la lisibilité de leur action vis-à-vis de l'extérieur rendue possible grâce au support vidéo.*
J'ai le sentiment que nous avons marqué un essai à transformer. Ce qui est source de satisfaction mais aussi d'exigence car dépendant de notre degré d'implication dans la durée et du maintien des moyens humains et financiers »
En effet, l'essai est à transformer car l'équipe de direction constate une « perte de vitesse » à la fin de l'année 2011 et s'interroge sur la façon de renouveler et de consolider davantage le groupe ML Prod. Le fait que Nassuf, l'un des piliers, ait intégré à cette époque sa formation en alternance et soit absent de la Mission Locale une semaine sur deux, a comme conséquence de distendre les liens avec les jeunes bénévoles et de freiner le développement de l'action. L'équipe prend alors la décision de recruter des jeunes volontaires en Service Civique dans l'objectif de renforcer ML Prod et de conserver une animation dynamique impliquant encore davantage les jeunes eux-mêmes dans ce processus moteur.

<u>Un groupe qui s'est consolidé avec l'intégration des jeunes volontaires en Service Civique</u>

Début février 2012, Bruno Zunino a tout d'abord été recruté en Service Civique dans le cadre de la recherche-action collective nationale, avec pour mission d'appuyer l'action ML Prod mais aussi de capitaliser avec les autres sites menant des expérimentations fondées sur l'implication de jeunes en région PACA, en lien avec Maroua Meddahi (Service Civique sur l'action "D-Battants" de Poitiers) et Corentin Poirier (Service Civique auprès de l'Institut Bertrand Schwartz). En mars 2012, quatre jeunes volontaires en Service Civique ont intégré l'action ML Prod pour une durée de six mois: Kristel, Aude, Sheila et Thomas.

Bruno, titulaire d'une licence en histoire, avait abandonné ses études en cours de Master. En acceptant le poste en Service Civique, son objectif était d'abord de « faire quelque chose ». *« J'avais travaillé par ci par là pendant un an mais c'était la stagnation professionnelle. Le travail intellectuel me manquait. La vidéo m'intéressait à la base; j'aime bien appendre à faire les montages* (…). *Cette implication dans le groupe m'a redynamisé dans ma vie, dans mon parcours professionnel ».*

Kristell, conseillère en Economie Sociale et Familiale, n'habite Salon de Provence que depuis un an ; elle avait auparavant effectué un stage à la Mission Locale de Dijon. Elle n'avait pas de compétences en vidéo, ce qui l'a fait d'abord hésiter à intégrer ML Prod :

«*L'aspect vidéo audiovisuel m'a repoussé ; je n'y connais rien ; ça m'a un peu freiné »*. Mais elle s'est décidée après l'entretien : *« Au bout de trois mois sur mon canapé, je n'en pouvais plus; j'avais envie de rencontrer des jeunes, des connaissances ; c'était le côté humain que je recherchais ; et puis faire évoluer mes compétences ».*

Aude, animatrice socioculturelle, titulaire d'un BAFA et d'un BAPAAT, originaire de Salon, était suivie depuis deux ans à la Mission Locale, en recherche d'emploi. Pour elle aussi, lorsque sa conseillère lui a parlé de ML Prod, c'était davantage l'objectif de l'action qui lui a plu, que la production de vidéos.

Sheïla, résidant dans le quartier des Canourgues, a connu ML Prod par Miloud, son conseiller, alors qu'elle était en recherche d'emploi. Elle avait interrompu son BEP Carrières Sanitaires et Sociales, *« les stages pratiques l'ayant dégoutée du métier* ». Après une participation à deux ou trois ateliers du mardi, elle a intégré le groupe comme volontaire en service Civique. Elle apprécie *« que l'on ne soit que des jeunes, que l'on trouve des idées, que l'on donne des responsabilités aux jeunes ».*

Thomas, originaire de Toulouse, y a obtenu un Bac professionnel en informatique ; ayant déménagé chez sa mère à Salon, il recherchait une formation dans l'audiovisuel ou un emploi. Intéressé par la mobilité internationale et parlant bien l'anglais, il cherchait à aller en Angleterre, pour élargir son réseau. Intégrer ML Prod était aussi pour lui un moyen de développer son un réseau professionnel et de partager avec d'autres jeunes.

Ces jeunes volontaires, qui ont, ensemble, participé en mars 2012 à une formation : « Ethique et technique du reportage » avec O2zone, ont permis, selon l'équipe de direction, de *« relancer la dynamique, d'apporter du sang neuf, de nouvelles idées, et d'amener aussi de la convivialité ».* La démarche d'engagement bénévole dans une action menée par des jeunes est commune à l'ensemble des membres du groupe*. « Les volontaires en Service Civique ont un contrat de 24 heures mais ils ne comptent pas leurs heures »*, souligne Erik Sinoussi.

Mais ML Prod n'est pas devenu pour autant l'affaire de quelques uns, les permanents ou les anciens, contrôlant et s'appropriant « le label ». La volonté d'intégrer de nouveaux jeunes, de s'enrichir des idées des autres, de prendre les décisions collectivement, de « construire ensemble » ressort fortement des échanges que nous avons pu avoir lors de nos visites. Même s'il existe des « piliers » qui assurent la continuité de l'action, on ne constate pas l'émergence de « leaders » qui auraient pris « la grosse tête », imposant leurs points de vue ou leurs orientations. Les jeunes rencontrés insistent particulièrement sur la richesse, pour le groupe et pour chacun d'eux, que procure la diversité de leur statut au sein de la Mission Locale, de leurs niveaux d'études, de leurs projets professionnels ou de leur origine sociale. « *On a tous des parcours différents et on s'apporte des choses »* (Sheila).

Nous avions constaté lors de notre première visite la maturité avec laquelle les jeunes s'écoutaient et échangeaient. Cette qualité des échanges est d'autant plus impressionnante aujourd'hui que le groupe est désormais plus important. Ils étaient 10 lors de notre rencontre en avril 2012**. Emilie**, titulaire d'un BEP hôtellerie et d'un Bac professionnel en

accueil, bénévole depuis novembre 2011 ou **Junior,** originaire de Belgique, ayant démarré une formation artistique, avant de partir à Londres puis à Valence, à Arles et actuellement intérimaire à Miramas, intégré récemment à ML Prod, s'exprimaient autant que les volontaires en Service Civique que les anciens comme Nassuf, Loïc et Ayoub.

En réalité, rencontrer d'autres jeunes pour échanger est la principale motivation à intégrer ML Prod. Comme le souligne Bruno : *« On a un ordre du jour mais souvent, on part sur des débats métaphysiques. La première motivation à venir à ML Prod de la part des jeunes, c'est la recherche du contact humain, la discussion ».*
Kristell, comme les autres, apprécie particulièrement le côté humain de ce travail en groupe, « super intéressant » *: « On ne s'engueule pas, il n'y a que des petits ralages ; il y a des caractères différents, des caractères de médiateurs; on arrive à écouter ».*
Avec l'arrivée des volontaires en Service Civique et l'accroissement du groupe, il a fallu se réorganiser. Nassuf explique : *« Avec ces renforts, j'ai soufflé; on a établi un rôle pour chaque fonction; on est plus performant ».* Et, selon lui*, « il y a davantage de bénévoles qui adhérent à ce fonctionnement. ML Prod est aussi plus interactif qu'avant. La page Facebook est alimentée tous les jours, ce qui permet d'échanger davantage et pour ceux qui n'ont pas de portable, on communique mieux ».*
Thomas souligne aussi que la télévision installée dans la salle d'accueil de la Mission Locale, diffusant les reportages ML Prod, contribue à faire connaitre l'action.

Pour Aurélie, « *le bouche à oreille fonctionne bien entre les jeunes et la fréquentation augmente. Lors des ateliers du mardi, ils sont entre 12 et 15. Du coup, ils s'organisent en groupe. Tout le monde a sa mission. Il existe des comités rédactionnels; ils rédigent depuis février des ordres du jour et des comptes-rendus de réunions. C'est constructif ».*
Les jeunes ont imaginé la notion de référent de reportage ; un jeune du groupe (pas forcément en Service Civique) est responsabilisé à tour de rôle sur une réalisation : *Il gère son équipe, les aspects administratifs, il doit tenir les délais. L'idée est d'être polyvalent: monter, filmer, passer devant la caméra. Depuis un mois, ça marche ; on a fait 4 reportages en un mois* (Bruno).

Pour Agnès, conseillère, « *les jeunes sont plus professionnels mais ML Prod reste un groupe accueillant, ouvert, même s'il a bougé. L'accueil des nouveaux est une priorité ».*

<u>Un fonctionnement autonome mais encadré</u>

Le fonctionnement de ML Prod est celui d'un groupe de jeunes associés à de professionnels de la Mission Locale. Certains jeunes bénévoles deviennent eux-mêmes jeunes volontaires ou jeunes salariés de la Mission Locale ; les frontières ne sont pas étanches, les statuts sont mouvants (Ayoub a été bénévole avant d'être volontaires en Service Civique, puis de nouveau bénévole; Nassuf a été bénévole, en contrat CAE puis en contrat d'apprentissage ; Loïc, jeune bénévole, est devenu stagiaire dans le cadre de ses études).
Selon Annick, il s'agit de *« ne pas dissocier et opposer l'action autonome des jeunes et l'action des professionnels ; il y a une dialectique entre les deux ».* Les jeunes sont force de proposition ; ils contribuent directement à l'organisation et à l'évolution de l'action en étant

associés aux décisions. Ils possèdent leur studio au sein de la Mission Locale ; ils construisent leur site internet. Il développe leurs projets, sont responsables du choix et de la préparation des sujets, de la logistique et de la réalisation des tournages ainsi que du montage et de la diffusion des films. Mais il n'est pas question pour eux d'établir des barrières avec les professionnels de la Mission Locale et les adultes de façon générale. L'action est destinée « à rapprocher » les mondes. Le rôle de la direction de la Mission Locale et des conseillers est essentiel pour assurer la continuité et la pérennité de l'action, ne serait-ce que par les conseils et les moyens apportés au groupe. Shakira, conseillère référente de l'action en 2011, actuellement en congés de maternité, ainsi qu'Aurélie, ex-bénévole devenue conseillère, ont contribué à apporter la fluidité et la souplesse que l'on ressent dans le fonctionnement de ML Prod. Pour Aurélie, présente tous les jours à la Mission Locale, sa position « managériale » vis-à-vis des volontaires en Service Civique (gestion des plannings, des congés etc.) ne change en rien ses relations avec les jeunes de ML Prod.

La position « intermédiaire » de Bruno, à la fois « jeune » et permanent de la Mission Locale est aussi intéressante : *Je me pose des questions que d'autres ne se posent pas, par ma personnalité, mes études, mais je me considère comme un jeune comme un autre. Je suis à égalité avec les autres jeunes ; je fais du montage etc., On peut apprendre et apprendre aux autres. On s'écoute, on prend l'avis de chacun. Il faut. Mais il y a en même temps un certain niveau d'exigence à garder. Certains avis sont plus intéressants que d'autres. »*

Pour Jean-François Bruneau, directeur-adjoint, il est important de « *ne pas penser à leur place et d'avoir leur retour d'expériences. L'enjeu, c'est de donner les clés de l'autonomie ».* Aude résume bien cette « dialectique » ou ce juste équilibre entre appui et autonomie: *« On se gère tout seul mais on nous guide ; Aurélie nous conseille* ». Pour Kristell, « *C'est important que l'on soit entre nous ; il y a cette ambiance de travail qui nous booste ; s'il y avait Aurélie ou Annick tout le temps, on serait en attente; là, on peut faire nos erreurs. Par exemple, pour préparer un reportage, on va zaper de prévenir; à Aubenas*[3]*, on a oublié certains papiers ; il faut trouver la façon d'organiser nos documents et que l'on travaille en équipe, dans la joie. Mais on est aussi cadré ; maintenant, j'aime bien m'organiser ».*

Loïc souligne la nécessité de maintenir les temps d'échanges avec l'équipe de direction (tous les 15 jours, selon lui), même si l'organisation du travail change et qu'ils sont plus autonomes.

Thomas, comme Kristell et Loïc, estiment que ML Prod leur a permis de développer d'autres types de relations avec les conseillers de la Mission Locale : *« On est plus proche. On a plus de temps pour leur parler. On est comme des collègues ; les conseillers nous voient évoluer »*

[3] ML Prod s'est rendu à Aubenas en mars 2012 pour réaliser un reportage sur un événement organisé par des jeunes et la Mission Locale d'Aubenas.

2.2 ML Prod, un studio de production audiovisuelle

Des réalisations nombreuses et de qualité[4]

L'espace de paroles et d'échanges que constitue ML Prod n'empêche pas l'activité de production de se développer et de se professionnaliser : le choix des sujets, la préparation des entretiens et des tournages, leur déroulement, le travail sur le montage se font avec beaucoup de rigueur, d'authenticité et d'efficacité.
Depuis 2009, une vingtaine de petits films ont été réalisés, touchant à des sujets variés, avec, en fil directeur, la question des discriminations et des préjugés et en axe principal, le monde de l'entreprise. Le film intitulé « Handicap: autonomie ou indépendance ? » réalisé en lien avec l'association handicap « La Vaillante », est l'une des premières réalisations les plus réussies[5]. Puis des reportages sur l'emploi et sur les métiers, comme celui réalisé au sein de l'entreprise Bonna Sabla (entreprise de fabrication de produits préfabriqués en béton) avec des interviews de plusieurs salariés occupant différents postes de travail, ou celui montrant l'itinéraire et les motivations d'un jeune stagiaire en formation de berger au CFPPA du Merle. Ou encore l'enquête audio auprès d'un responsable d'une entreprise informatique All Tech (à la fois ancien jeune suivi par la Mission Locale et aujourd'hui parrain de la ML).

Des films ont également été réalisés sur des événements comme celui sur le Forum Emploi du 19 novembre 2010 organisé à l'initiative d'Agglopole Provence[6] et avec la Mission Locale, qui a ensuite été présenté aux élus d'Agglopôle Provence et aux médias lors d'une conférence de presse.

Le professionnalisme de l'équipe ML Prod a pu être vérifié notamment à l'occasion du « tourné-monté » réalisé lors de la journée professionnelle des Missions Locales de PACA du 14 janvier 2011 au Conseil Régional à Marseille : les jeunes avaient travaillé au préalable sur un canevas d'interviews autour de la question « Quelle est pour vous la Mission Locale idéale ? », autour des résultats de l'enquête de satisfaction menée auprès du public des Missions Locales de PACA et sur la prise en compte de la parole des jeunes dans l'élaboration des politiques publiques.

Plusieurs plateaux télé ont été organisés, notamment par le Conseil Régional sur le thème de la culture ou sur celui de l'emploi par la Ville de Carpentras. Le Plateau télé « Parole de jeunes » organisé par l'espace citoyen (géré par Léo Lagrange) dans un quartier ZUS de Salon a été l'occasion pour l''équipe ML Prod d'organiser des réunions avec des jeunes des quartiers et d'échanger sur leurs préoccupations.

Ces reportages sont à chaque fois l'occasion pour les jeunes de rencontrer des personnes issues de divers milieux, exerçant diverses professions, des partenaires institutionnels, des

[4] Voir aussi le document de présentation réalisé pour le Conseil Général et la liste des réalisations en annexe.
[5] http://www.o2zone.tv/ml-prod-handicap-autonomie-independance.
[6] Agglopole Provence est l'Intercommunalité composée de 17 communes.

élus, des personnalités marquantes. L'interview réalisé avec Bertrand SCHWARTZ et Gérard SARAZIN est celui qui a le plus marqué les jeunes que nous avons rencontrés lors de notre première visite: *« c'était une belle rencontre ; on est resté trois heures, on aurait pu rester trois jours ».*

La plupart des reportages sont diffusés sur le site internet d'O2zone[7], partenaire de l'action toujours aussi engagé (prêt de matériel audiovisuel / informatique complémentaire et mise à disposition de leur studio ; renforcement de capacités des jeunes). ML Prod est également parrainée par le réalisateur Jean-François Le Cam qui intervient directement 2 à 3 fois par an pour échanger avec les jeunes et réaliser des ateliers de travail: analyse d'image, techniques de montage et de prise de vue.
Les canaux de diffusion des reportages se sont diversifiés. ML Prod a créé sont propre site internet ; elle est aussi sur Facebook, Twitter, Google+, Viméo.
Les vidéos sont également utilisées par l'équipe de la Mission Locale pour faire connaître aux jeunes les métiers ou l'alternance par exemple

Mais aussi des commandes qui se multiplient

Dans la majorité des cas, ML Prod propose des idées de films, se saisissant notamment des différentes opportunités qui se présentent (comme par exemple, la Journée de la femme du 8 mars 2011, le lendemain de notre première visite, à partir de laquelle il a été rapidement décidé de réaliser une vidéo); les sujets de reportages sont débattus et décidés collectivement par les jeunes. Mais à côté de ce travail de création, ML Prod est également sollicitée par des institutions ou des réseaux pour réaliser des films sur des manifestations ou des événements particuliers ; ainsi, avec la couverture d'un Forum-emploi à la demande d'Agglopole Provence, par exemple, ou avec celle des Journées Professionnelles, à la demande de l'Association Régionale des Missions Locales PACA, les jeunes ont pris l'habitude de s'exercer au travail "sur commande" d'institutions Il s'agit d'une démarche complémentaire, tout aussi valorisante pour les jeunes du fait de la confiance qui leur est ainsi accordée.

Dans le cadre de la consolidation des actions de ML Prod pour 2012, des recherches de financements ont été effectuées auprès du Conseil Général, de l'Intercommunalité ou du Service Politique de la Ville de Salon.
Ainsi, dans le cadre d'un projet Fonds Social Européen (FSE) intitulé " *Jeunes et entreprises ça bouge",* ML Prod a proposé de réaliser une série de mini-reportages « *Demain je deviens…"* (10 clips métiers d'une durée d'environ 3 minutes) permettant de découvrir concrètement des métiers en allant à la rencontre de professionnels sur leur lieu de travail. Un "pilote" a été tourné en décembre 2011 sur le métier de technico-commercial en informatique (entreprise All Tech Informatique). Puis d'autres clips ont été réalisés sur les métiers d'animateur socioculturel et d'architecte[8]. Ce projet a donné lieu à des discussions au sein de ML Prod et de la Mission Locale. Selon Annick, *« la commande est trop cadrée, le format est trop court (2 mn). Avec la pression des financeurs ; les jeunes ont été moins créatifs ; ils n'ont pas pris le temps et sont redevenus bons élèves ».*

[7] http://www.o2zone.tv/ml-prod
[8] Ces clips métiers sont en ligne sur le Site internet de ML Prod

Mais pour Erik, la commande permet d'avancer dans la formation. Elle est indispensable, même si d'autres reportages continueront à être réalisés par les jeunes à partir de leurs idées. Pour lui, *« cela ressemble à des chantiers d'insertion. Avec des commandes comme « Demain, je deviens », il y a des productions à assurer ; il faut arriver à gérer cela avec les jeunes ».*

Un projet a également été déposé dans le cadre de la programmation CUCS 2012 de Salon de Provence afin de renforcer l'accès de ML Prod aux jeunes issus des 3 quartiers prioritaires de la ville. Suite au travail réalisé par la Mission Locale avec le service politique de la ville et les partenaires tels que les centres sociaux et l'Addap 13, ce projet intitulé "Pourquoi pas moi… ?" s'adresse à 20 jeunes sur le principe de la mixité sociale. Selon Erik, « c'est un projet qui permet d'élargir les champs du possible dans le domaine de la mobilité internationale ou de la création d'entreprises par exemple. Il s'agit de démontrer concrètement aux jeunes habitant les quartiers que des initiatives et des démarches synonymes d'ouverture et de réussite leurs sont accessibles. »

Le Service Politique de la Ville et le Sous-préfet, réticents au début, soutiennent le projet.

3. des résultats qualitatifs significatifs

3.1 L'impact sur la trajectoire des jeunes

L'équipe de direction de la Mission Locale travaille sur la construction d'indicateurs quantitatifs permettant d''évaluer notamment le nombre de jeunes ayant participé à l'action ML Prod et l'impact de cette participation en matière d'entrées en emploi ou en formation.

Dans le cadre de ce rapport, nous nous intéresserons aux résultats qualitatifs de l'expérimentation. A partir des visites et des entretiens, certes trop peu nombreux, nous pouvons mettre en avant un certain nombre d'éléments d'impact qualitatif; ils sont liés principalement à la rupture de l'isolement, à l'acquisition d'une confiance en soi et de nouvelles compétences, tous ces éléments entrainant eux-mêmes des effets sur la trajectoire des jeunes.

<u>Sortir de l'isolement et retrouver une confiance en soi</u>

Le besoin de rencontrer d'autres jeunes et d'échanger est l'un des éléments communs à l'ensemble des jeunes ML Prod, quelque soit leur profil (qualifiés ou moins qualifiés, filles ou garçons, etc.). La dimension collective du projet semble jouer un rôle essentiel dans l'épanouissement personnel des jeunes.
Comme nous l'avions souligné dans le rapport intermédiaire en 2011, la diversité des membres du groupe a contribué à la dynamique qui s'est installée et à la mise en confiance de chacun: « *L'école sépare, ML Prod réunit* » disait l'un d'eux. « *On dépasse les clivages habituels selon les niveaux de formation, les quartiers où l'on habite ; on a les mêmes problèmes ».*
Assia avait été bénévole à la Croix Rouge et fréquentait l'espace de la citoyenneté dans son quartier mais elle nous expliquait, lors de notre première visite, que ML Prod lui avait

permis de ne plus se sentir seule et d'agir *(« faire quelque chose d'utile »).* Elle constatait que les deux jeunes de ML Prod qui habitent dans son quartier la connaissaient désormais d'une autre façon, à travers ce qu'elle apporte de positif au groupe. L'action l'aide dans son parcours personnel : *« Ca m'aide pour avancer de jour en jour » ;* elle lui a donné envie de reprendre des études et de partir à l'étranger pour un échange interculturel avec d'autres jeunes européens

Pour Nassuf, « Pouvoir partager, cela booste encore plus. On est uni, on est solidaire ; on n'est pas seul. Avant, je ne faisais rien. J'en voulais à tout le monde ; j'étais renfermé sur moi-même. ML Prod permet de voir que l'on n'est pas seul dans cet isolement ; on peut se parler. En plus, il y a une utilité, un but. Je me sens acteur, actif, investi. (…) C'est valorisant pour soi-même, par rapport au travail, par rapport au niveau d'où on vient (niveau scolaire, milieu social). (…). C'est constructif, et la bonne humeur, c'est cela qui nous donne envie de revenir. Maintenant, j'ai envie de tout faire. »

Aurélie, jeune diplômée, nous expliquait en 2011 que pour elle aussi, ML Prod avait été le moyen de sortir de l'isolement et de ce « sentiment d'abandon » qu'elle éprouvait dans son école de commerce. « On se complète dans le groupe; chaque personne est valorisée ». Elle ajoutait : « On est fier de ce qu'on a fait à chaque fois qu'on met un reportage en ligne ».

Pour Loïc, Emilie et Kristell, installés récemment à Salon, ML Prod a permis de « rencontrer du monde » et « de connaitre d'autres jeunes ».

Bruno insiste aussi sur la dimension « création de lien social » et sur la qualité de l'accueil dans le groupe et de la bonne ambiance. « On rigole beaucoup, et on se voit en dehors, avec Nassuf et Kristell par exemple, à qui on fait découvrir les bons coins de Salon, car elle vient de Dijon ».

Cécile, lors de notre première visite, avait également souligné l'importance de l'ambiance dans le groupe : *« Chacun apporte sa compétence et ses idées ; il y a un dialogue, l'ambiance est bonne et les reportages sont de qualité ».* Thomas apprécie aussi la dimension « partage » et Loïc parle de « *l'importance de la dynamique de groupe ».*

Ainsi, comme l'affirme Annick Brunet, *« les jeunes viennent pour se voir ensemble et pas parce que les conseillers leur ont dit de venir ».* A chaque rencontre, on peut constater le plaisir des jeunes à être et à faire ensemble et de leur facilité à exprimer ce qu'ils pensent.

L'un des objectifs de l'action qui était de développer une confiance en soi et dans ses capacités à entreprendre est atteint. Le lien entre *« la contribution à l'enrichissement personnel* », selon l'expression de Ayoub, et l'impact sur les parcours professionnels est bien visible.

Comme le soulignait Nassuf lors du Séminaire de Paris en décembre 2011[9]: *« L'action permet d'acquérir de la confiance en soi, et c'est un vrai bagage pour l'emploi ».* Cyril, qui a créé aujourd'hui son entreprise de photo mais qui reste bénévole ML Prod, aujourd'hui *(« c'est une façon de rendre la pareille »),* disait également lors de ce même séminaire *:* « *ML Prod n'apporte pas forcément un emploi, mais permet d'acquérir de la compétence utile à l'emploi »*

[9] Séminaire des 7, 8 et 9 décembre 2011 réunissant jeunes, professionnels et directeurs engagés dans la RAC ainsi que les autres membres du Comité de Pilotage.

Acquérir de nouvelles compétences, mieux se connaitre et développer son réseau professionnel

L'investissement dans ML Prod et la participation au travail de production de films vidéo avaient pour objectif également d'acquérir ou de développer un certain nombre de compétences utiles professionnellement : communiquer avec les autres, exercer son esprit critique et sa créativité, participer aux prises de décision, s'organiser, résoudre des problèmes, rendre compte. Ces éléments sont difficiles à mesurer mais les jeunes disent qu'ils ont acquis de l'assurance et de nouvelles capacités dans ces différents domaines. Les conseillers que nous avons interrogés estiment que l'action permet de mieux préparer l'entrée en emploi (connaissance de l'entreprise, contact avec des employeurs). Pour Agnès, conseillère à la Mission Locale, *« les jeunes ont une relation différente à l'employeur » ;* « *un contact plus soft* », selon Miloud, lui aussi conseiller, « *ce qui rend plus faciles les entretiens d'embauche par exemple ».* Pour lui, il est important que *« les jeunes se mettent en action avant de concrétiser. ML Prod les ouvre à des choses qu'ils n'auraient pas imaginées ».*

« Au niveau professionnel, je n'ai plus de stress dans les entretiens », nous disait Ayoub, qui soulignait également, lors de notre première rencontre « *l'importance d'avoir pu développer son réseau professionnel ».*
Selon Nassuf, *« chaque personne qui participe se crée un réseau ».* Et pour Kristell, *« on a un vrai contact avec les professionnels qu'on rencontre ».*
Pour Emilie, les relations avec les entreprises font partie de « l'apprentissage de la vie professionnelle ». *« Même s'il y a un bon feeling avec un patron, il faut rester sur ses gardes; il faut avoir une réserve, se mettre des barrières et faire la différence entre le boulot et le personnel ».*
La dimension de construction de réseau professionnel et de connaissance des employeurs est importante ; les parrains de la Mission Locale qui ont été impliqués dans l'action ML Prod ont contribué à favoriser les contacts avec les entreprises du territoire.

Agnès, conseillère, évoque également l'impact de l'action en matière d'orientation professionnelle. Certains jeunes ont pu confirmer leur entrée en formation (une entrée en CAP photo a été validée, par exemple) grâce à leur participation aux travaux de ML Prod.
Emilie explique que lors de tests d'orientation professionnelle, les métiers artistiques étaient ressortis et que ML Prod a été un moyen pour l'aider à « déterminer son projet ». Le fait de réaliser des interviews (elle a notamment participé au reportage sur le métier de technico-commercial) lui a permis *« d'éclaircir son projet et de savoir qu'elle aime le journalisme et qu'elle aime partir sur le terrain* » ; elle a trouvé un contrat d'insertion comme rédactrice dans l'édition qu'elle devait démarrer le lendemain de notre visite.

Enfin, l'action ML Prod permet bien évidemment d'acquérir de nouvelles connaissances sur le plan technique, en matière de construction de reportages, de créations de films vidéo et de façon plus générale de Nouvelles Techniques d'Information et de la Communication.
Comme le souligne Loïc, personne n'est cantonné à un seul rôle : « *On fait du journalisme aussi bien que du montage ».*
Les parcours des jeunes que nous avons rencontrés témoignent de l'impact produit par l'action sur les trajectoires professionnelles. ML Prod semble avoir ouvert « le champ des

possibles » :

L'évolution de Nassuf , par exemple, a été très rapide, selon l'avis de tous. Après l'obtention de son CAP, il a pu intégrer un Bac Professionnel « Artisanat métiers d'art » (infographie) à Marseille mais il a aussi effectué d'autres formations et a également envie de se professionnaliser dans d'autres domaines, comme le domaine social : « *J'aime le travail en équipe. Je trouve mon compte dans ce genre de projet* ».

Agnès, qui avait rencontré Loïc lors d'ateliers CV estime que ce dernier *« a connu un parcours extraordinaire ».*
Nous avons constaté également la façon dont il avait pris de l'assurance entre notre première et notre deuxième visite. Aujourd'hui en stage pratique à la Mission Locale dans le cadre de son Bac professionnel accueil – relations clients usagers (ARCU), il a le projet de devenir pilote dans l'Armée de l'Air.

Pour Assia également, ML Prod a développé chez elle une assurance et des compétences qui lui ont permis d'entreprendre d'autres projets, de formation ou de mobilité internationale notamment.

Bruno, qui veut reprendre ses études, terminer son Master d'histoire puis passer le Concours de Maître des Ecoles, estime que *« cette implication dans le groupe m'a redynamisé dans ma vie, dans mon parcours professionnel ».*

3.2 L'impact pour l'équipe et le fonctionnement de la Mission Locale

Les conseillers rencontrés lors de notre première visite (une douzaine) considéraient l'action ML Prod comme bien intégrée dans l'activité globale de la Mission Locale, s'inscrivant dans la continuité des autres actions collectives engagées les années précédentes. Pour eux, c'est un outil en plus qui permet notamment de rapprocher les jeunes des métiers et de l'entreprise et de leur faire connaitre le bassin d'emploi. Il permet également aux jeunes d'apprendre à se connaître eux-mêmes. « *ML Prod est un lieu où ils peuvent dialoguer avec les autres, apporter des idées, valoriser leurs compétences ou en acquérir d'autres ». « Les plus anciens, comme Ayoub, veulent transmettre ». « Par rapport à une démarche de comités d'usagers qui est davantage cadré, l'intérêt est que les jeunes sont mobilisés sur une action concrète à laquelle ils adhérent de façon volontaire ».*
La présence de l'équipe quasi au complet des conseillers lors de cette rencontre et la qualité des échanges témoignent de l'intérêt qu'ils portent à la recherche action. Ils soulignent l'importance d'être associés aux projets, le rôle joué par Annick qui *« transmet son enthousiasme* » et la transmission des « fondamentaux » par les conseillers plus anciens. Pour eux*, « l'écoute globale, (qui n'a jamais été remise en question) c'est écouter ce que les jeunes ont envie de dire et ce qu'ils n'ont pas envie de dire ».* Ils n'ont pas de cadre figé pour la réalisation des entretiens. Ils disposent d'une souplesse reconnue par la direction qui leur *« fait confiance ».* Les échanges entre eux, notamment à l'occasion des réunions d'équipe, permettent de se remettre en question et d'apprendre des autres*. « On est une équipe solidaire ».*
Lors de notre seconde visite en avril 2012, ML Prod semblait encore davantage intégrée

dans l'action de la Mission Locale. Pour Aurélie, c'est un acquis pour les conseillers, un outil dont ils se servent. Un outil proposé particulièrement aux jeunes qui ont besoin de retrouver de la confiance en soi à travers la rencontre avec d'autres et la réalisation d'actions concrètes. Selon Nassuf, *« les conseillers parlent davantage de ML Prod ; ils orientent plus de jeunes ».*
Miloud, conseiller référent dans les quartiers sensibles, résume bien l'ensemble des dimensions de l'action et de qu'elle peut apporter aux uns et aux autres : *«Je positionne sur ML Prod des jeunes qui ont du mal à rentrer dans les actions de la Mission Locale. A travers ce collectif, ils côtoient d'autres jeunes. Pour certains, c'est la dynamique de groupe qui va être la plus importante ; pour d'autres, c'est la dimension artistique, le support vidéo. C'est aussi un moyen pour confirmer un projet professionnel ; d'acquérir des compétences. Les formations sont un plus. Ceux qui font l'effort d'y aller une première fois s'accrochent. Le groupe ML Prod a évolué positivement depuis sa création ; il y a beaucoup de monde aux ateliers du mardi, et une bonne dynamique ; ça vit bien, il y a des idées, de la recherche, une harmonie. C'est un dispositif qui doit perdurer; il y a besoin d'espace d'échanges entre les jeunes ».*

Même dans une période de « tension sur les chiffres », les conseillers ne ressentent pas de pression de la part de la direction. Selon Miloud, *« Le parcours des jeunes prendra le temps qu'il faut; si on va trop vite, si le projet ne correspond pas, cela ne tiendra pas* ». Agnès ajoute : *« On nous donne les moyens de travailler de cette façon. Et nos chiffres sont bons ».*
Ainsi, le fonctionnement de la Mission Locale, ses méthodes de travail (en interne et avec les partenaires locaux) et la façon dont les conseillers écoutent et accompagnent n'ont pas forcément été modifiés par l'expérimentation ML Prod. L'approche globale est peut-être encore davantage consolidée, avec la conviction que l'équilibre entre l'accompagnement individuel, les actions collectives et le développement d'actions fortes en direction du monde de l'entreprise donnent des résultats en matière d'insertion et d'accès à l'autonomie.

3.3 L'impact sur le territoire

La question des partenariats

Lorsque l'on consulte le rapport d'activité de la Mission Locale et que l'on écoute les conseillers, on perçoit que les partenariats sont réels sur le territoire et que la structure est reconnue aussi bien dans le domaine de l'insertion sociale que dans celui de la formation ou de l'emploi. Selon Madame Guey, élue déléguée à la Politique de la Ville à Salon de Provence et membre du CA de la Mission Locale, de façon générale, « la Commune de Salon a une culture partenariale ». Pour Lucien Planells, chargé de Mission Emploi au Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Salon*, « le professionnalisme de la Mission Locale est reconnu ainsi que son rôle d'acteur incontournable même si certains partenaires ont tendance à la considérer comme trop hégémonique ».*
De nombreuses actions sont menées conjointement (actions avec l'Espace Santé ou avec Transports Mobilité Solidarité, par exemple). Depuis deux ans, un dispositif spécifique (Réseau d'Accompagnement pour une Insertion Durable (RAPID)) a été créé en direction des jeunes des quartiers avec des ateliers faisant intervenir les acteurs de proximité

(éducateurs de prévention, animateurs) et les conseillers. L'objectif est aussi de changer la représentation de la Mission Locale pour des jeunes en décrochage, en rupture avec l'institution, et de les intégrer dans des actions comme le permis de conduite ou la mobilité européenne.
Dans le domaine de l'emploi, les relations avec Pôle Emploi ou avec la Jeune Chambre Economique, par exemple, dont nous parlait Cyril, conseiller Mission Locale, lors de notre première visite, sont particulièrement développées. Dans le cadre de l'action ML Prod, leur implication est nécessaire pour développer les occasions de rencontres avec le tissu très riche des TPE et PME du territoire.
La constitution d'un Comité de pilotage au démarrage de l'expérimentation ML Prod était une exigence inscrite dans la Convention. C'était aussi un moyen pour la Mission Locale de réunir les partenaires autour d'une action concrète qui nécessitait leur adhésion. Le projet était également une occasion de renforcer les relations partenariales en partageant sur la question de la parole des jeunes. Sans doute est-elle une opportunité pour contribuer collectivement à l'observation des difficultés des jeunes sur le territoire et à leur prise en compte dans le cadre de la politique jeunesse.
Et dans les faits, le nombre des participants au COPIL du 7 juin 2010 et la richesse des interventions retranscrites dans le compte-rendu de la rencontre témoignent de l'intérêt accordé à l'action par les partenaires. L'intérêt était d'autant plus marqué que le projet dont il était question revêtait un aspect novateur. Une vingtaine d'intervenants étaient présents, représentant les différents domaines de l'insertion (accompagnement social, éducation-formation, emploi), le monde de l'entreprise et les collectivités locales et territoriales. Le fait qu'ils aient été impliqués dès le démarrage de l'action a été sans doute très positif pour l'évolution de l'action et le travail de la Mission Locale de façon générale.
Cependant, dès la deuxième réunion du COPIL, les partenaires n'étaient plus aussi « motivés », pris dans leurs problèmes de financements et les urgences du moment. Sans doute considéraient-ils que le projet était désormais bien lancé et qu'il était maintenant un outil « approprié » par les uns et les autres.
Pour Annick Brunet, l'essentiel réside dans les relations qui se sont nouées entre les conseillers et les professionnels (animateurs, éducateurs etc.) à partir d'un intérêt commun et du travail concret réalisé autour de ML Prod: *« le partenariat est passé par les jeunes et non par les directions».*

<u>L'action ML Prod a-t-elle contribué à « changer les regards » ?</u>

Sans doute l'action ML Prod a-t-elle en partie contribué à faire évoluer les représentations réciproques entre les jeunes et les entreprises et de façon plus générale le regard que les adultes portent sur les jeunes. Il n'est cependant pas très réaliste d'imaginer que cet objectif ambitieux puisse être totalement atteint en deux ans.
L'essentiel est que le processus soit lancé. Lors de notre première visite déjà, les jeunes avaient souligné certains éléments importants. Pour Assia, le reportage réalisé sur le handicap a permis de faire « changer les images » ; les jeunes ont été étonnés mais les entreprises aussi. Elles sont étonnées également par la qualité des reportages et par le fait que les jeunes sont bénévoles dans ces actions.
Bruno, quant à lui, n'a jamais vraiment ressenti *« la barrière avec les petites entreprises » ;* sans doute parce qu'il avait déjà effectué pas mal de petits boulots, pendant ses études et après: dans une chocolaterie, dans le BTP (entreprise de forage pour laquelle il changeait des pompes), dans la grande distribution

Aurélie était plus nuancée. En 2011, elle estimait : *« les entreprises ont une vraie mauvaise image des jeunes*, *qu'elles considèrent comme pas sérieux. Il existe une réelle barrière entre les deux mondes ».* Mais elle pense aussi que *« le dictaphone et la caméra font tomber les barrières ».* Elle constate que les chefs d'entreprises restent plus longtemps que prévu à échanger avec les jeunes après les interviews. Ils sont intéressés par la démarche.
Concrètement, certaines réalisations, comme l'enquête audio chez un boucher traiteur, par exemple, ont contribué, à « changer les regards » des deux côtés. Selon les conseillers, les retours de la part des entreprises sont « très positifs ». Les jeunes sont perçus comme professionnels.

Nassuf affirme que son regard sur les entreprises a un peu changé. « *Personnellement, cette action m'a ouvert l'esprit, m'a appris à voir les choses autrement, m'a fait prendre conscience de mon entourage. J'avais un cliché: « on ne trouve pas de boulot car on vient d'un quartier » ; mais on n'est pas différent par rapport à son voisin*. *On peut faire bouger les choses collectivement ».*
Et pour Aude également, *« le monde autour n'est plus monstrueux ; le monde du travail est moins impressionnant ».*

La qualité des productions est reconnue, à la fois par les professionnels d'O2zone et par les partenaires institutionnels. Le Sous-préfet notamment a été impressionné lorsqu'il a eu l'occasion de regarder les reportages. Selon Madame Guey, élue à la Ville de Salon, son regard sur les jeunes a évolué. Les jeunes précisent que le Maire de Salon a aussi été intéressé par leur proposition de reportage sur les défibrillateurs automatiques ("Défibrillateur automatique : mode d'emploi") installés sur la ville. Aurélie souligne que le professionnalisme des jeunes impressionne les partenaires et les entreprises. Certaines entreprises ont connu la Mission Locale à travers l'action ML Prod. C'est aussi le regard des jeunes sur la Mission Locale qui a changé ; pour les conseillers, *« ML Prod, en parlant aux jeunes, est notre meilleure vitrine ».*

Pour Annick Brunet, l'objectif est d'inscrire désormais l'action dans le projet associatif de la Mission Locale et d'en faire, avec les élus, une démarche de territoire. La Journée de restitution du 30 juin 2011, organisée par la Mission Locale, a permis de réunir les jeunes, les élus, les partenaires et les entreprises. A partir de la présentation de plusieurs reportages ML Prod, cet événement a été l'occasion d'échanger sur des thèmes comme le handicap ou la relation entre les jeunes et les petites entreprises mais de débattre également sur la façon de permettre à des jeunes de passer du statut de consommateurs à celui de contributeurs des dispositifs et des projets qui les concernent.
Parvenir à « produire avec les jeunes » est sans doute l'un des enjeux de la prochaine phase de la Recherche Action Collective « Pour et avec les jeunes sur un territoire ».

4. Enseignements et perspectives

4.1 Enseignements

Les rencontres à Salon avec les acteurs de l'expérimentation ont été trop courtes pour

avoir une appréciation complète de son impact. Cependant, à partir des entretiens réalisés et des différentes lectures que nous avons pu faire, certains enseignements peuvent être dégagés. Pour les jeunes, ML Prod constitue à l'évidence un espace de socialisation, un lieu d'apprentissage et d'acquisition de nouvelles compétences techniques mais aussi relationnelles. L'hypothèse que les jeunes ont des ressources et qu'ils sont capables de proposer, de produire, d'apprendre ensemble est confirmée. Pour cette Mission Locale, cette action, comme celles menées les années précédentes notamment dans le cadre des appels à projet Dexia, met en lumière l'importance de l'approche globale. Les différentes compétences et la confiance acquises par les jeunes, le sentiment d'utilité retrouvé, l'opportunité de créer et de se confronter avec le monde adulte et professionnel contribuent à l'objectif de l'autonomie sociale et professionnelle. L'action s'adapte aux situations des jeunes : pour l'un, sortir de l'isolement grâce au groupe lui permettra de se sentir mieux pour relancer sa recherche de formation, pour l'autre, élargir son réseau professionnel facilitera l'accès à un emploi ; pour un autre encore, acquérir une expérience dans le domaine de l'audiovisuel lui permettra de consolider son projet professionnel. ML Prod permet à la fois de susciter ou de développer l'envie de s'engager dans la société, de produire collectivement mais aussi de reprendre une formation, des études et d'entrer dans le monde du travail.
Le nombre de jeunes impliqués dans l'action représente une soixantaine de jeunes par an mais la portée d'un tel projet va au-delà du résultat quantitatif immédiat. Beaucoup de jeunes du territoire, en téléchargeant les vidéos réalisés par ML Prod, en consultant le site internet ou la page Facebook, ont une autre image de la Mission Locale et du public qui s'y rend. ML Prod contribue également à faire évoluer le regard des entreprises et les élus (peut-être moins des autres partenaires qui connaissent déjà bien la Mission Locale). Et au-delà du territoire de Salon de Provence, ce sont d'autres Missions Locales, dans la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) mais aussi ailleurs, qui cherchent à s'inspirer de cette action qui constitue aujourd'hui une référence.

Dans le cadre de la réflexion sur l'essaimage, menée par la Recherche Action Nationale, il est intéressant d'essayer d'identifier les facteurs ou les conditions qui ont permis les résultats importants de cette expérimentation :

- Le contexte favorable de la Mission Locale qui avait déjà eu l'occasion de faire travailler collectivement des jeunes sur des thématiques relatives aux préjugés sociaux.
- La culture « approche globale » et celle du partenariat.
- L'intuition que la mise en situation concrète, à partir d'un outil comme la vidéo, pouvait être mobilisateur pour les jeunes. Pour Erik Sinoussi, *« la réalisation de « produits » est une condition de réussite de l'action ».*
- L'implication de l'équipe de direction et le temps consacré à l'action au démarrage ; le rôle d'Annick a été déterminant de ce point de vue ainsi que sa ténacité car, selon Agnès, *« on ne voit pas l'intérêt d'une telle action tout de suite ».*
- Le professionnalisme de l'équipe des conseillers (avec des « anciens » qui transmettent aux plus jeunes).
- Le mode de fonctionnement souple et « décloisonné » de la Mission Locale qui favorise l'écoute, l'échange, la prise de risque et donc la possibilité d'innover. La volonté de « *ne pas mettre dans des cases »,* selon l'expression d'Annick Brunet, apparait dans les relations qui s'établissent entre équipe de direction, conseillers,

jeunes, stagiaires ou parrains. Ces derniers sont des chefs d'entreprises mais aussi des adultes qui accompagnent (et même d'anciens jeunes suivis, parfois) et qui jouent un rôle de « passeurs » entre les jeunes et le monde de l'entreprise. Les jeunes ont également de plus en plus l'occasion de rencontrer les partenaires du territoire et même les élus. Les volontaires en « Service Civique » sont aussi des relais entre les jeunes et les professionnels de la Mission Locale.

- L'importance donnée à la convivialité.
- Les moyens humains (Annick, Jean-François, Shakira puis Aurélie sont impliqués dans le projet; de nouveaux postes sont créés, en CAE ou en Service Civique) et les moyens matériels (local, caméras, ordinateurs, minibus mis à disposition pour les déplacements collectifs de ML Prod).
- Le rôle des jeunes volontaires en Service Civique.
- L'intégration de l'expérimentation dans la Recherche Action Collective; le rôle de l'animateur, la réflexion conjointe et les écrits réalisés pour les COPIL de cette RAC, les COPIL et les séminaires.

4.2 Perspectives

L'année 2012 marque la fin des financements attribués par le Haut Commissariat à la Jeunesse pour cette expérimentation. La Mission Locale souhaite poursuivre le travail engagé dans ce cadre et cherche donc les moyens financiers de consolider et de pérenniser l'action ML Prod. Dès la fin 2011, l'équipe de direction s'est efforcée de démontrer auprès des partenaires institutionnels et financiers l'utilité de ce projet, à la fois dans la construction des parcours d'insertion des jeunes et pour le territoire. Dans un contexte, commun à toutes les Missions locales, de pression sur les chiffres d'entrées en emploi alors que le chômage s'est accru au cours des deux années de l'expérimentation, la recherche de financement pour une telle action s'avère difficile.
Des dossiers de demande de financement ont été élaborés, non sans obstacles dans la mesure où l'action ne semblait pas facilement « rentrer dans les cases ». Pour le Service Politique de la Ville de Salon de Provence, par exemple, ML Prod suscite en effet un intérêt certain sur le fond ; il apparait même comme novateur et pertinent selon les termes employés, mais il ne rentre pas dans les lignes classiques de financement. Finalement, le dossier a été financé en 2012 à titre exceptionnel, sur un an, « les décrocheurs » étant le public cible du projet. « *L'outil est secondaire, c'est la démarche qui est financée* », précise Lucien Planells.
D'autres financements ont été acquis, mettant les jeunes en situation d'exécuter des commandes.
La Mission Locale poursuit son travail, en lien avec la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et le Conseil Régional, pour faire de cette action une de ses activités, intégrée dans la Convention Pluriannuelle d'Objectifs (CPO) et reconnue par les partenaires du territoire. Pour Erik Sinoussi, *« l'action entre bien dans le Protocole 2010 des Missions Locale »* mais il faut aller plus loin pour contribuer à faire évoluer les politiques publiques en direction de la jeunesse.
Par ailleurs, une Démarche qualité a été mise en place en 2010 à l'initiative de la Région PACA; la Mission Locale du Pays Salonais a fait de l'expérimentation ML Prod un support

de réflexion sur l'écoute de la parole des jeunes et sur les démarches participatives pour avancer dans son processus qualité.
Dans ce cadre, il serait sans doute intéressant d'approfondir certains questionnements autour de la participation des jeunes dans des instances de décision, au-delà du problème de l'instrumentalisation des jeunes qui est souligné par tous. Pourquoi ne pas imaginer la création d'un collège de jeunes dans les instances de la Mission Locale, estime Miloud, qui souligne que le Centre Social Mosaïque, basé à la Monaque, partenaire sur le terrain, a intégré des jeunes dans son Conseil d'Administration. En effet, pour éviter le problème de la personnalisation ou de l'instrumentalisation, c'est par exemple « ML Prod » qui pourrait représenter les jeunes, à partir de leur légitimé acquise dans l'action. Selon Madame Guey : « *il serait bien que les jeunes soient acteurs, qu'ils participent à la vie de la Mission Locale ; dans le CA, ce serait bien, à travers un collectif, pour qu'ils ne représentent pas qu'eux-mêmes. Dans la mesure où il y a entrées et sorties permanentes, il faut que ce soit la fonction qui soit représentée et non la personne ».*
Aujourd'hui, pour la Mission Locale, l'enjeu est que l'action contribue à conforter l'approche globale et qu'elle puisse susciter la création d'autres opportunités d'espaces de paroles et de rencontres des jeunes sur le territoire, « *au delà du public Mission Locale dans une logique d'ouverture et de décloisonnement* », selon l'expression d'Annick Brunet.
Le deuxième enjeu est celui de la poursuite de la démarche engagée dans le cadre de la Recherche Action nationale. L'équipe de direction, comme les jeunes impliqués dans l'action, soulignent l'importance du partage d'expériences et de réflexions, au-delà de son propre territoire, et de la construction de réponses communes, contribuant à faire évoluer le réseau des Missions Locales dans son ensemble. Le Séminaire de Paris en décembre 2011[10], après celui d'Aubenas en 2010, a marqué une étape dans ce travail de mutualisation. Les jeunes présents, souhaitant trouver le moyen de maintenir les liens entre eux au-delà du Séminaire, ont créé à cette occasion une page Facebook. Pour faire vivre cet outil et, de façon générale, pour renforcer les relations entre les différentes expériences, les jeunes volontaires en Service Civique, recrutés dans le cadre de la RAC, jouent un rôle essentiel. Ils organisent notamment des visites de terrain entre les territoires. 4 jeunes de l'équipe ML Prod se sont par exemple rendus à la Journée festive d'Aubenas organisée par la Mission Locale de l'Ardèche Méridionale en mars 2012. Les différents ateliers animés par des jeunes (Slam, graph, scène ouverte, ateliers radio et vidéo, etc.) ont été filmés par les jeunes reporters. Bruno explique que ce moment a été « *l'occasion d'échanger avec d'autres acteurs jeunes et de mutualiser nos connaissances et nos expériences concernant les « politiques jeunesses ».*
Une étape importante pour ces jeunes des Missions Locales impliquées dans la RAC, c'est la prochaine rencontre qu'ils doivent avoir le 15 mai 2012 avec les élus à Paris. Bruno insiste sur l'importance de la préparation de cette réunion pour acquérir une légitimité.

L'objectif est de poursuivre et de consolider les expérimentations en cours ; il est aussi de contribuer à la création de nouvelles expérimentations « Par et avec les jeunes sur un territoire ». Même si l'équipe de direction estime qu'il est difficile de « normaliser » ou de « modéliser » une telle action, sur laquelle elle se pose encore des questions, elle est prête à partir la rencontre de ceux qui veulent tenter l'aventure: *«Partir en voyage en terre*

[10] Séminaire des 7, 8 et 9 décembre 2011 réunissant jeunes, professionnels et directeurs engagés dans la RAC ainsi que les autres membres du Comité de Pilotage.

inconnue », selon Annick, qui préfère cette expression, plutôt que celle de compagnonnage ou de parrainage. La Mission Locale de Carpentras serait l'une des Missions Locales prête à s'engager dans la réflexion. Et Bruno a comme mission de repérer d'autres initiatives, notamment dans les régions du Sud ; il doit dans ce cadre participer à une rencontre avec les élus organisée par l'ARML PACA en juin 2012.

Annexe : Liste des reportages réalisés

- **Le handicap : autonomie et indépendance**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-handicap-autonomie-independance

- **Objectiver ses critères de recrutement**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-objectiver-ses-criteres-de-recrutement-une-formation-lechelle-regionale

- **Interview de Bertrand Schwartz et Gérard Sarazin" (ou "La naissance des Missions Locales)**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-portrait-schwartz-et-sarazin-ou-la-naissance-des-missions-locales

- **Découverte de l'entreprise Bonna Sabla" (secteur industriel – produits préfabriqués en béton)**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-decouverte-de-lentreprise-bonna-sabla-oct2010

- **Ma Mission Locale idéale (Journée Professionnelle des Missions Locales de PACA 2011)**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-ma-mission-locale-ideale

- **La 1ère fois en Agence d'Intérim" (avec l'agence ADECCO Salon de Provence)**

http://www.o2zone.tv/mlprod-1ere-fois-en-agence-interim

- **Forum emploi de Salon de Provence (forum recrutement 2010)**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-forum-emploi-2010-salon-de-provence

- **Les jeunes et le logement (avec l'association spécialisée ADAMAL)**

http://www.o2zone.tv/ml-pro-

- **Apprentissage, mode d'emploi (1 et 2)**

http://www.o2zone.tv/apprentissage-mode-demploi-2

- **A la découverte du métier de berger**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-la-decouverte-de-metier-de-berger

- **Musée de l'Aéronautique à St Victoret**

- **Le statut des intermittents du spectacle : interview des membres d'une troupe musicale (Soukha)**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-la-rencontre-dun-groupe-soukha

- **Journée Prévention Sécurité Routière**

http://www.o2zone.tv/ml-prod-journ%C3%A9e-pr%C3%A9vention-s%C3%A9curit%C3%A9-routi%C3%A8re

- **Manifestation des Missions Locales du 23 juin 2011**
http://www.o2zone.tv/ml-prod-1ere-manifestation-des-missions-locales-le-23-juin-2011

- **La Maison des adolescents (Espace santé Jeunes) - 15 et 16 septembre 2011**
http://dai.ly/KAvOWT

- **Journée de la femme**
http://www.o2zone.tv/ml-prod-journee-de-la-femme

- **Demain, je deviens… technico commercial**
http://dai.ly/L07OJW

- **Demain, je deviens… animateur socioculturel**
http://dai.ly/KZYJRI

- **Demain, je deviens… architecte**
http://dai.ly/L07U4j

- **Regards croisés jeunes/institutions (Congrès des Maires)**
http://www.o2zone.tv/ml-prod-regards-croises-jeunesinstitutions

- **Découverte d'une Maison Familiale et Rurale à Puyloubier**
http://www.o2zone.tv/ml-prod-mfr-puyloubier-31-mai-2011

- **Lancement de l'institut Bertrand Schwartz (UNML Paris)**
http://dai.ly/KfrDzP

- **Demain, je deviens… libraire**
http://dai.ly/KBfYZ4

- **Journée Professionnelle de l'ARDML 2012 Conseil Général de Marseille**
http://dai.ly/L08H5f

- **Défibrillateur Automatique Externe: mode d'emploi**
http://dai.ly/L08y1y

INSTITUT BERTRAND SCHWARTZ

Recherche-Action Collective

Agir pour et avec les jeunes sur un territoire

ANNEXE 2 :

Mission Locale d'Insertion du Poitou

Monographie d'évaluation

Anne Le Bissonnais, Idéel, décembre 2011

Introduction

En 2007, la Mission Locale d'Insertion du Poitou (MLI) a participé au démarrage de la recherche action engagée avec le Synami CFDT sur la parole des salariés des missions locales. Il s'agissait de réfléchir aux conditions d'exercice du métier de conseiller dans un contexte d'accroissement des « mesures » à prescrire, au détriment de l'approche globale. L'objectif était d'avancer sur les moyens d'écouter davantage la parole des jeunes, de façon individuelle et collective.

Dès 2008, la MLI a engagé une expérimentation locale avec ses partenaires pour analyser et améliorer l'écoute des jeunes sur le territoire. Fin 2009, la recherche-action obtient le soutien du Haut Commissariat à la Jeunesse dans le cadre d'une Convention de deux ans au titre des expérimentations sociales.

En deux ans, le groupe des D-Battants, créé à partir de la phase d'écoute des jeunes, a mené un travail important de recueil de la parole des jeunes, d'animation de débats et de rencontres ; le collectif s'est fait peu à peu connaitre et reconnaitre au point d'être sollicité par le Conseil Economique Social et Environnemental Poitou-Charentes (CESER) pour collaborer en 2011 à l'élaboration de leur « stratégie » pour la jeunesse[1].

La recherche-action a-t-elle atteint ses objectifs ? Le collectif des D-Battants contribue-t-il à la création d'une parole collective des jeunes sur le territoire ? A-t-il modifié la façon de travailler de la Mission Locale, des conseillers et de ses partenaires ? Quels sont les enseignements que l'on peut tirer de l'expérimentation?

L'objectif de l'évaluation est d'apporter un regard extérieur à l'équipe et de contribuer à l'analyse de l'action et de ses résultats ainsi qu'à la réflexion sur les conditions dans lesquelles une telle expérimentation peut essaimer.

Ce rapport d'évaluation s'appuie sur l'exploitation de la documentation recueillie (comptes rendus de réunions, notes de synthèses, courriers) et sur des entretiens réalisés avec les différents acteurs concernés à l'occasion de deux visites de terrain : une première visite à la Mission Locale d'Insertion du Poitou a été effectuée par Vincent Merle et Anne Le Bissonnais le 20 janvier 2011 (rencontre avec David Bévière, directeur, entretien collectif avec des jeunes du groupe des D-Battants (Kristine Beauvilain, Tiany Frementeau, Gaël Grandsaigne), réunion d'échanges avec les animatrices de l'action, Dominique Comon, conseillère et Marie-Estelle Dudit, chargée de projet).

Une deuxième visite a été effectuée par Anne Le Bissonnais le 24 novembre 2011 (entretiens avec David Bévière, Dominique Comon et Marie-Estelle Dudit, Jocelyne Tribout, conseillère « extérieure à l'action », Gaël Grandsaigne et Aurélie Fredon (D-Battants), et Chloé Garcia, jeune volontaire en Service Civique).

Un entretien complémentaire a été effectué à distance.

[1] CESE Poitou-Charentes, « Quelles politiques publiques pour la jeunesse en Poitou-Charentes » ?, rapport provisoire, novembre 2011

1. Contexte et historique de l'expérimentation

1.1. Le contexte de l'expérimentation

La Mission Locale d'Insertion du Poitou a été créée en 1990; elle couvre la Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers (qui représente 80% des jeunes qui fréquentent la Mission Locale) et 4 communautés de communes. Le siège se trouve à Poitiers et elle dispose de 2 antennes et de 2 permanences (2 à 3 Jours/semaine) dans des communes périurbaines ou rurales.
La Mission Locale accompagne les jeunes dans les différents champs de l'insertion sociale et professionnelle, en collaboration avec les partenaires locaux (Centre d'Information et d'Orientation, Pôle Emploi, Equipes de Prévention, Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), associations de quartier, Association pour le Droit à l'Initiative Economique, etc.). Elle met en œuvre une action spécifique dans les quartiers, dans le cadre du contrat urbain de solidarité urbaine (CUCS) et participe à plusieurs projets partenariaux sur le territoire (Observatoire du décrochage scolaire, Collectif poitevin pour le Logement, Mobicité etc.).
3522 jeunes ont été reçus[2] en 2010 (au moins un contact en 2010), dont 1634 pour la première fois. L'équipe est composée d'une quarantaine de salariés (dont 11 Mise à Disposition, dont 10 de la Communauté d'agglomération du Grand Poitiers et 1 de Pôle Emploi).
La MLI participe depuis 2007 à la recherche-action collective sur la Parole des Jeunes. La préoccupation était de « remettre les jeunes au centre de politiques qui s'organisent d'abord à l'échelle d'un territoire et obtenir ainsi de meilleurs résultats ». En effet, le constat est que, *« s'il existe des structures solides en matière d'écoute et d'accompagnement dans l'Agglomération (équipe de prévention, Maisons de quartiers, par exemple) et si la Mission Locale est bien repérée par les jeunes, le travail est essentiellement basé sur la relation individuelle et sur la « relation de bureau » ; la parole des jeunes s'exprime mais « elle ne remonte pas ». Les jeunes ne sont pas associés aux décisions qui les concernent* » (David Bévière).

1.2. La première phase d'écoute des professionnels

La première phase du projet « écouter les professionnels » est mise en place de novembre à décembre 2008 par des professionnels de la MLI et d'autres structures en contact des jeunes (Centre Régional Information Jeunesse -CRIJ, équipe de prévention, centres sociaux etc.), l'objectif étant d'identifier par qui et comment sont écoutés les jeunes sur le territoire de l'agglomération de Poitiers. A partir des éléments recueillis auprès d'une cinquantaine de structures (services de l'Education Nationale, organismes de formation, services de l'emploi, de la Justice, de la santé etc.), une synthèse est élaborée et

[2] Mission Locale du Poitou, Rapport d'activités 2010.

présentée en janvier 2009 devant une soixantaine de personnes : les partenaires, mais aussi des élus, des institutions (Direction Départementale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle-DDTEFP notamment), la CFDT ou des représentants des Centres de Formation d'Apprentis-CFA. Dominique Comon retient de ce travail les points suivants[3] : *« Même si c'est compliqué, les jeunes s'expriment quand ils ont repéré des adultes en capacité de les écouter (…) ; la parole collective n'est pas organisée; l'avis des jeunes dans les institutions n'est pas demandé (…)».* Ces constats incitent l'équipe à poursuivre la recherche-action.

1.3. La deuxième phase d'écoute des jeunes

La deuxième phase, qui se déroule d'avril à mi-juin 2009, est axée sur les jeunes**.** Des jeunes, volontaires, suivis à la Mission Locale ou par des partenaires, interrogent 2 ou 3 de leurs amis ou connaissances pour évaluer « comment les jeunes se sentent écoutés ». Les enquêtes menées auprès des jeunes (70 questionnaires recueillis) confirment ce que disent les professionnels : « *On se sent considéré mais ce que l'on dit n'est pas pris en compte. Cela n'agit sur rien ».*

Une restitution est organisée en juin 2009. Une trentaine de jeunes sont présents. Ils s'expriment et en fin de réunion, ils précisent que le questionnaire ne leur parait pas adapté au public jeune. Gaël, qui était présent, nous explique que « *Le questionnaire ne passait pas; il y avait des questions indiscrètes (sur le racket, par exemple) »*. Kristine raconte qu'elle-même n'avait pas réussi à remplir ce questionnaire. Elle ajoute avoir été frustrée de voir les élus partir au cours de cette réunion. Les jeunes proposent de réaliser leur propre questionnaire et décident de se retrouver une semaine plus tard pour travailler ensemble sur un nouveau projet. Les cinq jeunes présents à cette nouvelle rencontre se donnent comme objectif *« de recueillir la parole des jeunes pour la faire entendre des décideurs et d'agir avec ces derniers pour changer les choses* ». Ce qui intéressait Kristine dans la démarche de recherche-action était cette liberté d'agir qu'on leur offrait. C'est le point de départ du groupe de Jeunes qui va choisir de se dénommer « les D-Battants » mais de ne pas se constituer en association.

1.4. La troisième phase d'action avec les jeunes: la constitution des D-Battants

Pendant **la troisième phase**, de septembre à décembre 2009, le groupe des D-Battants, constitué d'une dizaine de jeunes, s'organise et travaille à la construction du questionnaire à destination des jeunes, dans l'idée que *« le questionnaire n'est pas un but, mais un moyen. Le but, c'est de débattre (D-battre) entre jeunes et de se-battre pour que des suites soient données ».*
Le questionnaire, intitulé : « D-battants/Paroles de jeunes », est finalisé après de nombreuses réunions de travail. Il comporte trois axes :

- « La société et toi » (des questions sur la place des jeunes dans la société)
- « Ta vie professionnelle » (des questions sur l'emploi, la formation, le logement et les ressources)

[3] MLI, Comon Dominique, *Porter la parole des jeunes, une belle aventure !,* novembre 2011, p.2

- « Tes idées sur ce qu'il faudrait changer dans la société »

Une introduction explique pourquoi / par qui a été fait le questionnaire et à quoi il va servir :

- ✓ **Qui sommes-nous ? Reprise de la présentation du dépliant :** « nous sommes un groupe de jeunes qui veut porter la parole de tous les jeunes sans exclusion, pour faire bouger les choses en partenariat avec des professionnels qui travaillent avec des jeunes. »

- ✓ **Qu'est que c'est « être D-battants »?** c'est: exprimer ses idées; essayer de faire avancer, bouger les choses, s'investir personnellement pour une cause collective.

- ✓ **Qu'est ce que nous souhaitons faire ? :** donner une autre image des jeunes celle de jeunes désirant être acteurs de la société **;** expliquer nos difficultés, parler d'emploi de formation etc.; débattre des solutions et/ou actions à apporter et suivre leur application.

La mise en forme technique du questionnaire va être travaillée avec une infographiste sur le mode de travail des D-Battants : « Décider ensemble de ce que cela va être ».
La diffusion des questionnaires se déroule de décembre 2009 à février 2010. L'objectif du groupe était de toucher un maximum de jeunes de divers horizons. Dix jeunes ont distribué les questionnaires à travers leurs propres réseaux d'amis mais aussi dans les lieux publics tels que la Mission Locale, le CRIJ, les CFA, les lycées, le CMP, le FJT, les agences d'intérim, dans un centre commercial très fréquenté du cœur de ville, les Cordeliers, ou dans la rue et en discothèque. Gaël affirme en avoir fait remplir une centaine à lui seul. Au total, 400 questionnaires ont été recueillis.

Entre mars et avril 2010, le groupe a travaillé sur le dépouillement et l'analyse des questionnaires, travail fastidieux et pas facile pour des « non spécialistes ». L'ensemble de l'analyse a été négociée collectivement entre les jeunes et les professionnels. Michel Tissier, animateur de la Recherche Action Collective, a participé à ce travail et a soutenu le groupe dans la mise en forme. Les résultats en ont été présentés lors d'une première rencontre avec partenaires et jeunes le 27 mai au Centre Socioculturel du Local ; la qualité de la présentation a été soulignée par les participants. Une autre rencontre a été organisée le 26 juin 2010 avec le député-maire de Poitiers et six de ses élus puis une présentation du travail a été faite devant le Conseil municipal de Poitiers le 22 novembre 2010 sur proposition de M. Alain CLAEYS, député-maire de Poitiers devant environ 50 élus. En novembre également, Tiany et Aurélie participent à un débat sur la santé.

Par ailleurs, les D-Battants sortent de leur territoire : la présence des D-Battants à la Journée Nationale de l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) devant 700 personnes en octobre 2010 a été l'occasion pour Tiany et Salimatou BAH de témoigner sur leurs parcours individuel.

Le Séminaire de la recherche-action collective organisé à Aubenas fin juin 2010 a été un moment fort pour les jeunes présents et une occasion de réflexion pour le développement des D-Battants. La rencontre leur a permis de connaitre d'autres expériences et de mieux

réfléchir à leur action : « *On a vu toutes les petites erreurs » ; « On a des lacunes sur la communication* » (Kristine). Mais on a des compétences sur le dépouillement des questionnaires. « *Il faut que l'on apprenne encore plus ».* Pour Gaël, le séminaire a apporté une nouvelle dynamique au groupe*: « Après Aubenas, on a eu beaucoup d'idées ».*
C'est à partir de fin 2010 que le collectif se structure pour répondre aux sollicitations et mettre en œuvre les projets. L'idée apparait pour la Mission Locale que le recrutement d'un volontaire en Service Civique permettrait également de renforcer le groupe et de l'aider à s'autonomiser, notamment vis-à-vis de la Mission Locale.

2. Les D-Battants, un groupe de jeunes connu et reconnu sur le territoire

2.1. Un groupe organisé et structuré à partir d'un « noyau dur »

Depuis septembre 2010, les D-Battants se réunissent chaque mois (à la MLI ou dans un autre lieu comme le FJT ou le CRIJ) pour échanger et préparer les actions et les différentes interventions sur lesquelles ils sont sollicités. Au moins une professionnelle de la MLI (Dominique ou Marie-Estelle) organise et assiste à ces réunions qui ont lieu la plupart du temps en fin de journée, de 18 à 20h. Le groupe est constitué d'une dizaine de jeunes, avec un noyau dur, dont font partie les jeunes que nous avons rencontrés et auquel est associée une jeune volontaire en Service Civique depuis février 2011 :

- **Kristine**, 23 ans, titulaire d'un bac STG marketing et salariée dans un centre d'appel après avoir réalisé une dizaine de « missions/petits boulots » dans la vente ou la restauration rapide. Elle réside au FJT Kennedy.

- **Gaël,** 21 ans, résidant également au FJT Kennedy, s'est orienté vers un CAP cuisine après son CAP de peintre. Lors de notre première rencontre, il était à la recherche d'un emploi. De fin mars à septembre 2011, il a effectué un contrat de professionnalisation de 6 mois au Futuroscope de Poitiers, à temps plein. Il a travaillé dans la fabrication de sandwichs essentiellement et a obtenu son diplôme d'Agent de restauration rapide. Depuis octobre 2011, il effectue des vacations sur le même poste. *« J'aime bien bosser. Je suis content à la fin de la journée. Même si je voudrais faire autre chose que des sandwichs ».* Il espère obtenir un jour un diplôme de cuisine traditionnelle.

- **Tiany,** originaire du Sud de la Vienne, a rejoint le groupe en octobre 2010. Après une formation dans les métiers du cheval réalisée en Maison Familiale et Rurale, elle est restée un an au chômage. Installée à Poitiers pour trouver du travail, elle a obtenu un emploi d'agent d'entretien à mi-temps (dans deux entreprises différentes).

- **Aurélie,** 23 ans, après l'obtention d'un BEP services à la personne, et d'un Bac, a démarré un BTS de compta-gestion qu'elle a interrompu au bout de 6 mois. Actuellement hôtesse d'accueil à Châtellerault en CDI à temps partiel (entreprise

Valéo, moteur essuie glace), elle effectue des missions d'intérim pour compléter son salaire. Son permis de conduire lui permet d'être mobile entre Poitiers et Châtellerault, en particulier.

Aurélie est membre du groupe depuis la distribution du questionnaire. *« Au début, on ne savait pas ce qu'on allait faire avec le questionnaire. On ne pensait pas entrer au Conseil Municipal: c'était infaisable; on n'y pensait même pas. Mais les gens s'intéressent, c'est génial. Le premier objectif a réussi alors on veut aller plus loin. On ne sait pas comment ça va finir. »*

- **Chloé**, titulaire d'un BPJEPS en animation, a été recrutée comme volontaire en Service Civique depuis février 2011 (24 h par semaine). Elle était venue s'inscrire à la Mission Locale avec idée de chercher un contrat en Service Civique et a répondu à l'offre qui était disponible pour animer les D-Battants. Deux D-Battants ont participé à sa sélection avec le directeur. Après six mois de travail dans les locaux de la Mission Locale, elle est désormais « mise à disposition » dans les locaux du Local (habitat Jeune), partenaire « complice »; elle a été renouvelée dans sa mission auprès des D-Battants avec un co-encadrement de la Mission Locale qui reste support administratif. Son objectif à terme est de faire une formation TISF qui démarre en septembre prochain à Béziers (où réside sa famille).

Chloé a permis au groupe de faire face aux différentes sollicitations qui se sont multipliées depuis fin 2010. Les réunions mensuelles se poursuivent mais il s'agit aussi « *de démultiplier les moyens humains en organisant des rencontres par binôme et des réunions en sous-groupes »*, pour s'adapter aux emplois du temps de chacun et mieux préparer les actions. Chloé se charge des relevés de décision, même si les D-Battants font aussi un travail de comptes-rendus. Elle améliore la communication interne (avec envoi de SMS et de courriels pour rappeler les dates de réunion) et contribue à développer la communication externe (affiches, blog).
Par ailleurs, elle reprend contact avec les structures engagées dans la recherche action depuis 2008 pour organiser les rencontres dans des lieux extérieurs à la Mission Locale, monter des projets communs et communiquer sur les D-Battants auprès d'autres jeunes. (cf Anne-Fleur Amiot en fin de contrat Service Civique à l'Epicerie Sociale qui a rejoint les D-Battants).
Selon Dominique, cette « délocalisation » du travail des D-Battants ne doit pas faire oublier la nécessité pour les conseillers de parler des D-Battants aux jeunes de la Mission Locale, ni aux conseillères animatrices de l'expérimentation de poursuivre le travail d'animation conjointe.
« Le groupe demeure existant et mobilisé et c'est l'une des richesses de cette aventure de deux ans. Il nous faudra être en veille sur la vie du groupe ; jusqu'où l'organisation (adaptée aux emplois du temps des jeunes) des petites rencontres à deux ou trois ne risque pas de perdre l'aspect collectif du groupe »[4]*.* (Dominique).

La question posée par les acteurs de l'expérimentation et de la recherche-action collective est celle du faible nombre de jeunes impliqués dans l'action. Une vingtaine de jeunes environ ont été concernés jusqu'à présent. Ils sont actuellement une petite dizaine ; il y a un noyau dur mais « *le groupe bouge tout le temps ; donc, il y a un changement d'identité du groupe en fonction des jeunes présents »* (Kristine). Le sentiment de fragilité que note

[4] MLI, Comon Dominique, *Porter la parole des jeunes, une belle aventure !,* novembre 2011

Michel Tissier dans ses écrits est aussi partagé par les jeunes. Selon Gaël, il est nécessaire de renforcer le groupe *(« Quand on est deux ou trois, on s'affaiblit »)* mais *« il est parfois difficile d'allier vie privée, vie professionnelle, santé, vie des D-Battants » ;* en outre, d'après lui, *« certains pensent que cela ne sert à rien de venir. Certains ont tellement de choses à dire qu'ils ne veulent rien dire; d'autres se sont pris tellement de claques qu'ils ont peur d'en prendre d'autres*».

2.2 Les D-Battants : porte parole des jeunes sur le territoire ?

Des actions et des sollicitations nombreuses en 2011

Lors de notre première rencontre en janvier 2011, les D-Battants avaient évoqué leurs projets et notamment leur souhait de poursuivre les débats entre jeunes par l'organisation des « bla bla déjeuners » ou « bla bla apéro ». Tiany nous expliquait aussi leur projet de recueillir des témoignages de jeunes en milieu rural avec le support caméra. En fait, ces actions n'ont pas été réalisées, d'une part parce qu'ils étaient peu nombreux (« On est encore faible au niveau du nombre », Gaël), pris par leurs activités professionnelles et déjà très sollicités (« On est trop petit pour répondre aux sollicitations », Kristine). Et d'autre part, selon Aurélie, parce qu' « on n'avait pas la technique » ; conscients qu'il fallait établir des priorités, ils ont pris le temps de s'organiser, en particulier avec l'appui de Chloé et ont décidé de profiter des manifestations déjà existantes pour recueillir la parole des jeunes ; ils ont choisi de travailler avec le Plan B, bar culturel et solidaire de la Ville, pour animer des ateliers lors de soirées-concert ouverts à tous les publics. « Pour l'instant, on s'auto forme sur des petits débats » (Gaël). Ces ateliers ont notamment été organisés les 24 octobre et 4 novembre 2011 au Plan B.

Par ailleurs, les sollicitations par les partenaires se sont multipliées ; Chloé a réalisé un tableau répertoriant près de 40 événements, rencontres ou réunions réalisés par les D-Battants depuis février 2011 (on comptait une trentaine de réunions ou de rencontres en 2010). Il est donc difficile de les évoquer tous. Les D-Battants ont par exemple été sollicités par l'Union Régionale pour Habitat des Jeunes (URHAJ) Poitou-Charentes pour contribuer à un travail sur la question de l'engagement des jeunes. Appelés à dialoguer d'abord avec une professionnelle le 15 février 2011, ils ont participé à un échange avec d'autres jeunes dans un Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) de Poitiers le 7 avril puis à un séminaire régional le 7 juin avec le réseau des FJT/Résidence sociales.

Fin février, les D-Battants ont été sollicités par des élus locaux du groupe Verts/Europe Ecologie pour participer à un échange avec Cécile Duflot, Secrétaire national du mouvement, de passage à Poitiers. Cette interpellation des D-Battants fait directement suite à la présentation qu'ils avaient réalisée en Conseil municipal de Poitiers en novembre 2010. Trois membres de D-Battants ont présenté le travail de recueil de la parole des jeunes et leurs propositions.

Le tournant du travail avec le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional

Le travail le plus significatif nous semble être celui réalisé avec le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) Poitou-Charentes ; intéressé par la

démarche des D-Battants, celui-ci a en effet proposé dès le début de l'année 2011 d'utiliser leurs compétences et de les faire participer aux travaux de la commission Jeunesse du CESER. Une rencontre a eu lieu avec le président de la commission et la chargée de mission le 9 février 2011 pour préciser les modalités de collaboration. Les jeunes ont de fait réalisé des entretiens auprès d'autres jeunes qu'ils ont restitués en avril auprès des membres de la commission Jeunesse du CESER.

Le rapport provisoire du CESER publié en novembre décrit ce travail de la façon suivante :
« Dans le cadre de cette étude, recueillir directement la parole de jeunes était indispensable pour le CESER. Une collaboration a donc été construite avec un collectif de jeunes de la Mission Locale du Poitou, les D-Battants, qui sur la base d'un questionnaire co-élaboré avec le CESER, sont allés interroger des jeunes du territoire et ont ainsi réalisé une trentaine d'entretiens, qui n'ont de valeur que de témoignages actuels. Des citations extraites de ces entretiens émaillent le rapport. »

Non seulement le rapport prend en compte sur le fond les constats faits par les D-Battants mais il s'inspire également de la méthode et préconise « *d'écouter et de prendre en compte les jeunes en créant des « forums territoriaux ».*

Lors de la séance plénière du 14 novembre 2011 dans l'amphithéâtre du Conseil Régional, pour présenter le rapport, une soixantaine de personnes étaient présentes (élus de la Ville, du Conseil Régional, partenaires sociaux, représentants du monde économique etc.) ainsi que 4 ou 5 jeunes D-Battants (en matinée). Gaël s'est exprimé de façon organisée et raisonnée, selon Dominique.

Cette collaboration a fait l'objet d'articles dans la Nouvelle république et dans le journal gratuit « 7 à Poitiers ».
Pour Marie-Estelle, ce travail avec le CESER constitue un « tournant » : « *ça a légitimé la place de la Mission Locale ».*

La prochaine rencontre est celle de l'AGORAJEP organisé par le CRAJEP le 3 décembre 2011 et qui sera l'occasion de présenter le travail du CESER et de participer des tables rondes avec les jeunes.

Une visibilité forte sur le territoire

Plusieurs outils de communication ont été réalisés depuis 2010, notamment avec l'appui de Marie-Estelle, qui est également responsable de la communication de la Mission Locale. Un nouveau slogan a été conçu à partir du travail réalisé avec les D-Battants: « *La Mission Locale, partenaire des jeunes ».* Il a été soumis à différents jeunes de la MLI et est intégré dans les différents supports de communication de la MLI. Un travail a également été réalisé sur le site/blog de la MLI pour le rendre plus accessible et parlant pour les jeunes.
En 2011 et avec l'appui de Chloé, la communication des D-Battants s'est développée : carte de vœux adressée aux membres et partenaires des D-Battants, carton d'invitation afin que les conseillers de la MLI puissent le remettre aux jeunes intéressés et cartes de visite avec le slogan : « *D-Battants, porte paroles de jeunes ».*
Un blog d'échanges et d'information a été élaboré http://d-battants.pro-forums.fr/ avec la question de savoir s'il est toujours vraiment utilisé. (Certains n'ont pas toujours accès à

internet.)
Les actions des D-Battants font également l'objet d'articles de presse, notamment dans la « Nouvelle République » ou dans le Journal gratuit « 7 à Poitiers » et d'émissions de radio. Selon Dominique, désormais « *La presse nous suit, elle est toujours là ».*
Le collectif est aussi présent à l'extérieur : le CRIJ a sollicité les D-Battants pour qu'ils soient « en résidence » dans ses locaux pendant un an. Ils ont un local dans leur espace et ont accès à la salle de réunion et à la verrière

3. Des résultats qualitatifs significatifs

3.1 L'impact pour les jeunes

Les jeunes entrés dans l'action des D-Battants sont peu nombreux ; au total, une vingtaine de jeunes ont été directement concernés depuis 2009. Les motivations sont principalement liées à l'envie de sortir de l'isolement, de rencontrer d'autres jeunes, d'acquérir de la confiance, d'apprendre et de « faire bouger les choses ». Les jeunes interrogés ont évoqué ce que l'engagement dans le groupe des D-Battants leur avait apporté :

Rompre l'isolement et retrouver confiance : à la Mission Locale, Kristine a « *découvert que d'autres étaient dans la même situation que nous» ; « dans le groupe, on se soutient. On n'est plus seul ».* Même si Gaël ajoute que *« l'on peut être seul dans un groupe ».*
Tiany, lorsqu'elle habitait chez ses parents, en milieu rural, ne rencontrait pas d'autres jeunes. Elle considère qu'elle était dans une *« prison dorée* ». Elle avait des amies par le biais d'internet. Dans les antennes des Missions Locales en rural, les rendez-vous s'enchainent et ne permettent pas de voir d'autres jeunes. Venir à la Mission Locale à Poitiers et s'intégrer dans le groupe semble avoir été essentiel dans son parcours personnel.
« *J'ai plus confiance en moi. Je rencontre des jeunes que je ne rencontrerais pas autrement dans la vie. C'est la première fois que je fais partie d'un groupe, alors qu'habituellement, je ne veux pas faire partie d'une organisation. Là, j'ai confiance pour ne pas être récupérée »*
Le groupe est divers, comme nous l'explique David. Les situations et les niveaux de formation sont variés mais ils ont envie de construire ensemble avec une confiance réciproque qui se met en place. Le groupe n'est pas dans une posture revendicative vis-à-vis des professionnels et des institutions. Ils recherchent le dialogue et un appui. Et que la Mission Locale devienne « partenaire des jeunes » (« *on a besoin de vous* »).

Créer un collectif et s'entraider : Dominique et Marie-Estelle soulignent l'importance de la vie de groupe pour ces jeunes qui ne se connaissaient pas. Certains partent parce qu'ils déménagent ou qu'ils ont trouvé un emploi ; certains reviennent, d'autres s'investissent de temps en temps mais le groupe est toujours là. Elles soulignent aussi la nécessité de maintenir les moments conviviaux. Elles évoquent la soirée crémaillère au CRIJ le 26 octobre, au lendemain de la signature de la Convention CRIJ de mise en Résidence. « *C'était riche ; 10 D-Battants étaient là ; il n'y avait pas d'enjeux, pas d'objectifs ».*
L'entraide est aussi importante : « *Ils se donnent des bons plans; Tiany a par exemple donné une piste de boulot à une autre jeune ».*

Le problème évoqué notamment lors de la réunion de l'équipe de la MLI en juin 2010 sur la « starisation » a été travaillé. Deux jeunes du groupe, en difficulté à un moment, ont en effet eu un comportement qui a suscité beaucoup de questionnements. Se mettant en position de supériorité par rapport aux autres jeunes, ils ont entrainé des réactions négatives de la part de plusieurs conseillers et de jeunes.
Quand on parle de cette question du risque de « starisation », Aurélie explique que, le but, c'est de communiquer, c'est de se faire connaitre. *« Donc oui, on cherche à se montrer. Mais on ne pense pas avoir pris la grosse tête. On est obligé de se faire connaitre pour se faire entendre. Indirectement, on veut entrer dans la politique. Notre but premier est de défendre les jeunes auprès des élus ».*
Aurélie explique également le passage de « flottement du groupe » en début d'été 2011 : à un moment, elle avait peur que Chloé « prenne leur place ». Est-elle D-Battante ? Selon Dominique, les règles ont été précisées (avec l'aide du directeur de la MLI des conseillères-animatrices) sur le rôle de Chloé, permettant au groupe de se consolider.

Se sentir valorisé*:* leur intervention au Conseil Municipal de Poitiers, leur présence au Séminaire d'Aubenas et aux Journées Nationales à Tours ont été des occasions de valorisation*. « Moi, ça me fait plaisir de faire prendre conscience aux jeunes de la difficulté des jeunes » (Tiany) « A Tours, on a vu que les conseillers comprenaient plus de choses quand ils étaient face à un groupe »; « Il y a une certaine fierté de parler devant 700 personnes, de parler devant le Maire; cela nous donne du courage ». (Tiany)*

Apprendre : dès notre première rencontre avec les D-Battants en février 2011, nous avons constaté ce que l'on pouvait lire dans les notes de Michel Tissier ou de David Bévière: une capacité à prendre la parole, à s'écouter et à argumenter, ainsi qu'un fort degré de maturité. Ils ont aussi acquis une capacité d'organisation et autonomie (ils peuvent rédiger maintenant eux-mêmes des comptes-rendus de réunion, par exemple).
Pour Aurélie : *« Plus ça va, plus on apprend ; on apprend à parler : pour le travail, ça m'a servi. Le fait de rencontrer du monde ; on apprend à parler différemment selon les différentes personnes, on apprend à s'adapter. Le premier objectif pour moi était de faire bouger les choses et comprendre ce que les jeunes pensent. Chacun a son opinion. (…) C'est intéressant d'avoir de nouvelles idées, de ne pas tomber dans l'engrenage de l'habitude ».* Gaël et Aurélie insistent sur leur *« l'envie d'apprendre et de se remettre en question* ». C'est une raison pour laquelle, selon eux, il faut faire venir des personnes nouvelles dans le groupe, notamment des jeunes en Service Civique comme Anne-Fleur.
Au-delà de nouvelles compétences développées en matière de dépouillement de questionnaires ou de prise de paroles en public (même s'ils doivent encore « travailler l'argumentation », selon Dominique), ils ont aussi fait l'apprentissage de l'engagement citoyen. Kristine et Gaël nous expliquaient en janvier qu'ils étaient devenus tous les deux délégués des résidents au FJT dans lequel ils résident.
L'intervention de Gaël lors de la réunion plénière du CESER en novembre 2011 témoigne, selon Dominique, d'une réelle évolution. Les jeunes ont pris du recul. Gaël arrive à établir le lien entre son investissement actuel et celui qu'il avait au cours de sa scolarité (le club du collège et au CFA). Aurélie a dit au Plan B : *« C'est bien, tout ce chemin, je comprends pourquoi on est passé par toutes ces étapes »*
Concernant l'aspect citoyenneté, Dominique estime qu'il ne faut pas minimiser les effets à long terme de leur engagement : *« cela fera des citoyens engagés »,* selon elle.

L'engagement et l'envie de faire « changer les choses » *:* Leur présence et leur implication dans les nombreuses réunions et actions en 2010 et 2011 témoigne de l'engagement fort de la part de ces jeunes. Leur motivation est d'ordre « politique » *: « On veut faire changer les choses, changer les politiques ».*

« Trop souvent, quand il y a un problème qui concerne des jeunes, les politiques parlent avec des experts et ils conçoivent entre eux une loi, sans en parler avec des jeunes. Et le résultat, c'est une catastrophe, c'est inapplicable et ça ne marche pas. Par exemple, la loi qui veut interdire que les jeunes se groupent au bas des immeubles » (D-Battants). Gaël explique que l''année 2011 est l'année des jeunes et qu'il s'agit de mieux faire connaitre l'action des D-Battants et la parole des jeunes de façon générale. Il veut contribuer aux débats. Par exemple, sur « la question controversée de l'autonomie » ; on parle de l'autonomie sur quel plan ? Gaël dit être autonome sur le plan du logement puisqu'il réside au FJT, mais ne pas l'être financièrement puisqu'il dépend toujours de ses parents. Pour lui, le Revenu de Solidarité Active (RSA), « c'est une arnaque pour faire croire aux jeunes qu'on s'occupe d'eux. ». Les politiques ne vont pas jusqu'au bout des objectifs affirmés : l'exemple de l'aide au Permis de Conduire est mis en avant : l'aide financière est trop contraignante (« il faut rentrer dans les cases ») et partielle (le montant est insuffisant), alors que la mobilité est un véritable problème. Pour Tiany, « il faut être plus logique ». Pour Kristine, la question de l'emploi est essentielle (« C'est ce qui enclenche tout ») ; « le chef d'entreprise est le plus fort. Les conditions de travail sont horribles. On y perd sa santé ». Les politiques doivent s'engager pour permettre aux jeunes de s'insérer normalement dans le monde du travail.

Un impact sur le parcours d'insertion ?

L'ensemble de ces éléments contribue probablement au fait que tous les jeunes D-Battants ont eu une activité professionnelle depuis qu'ils sont dans le groupe. Gaël est entré en contrat de professionnalisation, Farida a trouvé du boulot au Mac Do etc. La question est de savoir si ces jeunes, a priori déjà « volontaires » dans leurs démarches, même s'ils sont pour la plupart de niveau de qualification peu élevé, auraient trouvé des pistes d'emploi sans leur engagement dans cette action.

3.2 L'impact pour l'équipe et le fonctionnement de la Mission Locale

L'impact de l'action sur la Mission Locale était encore mal mesuré en janvier 2011, lors de notre première visite. Il était a priori peu significatif, selon l'équipe d'animation (Michel et David). Cependant, lors de notre visite en janvier, des éléments étaient mis en avant : « *le travail avec les D-Battants amène à s'interroger et « à bouger* » (David). L'équipe a créé de nouveaux outils de communication, axés davantage sur les jeunes. David et Marie-Estelle (qui est également responsable de la communication) ont proposé un nouveau slogan: « La Mission Locale, partenaire des jeunes » validé par des usagers de la MLI. Le site de la Mission Locale a été revu pour être plus accessible et parlant pour les jeunes.
Les animatrices de la recherche-action considéraient ce travail avec les D-Battants comme gratifiant: *«Voir la fierté de ces jeunes, c'est plus important pour moi que de placer 10*

jeunes en emploi»; mais les autres conseillers restaient peu informés et peu impliqués, en général. La participation de D-Battants lors d'une première réunion d'équipe avec eux « n'avait pas bouleversé les pratiques » des conseillers, même si certains ont été surpris par les difficultés des jeunes, mis en lumière par le travail des D-Battants. Pour Dominique, il fallait poursuivre les échanges et les débats, soulignant l'importance de l'implication du directeur dans l'expérimentation et son ouverture aux différents avis et propositions : « *On est tous des D-Battants ».* Et Marie-Estelle soulignait, *« il faut accepter de ne pas aller vite* ».

Gaël voyait quant à lui une évolution dans le fonctionnement de la Mission Locale : « *Des ateliers vie quotidienne ont été lancés ; le site internet est davantage tourné vers les jeunes; la Mission Locale est partenaire des jeunes ».*

Une réunion avec l'ensemble des conseillers mais sans les D-Battants a été organisée en juin 2011 avec Michel et Gérard pour faire le point sur l'expérimentation. Les échanges ont porté sur les questions de « starisation », de représentativité et d'instrumentalisation des jeunes. Selon David, le fait de verbaliser a permis une meilleure compréhension et de dissiper les ressentis. Pour lui, les perceptions ont évolué puisque lors d'une réunion de suivi avec 5 conseillers en octobre 2011, deux ou trois conseillers qui étaient critiques en juin se sont montrés au contraire positifs. La perspective s'est retournée puisque les conseillers demandent des rencontres avec les D-Battants :

« Valoriser l'écoute des jeunes fait partie du travail de la Mission Locale (…). Aujourd'hui, on est dans le vrai, même si le quotidien est surdéterminé par une autre façon de faire (…). En faisant bien, en jouant le jeu (avoir de bons indicateurs) c'est comme ça qu'on gagne des marges de manœuvre. On subit peu d'injonctions des décideurs; on a des possibilités de discussion ; ainsi, dans le projet d'activité de la MLI pour 2011, l'action des D-battants a été intégrée à l'axe 5 de la Convention Pluriannuelle d'Objectifs ; on a une reconnaissance. Il faut faire fructifier ce que les D-Battants représentent ; c'est-à-dire une expression, une action dans une démarche ; Certains critiquaient le « gadget » mais il y a autre chose dans l'expérimentation, il y a une résonnance dans la manière dont la MLI évolue. »

De fait, pour l'équipe de la recherche-action, demander leur avis aux jeunes est devenu plus systématique dans les actions mises en place : un groupe de conseillers a démarré un travail sur la citoyenneté : l'Espace Info a été utilisé pour installer une boite à suggestions ; 5 conseillers sont impliqués dont une jeune chargée de mission, Mathilde Delayre, engagée dans différentes actions de la Mission Locale : santé, promotion du Service Civique etc. Cependant, pour le moment, peu de jeunes sont concernés.

L'équipe des conseillers montre de plus en plus d'intérêt pour les démarches collectives et perçoit les effets positifs que le groupe des D-Battants a eus pour les jeunes. Les actions collectives se mettent plus rapidement en place.

Des espaces ouverts ont été réaménagés pour être mieux réinvestis par les jeunes. Les règles d'utilisation ont été assouplies (horaires élargis notamment). Selon Dominique, « l'Espace Info est un lieu de liberté », pas besoin de rendez-vous, l'accompagnement y est souple. Une jeune volontaire en Service Civique, Margot Philipponeau, a travaillé à l'accueil et dans l'Espace Info, dans une démarche de dialogue avec les jeunes ; elle est aujourd'hui chargée d'accueil en CDD. David Mesquita lui a succédé, des conseillers ont témoigné qu'il reçoit beaucoup de paroles de jeunes dans une relation informelle.

Ces évolutions ne sont sans doute pas liées uniquement à la mise en place de la recherche action mais celle-ci y a probablement contribué. Le recrutement des volontaires en Service Civique a aussi contribué à faire « bouger les choses » et « à se décaler (…) ». Le fait qu'ils

soient jeunes et engagés, ils envoient des signaux aux autres jeunes. Et ils entendent les paroles des jeunes (dans l'Espace Info notamment). Ils sont un peu des facilitateurs. David Bévière souligne également la transformation qu'il a observée chez ces jeunes en Service Civique, souvent eux-mêmes suivis par la Mission Locale (cf. le jeune David Mesquita qui a évolué en 3 mois, et qui veut travailler dans le social).
« L'évolution du projet de la MLI et de ses expressions techniques fait de plus en plus référence à la prise en compte des jeunes, de leur manière de voir ce qui leur est proposé, de (re)concevoir qu'ils sont « au centre » du système. Cette dernière expression terriblement galvaudée (cf. son utilisation abusive dans l'Education nationale et ailleurs) me semble prendre son sens dans l'évolution de notre organisation qui requiert explicitement que soit défini ce que nous commençons d'appeler un accompagnement partagé entre différents intervenants, y compris à l'intérieur de la MLI, déplaçant donc la centralité autour de laquelle se travaillent les contraintes du Conseiller vers le Jeune » (note de David Bévière).
Il reste que certains conseillers (très minoritaires, semble t-il) ne perçoivent pas encore l'intérêt de l'action avec les D-Battants.
Jocelyne, conseillère depuis 97 à la Mission Locale, nous a fait part de son scepticisme lors de notre visite en novembre. Elle ne comprenait pas l'intérêt de « donner la parole aux jeunes » car les jeunes ont la parole selon elle (« ils sont sur twitter etc.); elle se rend compte aujourd'hui « qu'il faut les accompagner à identifier leur propre parole » ; elle a été « époustouflée » par leur présence au premier Conseil Municipal en 2010 et par leur capacité d'analyse et par l'écoute dont ils ont bénéficié : « ils ont été entendus comme des alter ego, les élus ont été étonnés ». Elle pense que l'investissement de Dominique auprès du groupe « a permis à cette parole de se conscientiser » ; elle a été à l'écoute et ça a permis de prendre conscience qu'ils pouvaient être décideurs. « Ca leur a donné de l'assurance, une identité propre ; ça les a fait grandir et ça les a libérés ».
Mais elle continue à peu parler aux jeunes de l'action D-Battants (elle a proposé à 4 jeunes depuis deux ans). « Quand on propose des actions, on a du mal à mobiliser des jeunes sur du collectif ; ils sont craintifs, n'y vont pas quand ils connaissent personne (…). Ils sont tellement dans la survie du quotidien; il y a des choses à faire avant ». Elle trouve d'ailleurs que les jeunes sont moins en colère qu'il y a 10 ans, alors que la précarité a augmenté. « Est-ce que c'est un luxe d'être indigné ? »; les ateliers « Accompagnement aux choix professionnels » et TRE fonctionnent bien car on est sur des préoccupations prioritaires. Elle a du mal à parler des D-Battants car elle ne trouve pas les bons mots (« ce n'est pas ma clé d'entrée ») ; sa porte d'entrée, c'est la culture. Lorsqu'elle organisait des actions collectives avec les jeunes dans le domaine de la culture, cela fonctionnait bien. « C'est difficile de parler de quelque chose dont on n'est pas convaincu (…). Je me repose sur Chloé ; elle pourra plus facilement accrocher les jeunes à des temps collectifs ». Il faut que ce soit les jeunes qui aillent vers d'autres jeunes. Elle a été déçue par la rencontre avec les conseillers, Gérard et Michel ; j'aurais préféré que ce soit avec les D-Battants. « Mais en voyant les films de ML Prod, j'ai conscientisé différemment ».
Le fait qu'elle soit sceptique vis-à-vis des D-Battants n'est pas contradictoire, selon elle, avec le sentiment de faire son travail de conseillère en cohérence avec l'approche globale, sans ressentir la pression et l'obligation de prescrire *: « David ne nous fait pas ressentir la pression des financeurs »* (Jocelyne).

3.3. Une dynamique partenariale stable

Le démarrage de l'action s'est fait avec des partenaires qui étaient « complices », selon l'expression de David Bévière ; la Fédération des Centres Sociaux de la Vienne a été fortement impliquée, ainsi que le CRIJ, la prévention spécialisée et le FJT Le Local. Aujourd'hui, ces partenaires sont moins présents et peu d'actions collectives sont réalisées. Des idées ont pourtant été émises (action sur l'emploi saisonnier, par exemple). Pour David Bévière, cette question est essentielle et il s'agit pour lui de mettre en place un réseau de professionnels menant des actions permettant de favoriser la parole des jeunes sur le territoire. Les rencontres qu'il a effectuées avec les partenaires dans cet objectif entre octobre et décembre 2010 n'ont pas donné les résultats escomptés, même si la signature de Conventions entre les D-Battants une dizaine de partenaires (centres sociaux etc.) et la tenue de permanences dans plusieurs lieux permettent de faire connaitre l'action et d'envisager des projets communs.
Mais il n'y a plus de Comité de pilotage depuis le premier trimestre. Plusieurs facteurs sont évoqués par David pour expliquer les freins rencontrés: les partenaires manquent de temps. Par ailleurs, certains disent ne pas voir forcément de résultats concrets à cette expérimentation. L'hypothèse formulé par David est que *« l'on vient perturber les logiques en place; peut-être va-t-on capter des publics et des financements à leur détriment »*. L'Etat et l'Agglomération sont venus chercher la Mission Locale pour animer des actions sur l'emploi dans le quartier de la Couronnerie (important quartier ZUS de 12000 habitants). La Mission Locale est chef de file de l'emploi. Il y a une reconnaissance de leur travail en matière d'animation des partenariats. De la part du Service de Prévention, dont la MLI est pourtant proche, il y a cependant une certaine réaction de repli.
La question demeure donc de savoir « *comment on arrive à voir ensemble ce que les jeunes nous disent ? »*
Par ailleurs, dans le domaine de l'emploi, les jeunes soulignent qu'ils ne se sont pas encore assez approchés des partenaires éventuels et des employeurs: « *On ne nous tend pas l'oreille du côté des entreprises ; on n'a pas d'accroche sur les employeurs » (Gaël).* Pour lui, *« les jeunes ont une mauvaise image auprès des entreprises. Il faudrait prendre des initiatives au niveau du Futuroscope, par exemple ». A part le travail avec le Crédit Mutuel par exemple, je ne suis pas sûr qu'on ait touché les entreprises ».*

3.4 L'évolution des élus

En janvier 2011, les jeunes nous disaient : « Les élus sont de plus en plus intéressés » (Kristine); « On sent que l'on est écouté par les élus » (Tiany). Gaël, cependant, était plus réservé : « on n'a pas encore joué la carte des élus ». Dix mois après, il constate l'évolution. Lorsqu'il a rejoint les D-Battants après une période d'éloignement pendant son contrat de professionnalisation, il a été surpris par l'intérêt du niveau régional vis-à-vis des D-Battants. Pour la présentation du rapport du CESER en novembre, il s'attendait « à une petite réunion ». Mais « avoir une place dans cette grande salle, c'est un grand pas ». Pour lui, « la prochaine étape, c'est l'Assemblée Nationale ».

De fait, le rôle des D-Battants a fortement évolué en quelques mois, avec un effet sur la représentation de la Mission Locale. David disait en mars 2011 : « les membres du CESER

semblent avoir identifié le rôle pivot des Missions Locales sur les questions de jeunesse et sollicite une nouvelle audition des président et vice-président de la MLI (ce dernier étant également président de l'Association Régionale des Missions Locales-ARML) ».
Les rencontres qu'ils ont pu avoir notamment à la Mairie ont aussi été productives, selon les jeunes. Ils ont le sentiment d'avoir «évité l'instrumentalisation et l'institutionnalisation ». Les élus connaissent mieux le rôle de la Mission Locale. Monsieur Berthier, président, et Monsieur Bonnefon, vice-président, sont impliqués dans la démarche.

« Au-delà de l'aspect médiatique, les élus de la Mission Locale considère que c'est dans sa mission de porter cette action; le projet de la Mission Locale, c'est le projet pour la Jeunesse. L'image de la Mission Locale a changé : elle n'est plus regardée sous l'angle « insertion sociale, cas sociaux ». La politique jeunesse, avant, c'était les étudiants et les maisons de quartier (il y a 25 000 étudiants à Poitiers). On ne parlait jamais de la MLI. Les élus parlent aujourd'hui de la MLI comme projet pour la Jeunesse. L'activité RSA a été retirée depuis janvier 2010 de la MLI, cela avait du sens de réorienter le projet associatif de la Mission Locale. « On a muté », selon l'expression de David, on est sorti de la posture « sociale » mais la mutation du projet de la structure n'est pas achevée. Il faut écrire et formaliser ce qu'est le projet Jeunesse de la Mission Locale. C'est le travail des mois à venir ». Lors d'un récent séminaire sur la Jeunesse organisé par la Ville (Service jeunesse, maisons de quartier et vie étudiante), la MLI a été invitée, ce qui n'aurait pas été le cas il y a quelques mois.

4. Enjeux et perspectives de l'expérimentation

4.1. Enseignements

Les éléments évoqués plus haut permettent d'affirmer que l'expérimentation et le travail mené avec les D-Battants ont entrainé un processus de « mise en mouvement », à la fois pour les jeunes concernés et pour la Mission Locale elle-même. Le collectif est maintenant connu et reconnu sur le territoire, et en premier lieu par les élus de la Ville et par une institution comme le CESER. Les D-Battants ont acquis, par leur travail et leur engagement, une légitimité sur le territoire, pour porter la parole de jeunes ne représentant ni les étudiants, ni les salariés, ni les mouvements classiques de jeunesse. Il conviendra cependant d'observer dans les prochains mois si cette reconnaissance et la collaboration avec le CESER se concrétisent par des décisions politiques pour la jeunesse du territoire. Il s'agira aussi de voir comment concrètement les « Forums territoriaux », préconisés par le CESER, se mettent en place.
La question du faible nombre de jeunes impliqués dans l'action peut alors être perçue de façon différente. Certes, le groupe a besoin de s'étoffer et de se renouveler pour vivre et éviter les risques de « starisation », mais les acteurs de l'expérimentation soulignent davantage l'intérêt de la démarche et des évolutions qu'elle a entrainées dans la Mission Locale et sur le territoire, bien loin d'une vision réductrice considérant les D-Battants comme un simple gadget.
L'équipe des conseillers montre de plus en plus d'intérêt pour les démarches collectives (percevant les effets positifs que le groupe peut avoir pour des jeunes souvent isolés et la

possibilité pour eux de s'expriment d'une autre façon qu'en face à face, révélant des compétences/ressources nouvelles) et pour la prise en compte de l'avis des jeunes dans les actions qu'ils mettent en place. Les élus de la Ville ont quant à eux une autre vision de la Mission Locale, qui devient partie intégrante de la construction d'une politique jeunesse.
Il est important de tirer les enseignements et de réfléchir aux **conditions** qui ont permis ce processus de mise en mouvement. Nous pouvons en citer déjà un certain nombre :

- L'engagement initial de Jean-Claude Bonnefon, président à l'époque, de David et de Dominique (Synami) dès 2006.
- Le choix de laisser ouvert le « champ des possibles », de décloisonner, de prendre des risques et de lâcher prise: « La condition pour faire évoluer les choses, c'est de sortir du cadre, de la même façon que l'on demande aux jeunes de le faire : donner une place dans d'autres lieux, d'autres horaires ». (Dominique).
- L'alliance élus- directeur-conseillers dans la démarche.
- L'implication concrète des deux conseillers-animatrices de l'expérimentation (importance du binôme avec Marie-Estelle ensuite) et leur investissement en temps de travail.
- La culture « approche globale » de l'équipe et le bon fonctionnement de la Mission Locale (« A Poitiers, on sent que les conseillers communiquent et coopèrent entre eux. Ils renvoient vers les conseillers concernés. L'aide à la location de scooters est possible car il y a un travail avec Mobicité et cela fonctionne » Chloé et Gaël.)
- L'existence d'un noyau de « partenaires complices » sur le territoire (dans le champ de l'insertion sociale plus que dans le champ de l'emploi).
- Le rôle de la volontaire en Service Civique à partir de 2011 pour renforcer les D-Battants.
- Le travail d'écriture et d'analyse réalisé par l'équipe (en particulier « Porter la parole des jeunes, une belle aventure ! » rédigée par Dominique au fil de l'action), par l'animateur national de la RAC et par David qui a produit des notes techniques tout au long de l'expérimentation.

- L'importance des moments conviviaux (repas, boissons etc.).

4.2 Perspectives

Dans le projet d'activité de la MLI pour 2011, la démarche de soutien au groupe de jeune D-Battants fait partie intégrante de la Convention Pluriannuelle d' Objectifs - CPO (axe 5). La Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRRECTE) reconnait ainsi l'importance de ce travail, permettant de conforter les actions pour favoriser l'écoute et l'expression collective des jeunes.
Par ailleurs, une subvention de 10 000 euros de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) a été obtenue pour la mission d'appui des D-Battants. Le projet est de poursuivre le travail des D-Battants avec l'appui d'un volontaire en Service Civique qui prendra la suite de Chloé.
L'enjeu est de faire partager la démarche de façon plus générale sur le territoire, mais aussi sur les autres territoires en France. La dynamique enclenchée après le séminaire d'Aubenas est un peu retombée, sans doute à cause de la distance, selon Dominique. Mais pour David, la démarche collective de la Recherche action est importante: « *les Copil sont des espaces privilégiés pour questionner les choses de façon libre, pour livrer nos doutes ;*

ce sont des espaces de ressourcement et de stimulation ». Même s'il n'a pas le sentiment d'avoir beaucoup appris des idées des autres territoires, si ce n'est de la Mission Locale de Salon de Provence dont l'expérience l'intéresse le plus et dont les questionnements sont proches. L'exigence qu'impose la RAC est nécessaire : *« Gérard demande d'écrire ; c'est le martèlement de la méthode et je me dis qu'il faut que je joue le jeu ».*
Pour lui, « la richesse de la RAC nourrit un appétit permanent ». Elle implique que les choses ne sont pas connues à l'avance. Il n'imaginait pas en 2007 qu'ils en seraient là où ils en sont en 2011. *« Ce qui s'est passé avec les D-Battant était imprévisible ».*
Pour étendre la démarche à d'autres territoires au-delà du premier cercle, David évoque l'objectif du compagnonnage : pourquoi pas avec la Mission Locale de Blois qui devait effectuer une première visite à Poitiers le 25 novembre 2011. D'autres structures comme celle de Vitré ont manifesté leur intérêt pour la recherche-action, tout comme des missions locales en région : Bressuire, Angoulême et Rochefort.
Pour David, un autre enjeu important sera de faire évoluer l'ARML qui ne porte pas encore la démarche de la recherche-action. Avec l'Institut Bertrand Schwarz, il pense que les élus vont sans doute voir les choses différemment.

INSTITUT BERTRAND SCHWARTZ

Recherche-Action Collective

Agir pour et avec les jeunes sur un territoire

ANNEXE 3 :

REUSSIR EN SAMBRE

Mission Locale Sambre Avesnois (MLSA)

Monographie d'évaluation

Anne Le Bissonnais, Idéel, décembre 2011

Introduction

En 2010, la Mission Locale Sambre Avesnois s'est engagée dans un travail d'écoute des jeunes du territoire, en partenariat avec les institutions partenaires. Elle a organisé des rencontres et fait participer des jeunes à différentes manifestations permettant une expression publique de cette parole de jeunes. Depuis l'automne 2011, elle entre dans une phase de constitution de groupes avec l'aide de jeunes volontaires en Service Civique. Une évaluation était prévue à l'issue de cette expérimentation dont l'objectif est d'apporter un regard extérieur à l'équipe et de contribuer à l'analyse de l'action, de ses contraintes et de ses résultats.

Ce rapport d'évaluation s'appuie sur l'exploitation de la documentation recueillie (notes de point d'étapes et bilans des actions, essentiellement) et sur des entretiens réalisés avec les différents acteurs concernés à l'occasion de deux visites de terrain.

Une première visite de la Mission Locale Sambre Avesnois a été effectuée par Vincent Merle et Anne Le Bissonnais le 27 janvier 2011. Des entretiens ont eu lieu avec Jean-Paul Raout, Maire d'Elesmes et Vice-Président de la Mission Locale, Bruno Dieu, responsable de secteur développement social et Fadila Yahia Bey, conseillère. Mélanie, jeune fille membre du groupe « Citoyennement Jeunes » de Louvroil, a également été rencontrée.

Une deuxième visite a été effectuée par Anne Le Bissonnais le 16 novembre 2011 et de nouveaux entretiens ont été réalisés avec Jean-Paul Raout, Thierry Herbet, Bruno Dieu. Un entretien collectif a été réalisé avec Maïté Siméon, Angélique Dijoux, Fadila Yahia Bey et Liazid Sehil, conseillers de la Mission Locale et une rencontre a eu lieu avec Laura, Christophe, Julien et Steven, jeunes du groupe en création et Julien et Fanny, volontaires en Service Civique.

1. Le contexte de l'expérimentation

2.1 Un territoire vaste et de multiples partenariats

Depuis le 13/07/2010, l'association Mission Locale Sambre Avesnois (MLSA) n'existe plus, cependant son activité a été transférée dans un Groupement d'intérêt Public (GIP) qui regroupe également l'activité de la Maison de l'Emploi et le PLIE. Cette nouvelle structure, nommée, « REUSSIR EN SAMBRE », comprend 63 salariés au total.
En 2009, la Mission Locale Sambre Avesnois était composée de 41 salariés (dont 3 mises à disposition), couvrant un territoire à la fois rural et urbain reparti sur 81 communes adhérentes (1 communauté d'agglomération, 4 communautés de communes et 2 communes autonomes). Ce territoire compte au total sept zones prioritaires (6 Zones Urbaines Sensibles - ZUS et 1 Zone Franche Urbaine -ZFU).
La Mission Locale reçoit le public au siège (situé à Maubeuge) et dans 13 antennes réparties sur 9 communes (Aulnoye-Aymeries, Bavaisis, Feignies, Ferrière-la-

Grande, Hautmont, Jeumont, Le Quesnoy, Louvroil, Maubeuge Pont de Pierre, Maubeuge Epinette, Maubeuge Provinces Françaises, Maubeuge Sous le Bois, Maubeuge Ouest).

4 023 jeunes ont jeunes ont été suivis (au moins une actualité) en 2009, dont 1 455 jeunes pour la première fois.
La Mission Locale collabore avec les partenaires locaux intervenants dans les domaines de l'insertion sociale et professionnelle (notamment Pôle Emploi, la Mission Générale d'Insertion, les organismes de formation ou les centres sociaux) mais également dans le domaine de la santé (avec la Caisse primaire d'assurance maladie - CPAM, le Conseil Général) et du logement (avec l'Association Prim'TOIT).
Sur le volet de la citoyenneté, La Mission Locale anime 2 Points Information Jeunesse (PIJ) situés sur les villes de Maubeuge et de Louvroil. Différentes actions sont menées dans le domaine de l'emploi (Bourse et Forum de l'Alternance, visites d'entreprises, partenariats avec les plateformes bâtiment, participation au Forum de la création d'entreprises et ateliers collectifs dans le cadre d'un partenariat avec la Boutique de Gestion et la Maison de l'Emploi etc.). Un réseau de parrainage a été mis en place (11 parrains/marraines).

2.2 Une expérience déjà ancienne dans le domaine de la participation des jeunes

Depuis près de 20 ans, la Mission Locale Sambre Avesnois a une expérience dans le domaine de la participation des jeunes et de la construction d'actions collectives :

- En 1994, 300 jeunes en groupes de 10 ont préparé et animé une journée de débats avec des responsables locaux en présence de Bertrand Schwartz dans le cadre d'un Forum de la jeunesse. En 2001, la MLSA a participé avec 13 autres missions locales à une enquête nationale initiée par la Fondation Dexia : une cinquantaine de jeunes ont été interviewés et un ouvrage « Nous sommes aussi des citoyens » a restitué la parole des jeunes.

- De 2003 à 2005 a été mis en place le programme « paroles de jeunes »: à travers notamment la participation des jeunes dans le Conseil d'administration de la Mission Locale et la constitution de conseils d'usagers dans les différentes antennes, « *il s'agissait d'accroître leur capacité d'autonomie, d'expression, de participation et de citoyenneté pour passer de la situation de « bénéficiaires consommateurs» à celle « d'usagers impliqués ».* Ce programme s'appuyait à l'époque sur le dispositif « emploi jeunes » et avait bénéficié de fonds européens.

- En 2009, avec le soutien de la Fondation Dexia, le projet « Mon quartier, ma ville, mon agglo » a été lancé dans lequel un groupe de jeunes a interrogé d'autres jeunes sur leur vie quotidienne et leurs attentes, à travers la mise en place d'un questionnaire (adressé aux jeunes des communes de Maubeuge, Ferrière La Grande, Louvroil et Elesmes). L'objectif était de recueillir la parole des jeunes en vue d'améliorer les réponses du territoire en matière d'emploi,

de logement, de santé, de mobilité. L'enquête a été restituée par les jeunes lors du Forum de l'initiative de mars 2010.

- La MLSA a en effet aussi organisé le Forum de l'initiative des jeunes le 24 mars 2010 qui a été l'occasion de rassembler divers organismes apportant un soutien aux projets des jeunes dans divers domaines (solidarité internationale, culture, mobilité en Europe) ainsi qu'à la création d'entreprises.

Cet événement, auquel participaient des élus locaux, a servi « de clé d'entrée » dans les rencontres avec les partenaires pour le démarrage de l'expérimentation « Paroles de Jeunes ».

- Par ailleurs, la Mission Locale anime toujours chaque mois le Comité Local d'Aide aux Projets (CLAP). Les jeunes prennent la parole pour présenter leur projet devant une commission d'attribution représentée de partenaires issus du milieu social et économique.

- Elle a également une expérience des projets collectifs dans le domaine de la mobilité et de la solidarité internationale. Elle a d'ailleurs organisé un « Colloque sur l'international » le 12 mars 2010 qui a permis la rencontre entre des jeunes, des acteurs du territoire et des élus.

2. Objectifs et déroulement de l'expérimentation

Les objectifs de la recherche-action sur le territoire ont été définis ainsi dans le document projet :

- ✓ Permettre aux jeunes de pouvoir s'exprimer avec le soutien des structures locales sur différents thèmes (logement, santé, citoyenneté…) et ainsi améliorer la qualité de l'écoute des jeunes.
- ✓ Impliquer les jeunes dans l'élaboration d'une action jeunesse sur le territoire Sambre Avesnois avec la participation des acteurs jeunesse.
- ✓ Permettre aux jeunes de dialoguer avec les élus et les partenaires institutionnels, et développer leur culture politique.
- ✓ Faire évoluer les rapports entre les jeunes et la société, comprendre et évaluer les politiques locales, conduire le projet, s'organiser entre eux, associer d'autres jeunes.
- ✓ Développer leurs modes de communication (plaquette, site internet) pour accroître l'impact de leurs demandes auprès des élus et ainsi développer la notion de citoyenneté.
- ✓ Placer les jeunes en véritables acteurs du développement local.

3.1 Une première phase d'écoute en 2010

Un comité de pilotage a été mis en place le 5 mars 2010 pour présenter la recherche

action aux acteurs du territoire (dont Jeunesse et Sports, Conseil régional/PARTAJ, Pôle Emploi, Centre social de Ferrière, Mairie de Maubeuge et Feignies, Protection judiciaire de la jeunesse-PJJ, le Foyer de Jeunes Travailleurs qui étaient présents).

Les deux axes de travail ont été présentés, l'un autour de l'écoute par les professionnels de la parole des jeunes et l'autre autour de l'écoute des jeunes.

Le groupe de travail de professionnels (une quinzaine de participants) s'est réuni les 19 mars et 23 avril autour de la mise en place d'un questionnaire à destination des acteurs jeunesse du territoire (questions sur l'écoute des jeunes et sur l'utilisation de cette écoute). Les entretiens individuels ont été réalisés entre septembre et octobre 2010 (par Bruno et Fadila) auprès de 9 partenaires. Les résultats sont synthétisés dans le document rédigé par la MLSA « Bilan de 1ère étape : phase d'écoute 2010».

A la suite de ces réunions, des rencontres ont été préparées pour écouter les jeunes: les partenaires devaient venir avec 1 à 2 jeunes Il s'agissait d'aborder diverses questions en s'appuyant sur la synthèse du questionnaire « Mon quartier, ma ville, mon agglo ». Des rencontres menées entre mai et novembre 2010 ont réuni au total 39 jeunes sur l'année. Celles-ci ont été organisées au Centre Social de Louvroil et au siège social de la MLSA. Le collectif « Citoyennement jeunes » de Louvroil (qui regroupait plusieurs jeunes dans le cadre du centre social dont 2 suivis par la Mission Locale) a contribué à animer les ateliers de groupes. La synthèse des rencontres est bien détaillée dans le « Bilan de la 1° phase : phase d'écoute 2010».

Le séminaire d'Aubenas en juin 2010 a permis à 5 jeunes de « Citoyennement jeunes » et à l'animateur du Centre social, Nordine Djerba, de s'intégrer davantage dans la recherche-action collective. Mélanie, membre depuis 2007 de ce collectif, nous expliquait que celui-ci regroupait une quinzaine de personnes (dont 8 sont stables) qui se réunissent tous les mercredis. Ils se sont sentis reconnus et valorisés, dit-elle, après avoir mis en place et réalisé un projet au Sénégal (avec une aide du CLAP). Lors du séminaire d'Aubenas, elle a eu le sentiment « *qu'ils étaient plus avancés que les jeunes des autres Missions Locales ».*

Le COPIL du 26 novembre 2010 a rassemblé à la fois les partenaires et des jeunes pour faire l'état d'avancement du projet et réfléchir sur des propositions d'actions. Les jeunes présents ont insisté sur le fait qu'ils étaient « *prêts à s'engager dans une démarche collective citoyenne, sur du long terme, mais à condition qu'il y ait une finalité concrète ».*

3.2 Une deuxième phase en 2011 : « Les jeunes en action »

Les Etats Généraux pour l'Emploi et l'Avenir des jeunes

L'expérience de la Mission Locale en matière d'animation autour de la parole des jeunes s'est fait connaitre peu à peu. Ainsi, la Mission Locale a été sollicitée par le

Conseil Régional Nord -Pas de Calais pour mettre en place des rencontres jeunes dans le cadre des Etats Généraux pour l'Emploi et l'Avenir des jeunes. Le 9 février 2011, une rencontre avec les jeunes du territoire a été organisée dans ses locaux à Maubeuge. Les partenaires (centres sociaux, mairies, organismes de formations, associations d'insertion et de jeunesse etc.) ont mobilisé une trentaine de jeunes du territoire. Trois ateliers d'échanges ont été mis en place composés uniquement de jeunes et la restitution de paroles des groupes a été réalisée par les jeunes eux-mêmes. Cet événement a été l'occasion pour présenter le travail mené dans le cadre de l'expérimentation.

Le lancement officiel des Etats Généraux a eu lieu à Lille le 11 février 2011. 4 jeunes (ayant participé à la rencontre du 9 février) étaient présents (dont une ayant participé à l'expérimentation Paroles de Jeunes en 2010) et ont pris la parole devant les élus et public présents dans la salle.

Le 20 juin 2011 à Valenciennes, s'est tenu le « deuxième volet des Etats Généraux » lancé par le Conseil régional : *28 jeunes* ont participé à des tables rondes auxquelles des chefs d'entreprises étaient présents, une synthèse des paroles des jeunes issues des rencontres régionales (dont celle de Maubeuge le 09/02) a été restituée sous forme de vidéo (avec un film intitulé « paroles de jeunes » réalisé par la Région et reprenant l'expression des jeunes). Sur la tribune, Elodie et Christophe, deux jeunes suivis par la Mission Locale, ont fait part de leur expérience et des difficultés à accéder à un emploi.

Les différents évènements et expressions des jeunes ont été bien retranscrits par Bruno Dieu dans les différents comptes rendus[1]. Nous n'y reviendrons pas ici.

Un premier groupe en création

Le COPIL du 15 février 2011 avait été l'occasion de présenter le rapport d'activité de l'action menée en 2010, mais aussi de définir les perspectives en 2011; pour suivre les propositions des jeunes lors des différentes rencontres en 2010, il a été *« proposé que des structures puissent prendre un ou plusieurs jeunes en Service Civique. L'idée étant de former un groupe de jeunes du territoire, co-animé avec les structures partenaires et Réussir en Sambre/MLSA »*.

Le recrutement par la Mission Locale de jeunes volontaires en Service Civique a pris du retard mais s'est concrétisé en octobre 2011 :

Fanny, était suivie à la Mission Locale. Elle avait participé aux Etats Généraux de la Jeunesse ; titulaire d'une Licence de communication à Lille (avec EDF en alternance), elle recherche du travail dans ce domaine. Souhaitant perfectionner son anglais, elle est allée 6 semaines à Londres cet été avec le dispositif européen

[1] Notamment : Bruno Dieu, Rapport de synthèse de l'action menée sur Maubeuge, REUSSIR EN SAMBRE /Mission Locale, novembre 2011

Léonardo, dans le cadre du programme Start). La première année où elle cherchait du travail, elle déprimait. Elle a décidé de faire des projets. Pour elle, « *se retrouver en groupe, cela remotive ».*

Julien est titulaire d'un Master 2 en projets d'actions culturelles (spécialiste de musique actuelle). Il a été suivi à Pôle Emploi pendant six mois mais n'a pas trouvé d'emploi, faute d'expérience. Quand il s'est inscrit à la Mission Locale, l'offre en Service Civique lui a tout de suite été proposée et il a été recruté.

Les missions des jeunes volontaires ont été précisées, portant sur trois objectifs qui avaient été travaillés avec les jeunes et notamment la communication et l'information en direction des jeunes (avec utilisation d'outils comme le journal ou le site internet) ainsi que la mise en place de rencontres régulières avec d'autres jeunes pour susciter la création d'autres groupes ou la réalisation d'enquêtes de satisfaction.

Les jeunes ont été informés du projet et de la première rencontre pour lancer le groupe de jeunes à l'occasion de réunions ou d'informations collectives organisées par la mission locale (Coaching emploi, emplois saisonniers, programme START[2]).

Nous avons assisté à la **première rencontre avec les jeunes** intéressés qui avait lieu justement le 16 novembre, jour de notre visite à Maubeuge : Julien et Fanny ont animé la réunion à laquelle participaient Laura, Christophe, Julien, Steven, 4 jeunes qui pourraient constituer le « noyau dur » de ce nouveau groupe:

Laura, est titulaire d'un bac Sciences Médico Social (SMS) et d'un BTS d'assistante manager. Elle aimait les langues étrangères et a apprécié d'aller en stage mais elle s'est rendu compte qu'elle n'était « *pas faite pour rester derrière un bureau* ». Elle veut se reconvertir ; elle a passé le concours d'aide soignante. Elle estime qu'en France*, « on n'a pas le droit de faire des erreurs de parcours ».* Elle est dans le programme START (elle est partie en Grèce avec le programme Service Volontaire Européen -SVE) et a participé au Forum de Valenciennes. Laura explique qu'elle aime bien « *construire ensemble, m'investir dans un projet quand il y a un but derrière. Là, ça peut servir à quelque chose ».* Elle ajoute qu'elle est motivée par plein de choses mais pas par les modules santé, organisés dans le cadre de START. Elle ne comprend pas pourquoi c'est devenu obligatoire.

Christophe, 23 ans, BEP électrotechnique (on lui avait dit qu'il y avait du travail dans ce domaine mais n'a pas trouvé de travail). Il n'a rien fait en 2008-2009 puis a travaillé dans la logistique et a passé le CACES en 2010 avec lequel il a travaillé dans la préparation de commandes. Mais il n'a rien trouvé à partir de mars 2010 à cause du manque d'expérience. Il estime qu'il y a un problème vis-à-vis des entreprises : « on ne nous donne pas notre première chance : ils ont peur que l'on casse ? » Il est actuellement en contrat pour deux ans dans une boulangerie industrielle (horaires décalés) : il alimente le pétrin et surveille les pains : « Cela

[2] START est un programme de mobilité européenne pour des jeunes de 18 à 25 ans, mis en œuvre dans la région par la fédération Léo-Lagrange en collaboration avec la mission locale. Start apporte aussi un accompagnement social.

occupe mon temps, c'est mieux que tourner en rond; je me lève, je suis bien content de travailler; faut pas baisser les bras. Ce n'est pas le métier de mes rêves. J'ai pour projet de passer les concours pour entrer dans les douanes ». Vivant avec sa mère (son père étant décédé), il fallait qu'il travaille. « Avant, je ne faisais rien de mes journées, j'ai eu un déclic. Ca fait du bien, ça enlève un poids ». Le fait qu'il ait eu un contrat l'a remotivé. Il explique qu'il veut maintenant aider les autres, ceux qui ont perdu confiance. Selon lui, « l'effet de groupe peut aider ».
Christophe a participé aux rencontres de Maubeuge, Lille et Valenciennes. A Lille, il considère que « *les gens écoutaient par politesse* »; il y avait trop de monde alors qu'à Maubeuge, le système de tables rondes, en petit nombre, a permis une meilleure écoute. Tout le monde pouvait s'exprimer, au même niveau. Il y a eu des rencontres intéressantes avec des chefs d'entreprises (lui-même a pu transmettre son CV à une entreprise de carrelage). Fanny ajoute que l'on pouvait également transmettre des messages SMS qui passaient à l'écran. Un bilan a été réalisé à la fin et les problèmes qui sont ressortis ont été la mobilité, le logement et l'expérience.

Steven, réside à Louvroil depuis septembre 2011 ; il veut être cuisinier mais a arrêté son CAP restauration en première année, le contrat ayant été rompu avec son employeur. Il recherche depuis deux ans une entreprise pour reprendre son CAP. *« Je n'ai rien fait depuis deux ans. Je cherche, je suis allé à valenciennes. On refuse à cause des transports. Mais j'ai un scooter ».*
Il a été informé du projet de création du groupe lors d'une information collective à Louvroil.

Julien a obtenu une Licence professionnelle en sécurité informatique en juin 2011 ; Julien est passionné mais dans la mesure où cette licence n'existe que depuis quatre ans, les offres d'employeurs sont encore rares pour passer son master en alternance. Il avait eu des contacts à Paris pour un emploi mais un bac + 5 était exigé pour tous les postes. Il a intégré le programme START en se disant que *« ce serait bien de partir à l'étranger et de bien parler l'anglais »*. Il a participé à un Forum de la mobilité et se dit intéressé par l'idée du collectif : *« j'aime bien être dans un groupe, quitter ma bulle, me sentir utile, participer à l'entraide. Il n'y a pas d'autres occasions d'être dans un groupe. Je ne veux pas attraper l'habitude d'être seul, de tomber dans la routine, de glander, de me lever tard (car j'en suis capable). On a toujours les réflexions des Mamans : tu glandes depuis un an ».*

Pour Fanny, l'objectif du groupe va être de construire des actions en fonction des priorités qui sont ressortis lors des Forums où les jeunes se sont exprimés.

Plusieurs idées sont proposées par Julien et Fanny : la rédaction du journal, la création d'un blog, un projet de parrainages, des sessions de vidéo reportage, rencontres de professionnels, micro-trottoir, projet culturel. Ce qui semblait intéresser le plus notamment Julien, Laura et Christophe était la création du site/blog. Christophe et Laura pensent que « *ça peut attirer du monde » ; on peut indiquer les informations, les dates etc.* Et également les questions que les jeunes se posent, ajoute Julien qui parle de sa compétence dans le domaine. Il sait créer ce genre d'outils. « *Un site web, c'est plus pro que Facebook* ». « *On ne se sentira pas concernés si ce n'est pas nous qui nous en occupons* ». *« Il faut aussi prouver que*

l'on s'engage pour intéresser les employeurs. » Il estime que tous devront participer en écrivant et partageant ce qu'ils ont envie de dire. Il pense aussi qu'il est possible de travailler sur des vidéoconférences avec des employeurs, mais Christophe pense quant à lui que c'est bien parce que « *cela peut toucher un maximum de jeunes »* mais que cela ne remplace pas des visites d'entreprise en direct pour se rendre compte réellement des conditions de travail dans ces entreprises : *« Je suis plus d'avis que les jeunes aillent au charbon, aillent sur le terrain, portent des pièces qui font des kilos, qu'ils voient les contraintes liées au travail ». « J'ai un exemple, je travaillais à Dextorp (?), une entreprise de tuyaux. C'était comme dans le film Germinal ».*

Laura n'est pas non plus convaincue par les vidéo conférences. Les jeunes parlent de l'expérience de visite en entreprise qu'ils ont réalisée avec Alizée, référente START. Ils parlent (de façon très intéressante) du bassin d'emploi de Maubeuge, des secteurs qui ne recrutent plus (métallurgie, notamment) et de ceux qui recrutent comme dans l'automobile (Entreprise MCA) ou les nouvelles technologies ; ils évoquent « la Ruche » (pépinière d'entreprises) dans laquelle les nouvelles entreprises peuvent rester quatre ans. « *C'est la formation sur le tas qui manque »,* estime Laura.

En guise de conclusion de la rencontre, on peut retenir ce qu'a dit l'un des jeunes : « *Il faut que ça vienne de nos idées. Il faut en parler même si on peut pas le faire ».*

Un nouveau temps de rencontre est programmé pour démarrer concrètement le travail sur les actions évoquées et notamment sur l'idée du site/blog.

3. Enseignements de l'expérimentation

Les deux visites à Maubeuge ont été trop courtes et les échanges insuffisants (aucun partenaire n'a par exemple été rencontré) pour avoir une bonne vision de l'expérimentation. Quelques constats peuvent cependant être dégagés :

4.1 L'impact sur l'équipe

Lors de notre première visite, Bruno nous disait que « *l'équipe des conseillers ne s'était pas encore beaucoup intégrée à la démarche de l'expérimentation* » En novembre 2011, nous avons pu rencontrer trois conseillers, dont deux informatrices jeunesse, impliquées dans la démarche. Et l'échange très intéressant que nous avons eu illustre l'évolution et la diversité/complexité des positionnements, liées au contexte même de la Mission Locale/Maison de l'Emploi en pleine évolution :

Pour Angélique, « *on a envie de mobiliser des jeunes, c'est une action qui me parle car le jeune va être acteur ».*
L'un des conseillers, Liazid, nous explique qu'il ne croyait pas au départ à cette expérimentation (il y a eu d'autres actions de ce type qui n'ont pas été poursuivies, notamment pour des raisons financières) et qu'il ne s'y est pas impliqué. Elle a en

outre été lancée au moment du changement de statut de la Mission Locale qui a été vécu comme « un chamboulement ». La priorité donnée à l'emploi entraine une baisse des actions dans le domaine social, selon lui. Les questions *de « mobilité internationale, c'est du passé aussi ». « Les procédures qui sont plus lourdes donnent moins envie de prendre des initiatives (…). Il y a moins d'interactions à l'intérieur de l'équipe ».* Maïté ajoute *« Avant, on faisait des séminaires, à l'extérieur de la Mission Locale ».* Liazid est aussi sceptique sur l'implication des jeunes : *« Quand on leur donne la parole, il faut savoir s'ils veulent la prendre. Ils sont plus inertes qu'avant* (…). *Ils disent le strict minimum. On sent souvent quand le jeune a envie de parler; parfois, il n'a pas envie de déballer» ;* Fadela estime quant à elle que *« les jeunes parlent facilement. Peut-être qu'ils se lâchent plus en milieu rural ».*
Maïté et Angélique parlent de leur travail dans l'espace information où les jeunes s'expriment dans un autre cadre que l'entretien individuel et que cela permet d'autres échanges : *« on est debout ; on n'est pas enfermés »*. Mais elles soulignent également la difficulté à mobiliser les jeunes. Pourtant, les effets des actions collectives sont toujours positifs, selon elles. Elles évoquent l'impact très positif sur les jeunes de leurs séjours à Madagascar et au Mali (estime de soi, confiance, reprise des démarches, autonomie etc.). Liazid ne voit pas très bien les retombées que peuvent avoir pour les jeunes les rencontres comme les Etats Généraux de la Jeunes mais selon Angélique, « *la dernière réunion Etats Généraux était géniale ; il y a eu un échange vrai entre les jeunes et les entreprises. C'était un moment fort et utile. On a ressenti que les entreprises avaient compris les difficultés des jeunes. Il y a eu des remises en question des deux côtés ».*

Liazid est intéressé par la démarche de l'expérimentation mais il estime qu' « *il faut une majorité de conseillers impliqués pour que ça prenne* » ; il faut également une continuité, partir de l'existant et des moyens financiers et humains.

Bruno précise que l'action continue jusqu'à juillet 2012, en lien avec la présence des volontaires en Service Civique. La question est posée alors : *est-ce une action ou une démarche que l'on veut pérenniser ?*

4.2 La dynamique partenariale

Lors de la première étape autour de l'écoute des jeunes, une dynamique partenariale a été mise en place ; la Mission Locale avait pu réunir à plusieurs occasions un certain nombre d'acteurs qui partageaient la même conviction qu'il est important d' « *agir avec les jeunes pour qu'ils soient une ressource pour le territoir*e ». Les partenaires les plus impliqués restent les Centres sociaux, le Club de prévention Maubeuge et le Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT).

Sur le plan institutionnel, les occasions ont été nombreuses de présenter l'expérimentation et surtout de recueillir la parole des jeunes (Etats Généraux de la Jeunesse, notamment).
La Mission Locale semble avoir l'image d'une structure *« qui permet la rencontre entre les jeunes, les acteurs du territoire et les décideurs d'une politique ».*

Il existe également une réelle volonté politique et une forte implication des élus, notamment de Monsieur Raout, vice-président, qui travaille étroitement avec la direction de Réussir en Sambre/Mission Locale Sambre Avesnois et appuie l'équipe dans la poursuite de la recherche action collective. Pour Monsieur Raout, l'expérimentation doit aller vers davantage d'actions concrètes. Les réunions ne suffisent plus. Il faut aller à leur rencontre (en prenant en compte les jeunes ruraux) ; les volontaires en Service Civique auront plus de facilité à engager le dialogue, selon lui. Thierry Herbet ajoute *qu « 'il faut également utiliser davantage les moyens de communication que les jeunes utilisent eux-mêmes. Les volontaires auront une liberté d'initiatives pour aller à la rencontre des jeunes, dans l'espace d'information, par exemple, et dans les antennes ».* Il faut également poursuivre le travail avec les élus.

4.3 Une mise en place difficile des actions avec les jeunes

La deuxième étape de l'expérimentation portant plus particulièrement sur l'action avec les jeunes est plus difficile à concrétiser. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces difficultés :

- Le contexte de transformation de la Mission Locale en Maison de l'Emploi REUSSIR EN SAMBRE (créée en juillet 2010) a probablement contribué à ralentir la mise en place de l'expérimentation et notamment la phase de l'action avec les jeunes. Les temps d'ajustement, les changements de personnes impliquées dans l'expérimentation aux côtés de Bruno (Hafida, Fadela, Maïté, les volontaires en Service Civique) et peut-être un manque de communication interne ont aussi ralenti la mise en place des actions avec les jeunes.

- La faible mobilisation des jeunes dans la durée : pour Bruno Dieu, cette difficulté est liée notamment à l'absence de stabilité des jeunes. Beaucoup des jeunes actifs lors de la première phase sont aujourd'hui en emploi et ne sont plus disponibles. Les jeunes expliquent pourquoi il est difficile de *mobiliser « Dans les connaissances, beaucoup n'y croient plus. Ils sont restés sur un échec ; ils disent : je m'en fous quand on leur parle de la Mission Locale. »* Christophe explique qu'à un moment, il n'y croyait plus lui-même. *« Mais il vaut mieux venir que baisser les bras. Il y a toujours la possibilité de s'investir. Se regrouper, cela donne plus de résultats. Les autres baissent les bras parce qu'ils ont une méfiance vis-à-vis de la Mission Locale ou de l'Etat »*

Le collectif « Citoyennement jeunes » de Louvroil a joué un rôle important dans les premiers temps de l'expérimentation. Certains de ses membres ont été mobilisés lors du séminaire d'Aubenas ; ils ont été sollicités pour animer les ateliers de groupes lors des différents événements impliquant les jeunes. Aujourd'hui, les jeunes de ce groupe sont en emploi ; ils ne donnent plus de nouvelles; le Centre Social de Louvroil est, semble t-il, lui-même en difficulté.

Peut-être manque t-il une analyse de ce qui s'est passé avec « Citoyennement Jeunes ».

4. Perspectives

A notre avis, la rencontre des jeunes à laquelle nous avons assisté présage bien de ce que pourrait être un groupe qui s'exprime et qui a envie d'agir collectivement, accompagné par la Mission Locale. Les jeunes engagés ont déjà une expérience de la prise de parole (3 ont participé aux rencontres, notamment Etats Généraux de la Jeunesse »), s'exprime de façon très claire et pertinente. Ils ont aussi les motivations que l'on retrouve dans les groupes de Poitiers, Salon de Provence ou Reims : l'envie d'échanger, de s'entraider et d'être utiles. La mixité du groupe (niveaux de qualification différents) est aussi un atout pour la mutualisation des compétences et des expériences.
Il conviendra d'accompagner la mise en place des actions de ce groupe dans les prochaines semaines, avec les volontaires en Service Civique mais aussi avec un professionnel de la Mission Locale.

Les événements auxquels les jeunes ont participé sur le territoire sont nombreux et ont fait l'objet de comptes rendus détaillés qui permettent de garder la mémoire des principaux éléments évoqués par les jeunes. Il sera important de suivre la façon dont cette parole sera prise en compte à la fois dans les réponses apportées par les différentes structures qui accueillent des jeunes et dans les décisions en matière de politique jeunesse sur le territoire.

L'un des objectifs évoqués de l'expérimentation était la mise en place de « *formes pérennes de participation des jeunes* ».

Le « Bilan de la 1° phase : phase d'écoute 2010» rappelle que lors de la synthèse du groupe de travail des jeunes participant au Séminaire d'Aubenas, les jeunes avaient proposé « *de faciliter des lieux d'expression pour eux et de développer des moyens d'expression directe» (…) Il y a un réel besoin pour les jeunes d'être associé aux mesures qui les concernent ».*

Les actions évoquées initialement dans le document projet de l'expérimentation telles que la constitution et l'animation de comités d'usagers ainsi que la participation des jeunes aux Conseils d'administration de la Mission Locale, n'ont pas été retenues dans le plan d'action 2011; est-ce en raison du bilan mitigé de l'expérience menée par la MLSA en 2003-2005 dans ce domaine ? En effet, les jeunes n'avaient pas trouvé d'intérêt à long terme à être présent à des instances pilotées par la structure.

Comment alors innover pour que la mise en place d'actions collectives avec et pour les jeunes fasse partie intégrante du fonctionnement et des missions de la Mission Locale ?

Selon Thierry Herbet, « *l'Institut Bertrand Schwartz peut être le levier pour se poser les bonnes questions. Une centrale pour faire naitre les idées ».* L'équipe estime

important de poursuivre le travail d'échanges engagé dans le cadre de la Recherche Action Collective. La réflexion collective sur le positionnement des volontaires en Service Civique dans les démarches sera aussi très importante pour avancer et consolider les actions.

INSTITUT BERTRAND SCHWARTZ

Recherche-Action Collective

Agir pour et avec les jeunes sur un territoire

ANNEXE 4 :

Mission Locale pour la Jeunesse de Reims

Monographie d'évaluation

Anne Le Bissonnais, Idéel, janvier 2012

Introduction

La Mission Locale pour la Jeunesse de Reims a mis en place, dans le cadre de la recherche-action collective « Agir pour et avec les jeunes sur un territoire », une démarche qui vise à améliorer l'écoute des jeunes au sein de la Mission Locale et sur le territoire de manière générale. Elle a démarré un travail de constitution de petits groupes qui permet aux jeunes de s'exprimer et d'être entendus mais aussi de faire évoluer peu à peu la représentation que l'équipe de la Mission Locale et ses partenaires avaient des jeunes. Quelles ont été les difficultés rencontrées tout au long de la recherche-action ? Les actions engagées contribuent-t-elle à la création d'une parole collective des jeunes sur le territoire ? Ont-elles modifié la façon de travailler de la Mission Locale, des conseillers et de ses partenaires ? Quels sont les enseignements que l'on peut tirer de l'expérimentation?

L'objectif de l'évaluation est d'apporter un regard extérieur à l'équipe et de contribuer à l'analyse de l'action, de ses contraintes et de ses résultats ainsi qu'à la réflexion sur les conditions dans lesquelles une telle expérimentation peut essaimer.

Ce rapport d'évaluation s'appuie sur l'exploitation de la documentation recueillie (notes de point d'étapes essentiellement) et sur des entretiens réalisés avec les différents acteurs concernés à l'occasion de deux visites de terrain. Une première visite à la Mission Locale de Reims a été effectuée par Vincent Merle et Anne Le Bissonnais le 22 février 2011. Lors de cette journée, des entretiens ont été réalisés avec Christine Béguinot (directrice), Dominique Topin (directeur-adjoint, référent de l'action), Laetitia Mauduit (Service Jeunesse de la Ville), Nicolas Bardin (Président de la Mission Locale), Isabelle Chaudron (Conseillère Mission Locale), Marie-Laure Royer (Direction régionale jeunesse et sports - DRJS, Champagne Ardennes), Audrey (jeune fille recrutée en Service Civique le 7 février 2011) et Noémie (jeune éducatrice en stage à cette période à la Mission Locale).

Une deuxième visite a été effectuée par Anne Le Bissonnais le 21 novembre 2011 (entretiens avec Christine Béguinot, Dominique Topin, Isabelle Chaudron, entretien collectif avec des jeunes du « groupe interne » (Sandra, Camille, Terry), puis avec Maïmouna Diagana, jeune volontaire en Service Civique, et Laura Sammut-Faradoni, ex-volontaire en Service Civique, recrutée en CDD à la Mission Locale.

Des entretiens complémentaires ont été effectués à distance avec Christine Béguinot, Isabelle Chaudron et Dominique Topin.

1. Contexte de l'expérimentation

La Mission Locale pour la Jeunesse de Reims a suivi 5 386 jeunes en 2010, dont 2 182 nouvellement accueillis en 2010, soit une augmentation de 36,29% depuis 2008[1]. Et cela alors que l'on constate une baisse de la démographie scolaire à Reims. L'équipe est composée de 24 conseillers.

[1] Mission Locale pour la Jeunesse de Reims, *Principaux chiffres clés Mission Locale- Insertion des jeunes,* novembre 2011

La Mission Locale couvre une grande partie de l'Arrondissement de Reims, dont la Communauté d'Agglomération de Reims (92% des jeunes reçus sont issus de celle-ci). Des permanences sont installées dans cinq quartiers Politique de la Ville. Elle intervient dans les différents champs de l'insertion sociale et professionnelle (formation, santé, mobilité, logement, entreprises); elle dispose d'un relais-entreprises et d'un réseau de parrainage.
Dans le domaine de l'insertion sociale, 2800 jeunes ont bénéficié en 2009 d'un service du Relais Vie Quotidienne (aide à la mobilité, au logement, au mode de garde, allocation CIVIS etc.). La Mission Locale note une aggravation nette des difficultés sociales des jeunes. 74% des jeunes suivis vivent en dessous du seuil de pauvreté. 23% des jeunes sont en hébergement temporaire, en logement précaire, insalubre ou sont sans logement.

Dans le cadre de l'une des expérimentations[2] que la Mission Locale mène sur la santé, l'enquête de l'INSERM a relevé que 9% des jeunes (cohorte premier accueil 2011) avaient fait une tentative de suicide et que 19% déclaraient une maladie grave. Hormis cette expérimentation, la Mission Locale a également été retenue pour en mener quatre autres (en dehors de celle qui nous concerne) sur les thèmes suivants : le logement, la sécurisation des parcours en alternance et le Revenu Contractualisé d'Autonomie (RCA).

Pour Christine Béguinot, ces expérimentations sont importantes pour *« retrouver de l'interdisciplinarité* » dans les structures, considérant que l'insertion est le résultat d'un travail collectif : *« Il faut valoriser les approches croisées ».* La recherche-action sur la parole des jeunes doit en outre permettre de renouveler les pratiques d'écoute et les dynamiques collectives, dans un contexte où les entretiens individuels sont devenus prédominants.

2. Historique et objectifs de l'expérimentation

La Mission Locale de Reims a intégré la Recherche Action Collective "Agir pour et avec les jeunes sur un territoire" en 2010. L'origine de l'expérimentation remonte en fait à mars 2010 : une rencontre avec les directeurs des Maisons de Quartiers de Reims (ex-Maisons des jeunes et de la culture - MJC et ex-Centres Sociaux) avait été organisée autour de la question de l'écoute des jeunes.
En avril 2010, un premier projet est proposé à l'équipe des conseillers par le président délégué et l'équipe de direction autour des pratiques d'accueil et de l'écoute des jeunes.
Dès le départ est mise en avant la volonté d'associer l'ensemble des conseillers de la Mission Locale et de « capitaliser sur ce que disent les jeunes ». Il s'agit également de faire adhérer dès le début les différents partenaires du territoire au projet.

Le projet est présenté selon trois axes :

- « *en externe, constitution d'un groupe de partenaires avec lequel le travail de réflexion serait mené à partir du Manifeste de la recherche action. Y participeraient des élus de la Ville, du Conseil Régional, de communes de l'agglomération ou de communes rurales, de l'Etat de partenaires liés au logement, à la santé, d'organisation de jeunesse ;*

[2] Expérimentations menées dans le cadre des appels à projets lancés en 2009 par le Haut Commissariat à la Jeunesse.

- *en interne, lancement d'un travail avec l'équipe des conseillers (-ères) sur l'écoute des jeunes, sur ce que met en place la Mission Locale pour une parole collective ;*

- *en interne, mettre en place une action d'écoute et d'expression des jeunes dont les modalités seront précisées par l'équipe des conseillers sur ce qu'ils attendent des différentes institutions dans les différentes phases de leur cheminement vers l'autonomie ».*

Deux jeunes ont participé au Séminaire de la recherche action collective à Aubenas fin juin 2010, dont Lucie, ancienne jeune suivie à la Mission Locale et recrutée à la ML en tant que chargée d'accueil (actuellement en contrat d'alternance dans une entreprise) et un autre jeune en Service Civique (ayant été recruté depuis sur un poste d'animation dans une autre structure). Le Séminaire a permis à l'équipe de Reims de réfléchir à partir de l'expérience des autres Missions Locales, et notamment de l'action des D-Battants. La démarche mise en place par la Mission Locale de Reims « vise à mieux écouter les jeunes sur leurs attentes, à recueillir leurs propos et à élaborer des pistes de réponse avec eux ». Elle s'appuie essentiellement sur l'écoute de jeunes regroupés en collectifs.

3. La constitution de groupes de jeunes et le recueil de paroles

L'objectif est de recueillir la parole des jeunes sous forme de « relevés de propos des jeunes » ou d'écrits des jeunes eux-mêmes, avec trois thèmes identifiés :

- ✓ ce que les jeunes disent de leurs difficultés ou réussites ;
- ✓ en quoi les jeunes peuvent être sources de solution pour eux-mêmes ou pour d'autres jeunes ;
- ✓ ce que les jeunes attendent des organisations dont la mission est de les écouter et de les accompagner ».

La parole des jeunes est recueillie tout d'abord à partir de groupes constitués à l'extérieur de la Mission Locale, avec des partenaires (et suivis en général par des conseillers en binôme) :

- Le **groupe de jeunes en Service Civique d'Unis Cité.** Un travail de recueil auprès de l'ensemble des volontaires d'Unis-Cité organisé par deux conseillers et une stagiaire de formation d'éducatrice. Le recueil a été collectif et individuel. Une seconde étape, en partenariat avec Unis-Cité, a été initiée avec une petite équipe de volontaires d'Unis-Cité qui ont travaillé avec Maïmouna, volontaire en Service Civique à la Mission Locale, mais aussi stagiaire dans le cadre de son Master 2 en Ingénierie des organisations, ainsi que Mario et Sébastien, également en Service Civique à la Mission Locale pour réaliser une production mettant en valeur l'ensemble des paroles recueillies. [3]

Ce groupe a travaillé sur plusieurs thèmes, notamment l'environnement et le logement. Il a réalisé une petite vidéo sur la parole des jeunes. Le groupe est peu stable dans la mesure

[3] Voir en annexe Compte rendu de la réunion du 21 février 2011.

où ces jeunes sont volontaires pour une durée limitée. Deux jeunes filles actuellement sur le groupe doivent repartir en Espagne par le Service Volontaire Européen (SVE).

- Le **groupe de stagiaires avec un organisme de formation, Avenir Jeunes Reims (AJR**), orienté sur des jeunes éloignés de l'emploi pour les préparer à la qualification (association issue d'ATD Quart-Monde)

- Le **groupe de stagiaires de l'AEFTI** (organisme de formation, destiné aux primo-arrivants) [4]

- Le **groupe de jeunes de l'AFIJ (**Association pour Faciliter l'Insertion professionnelle des Jeunes diplômés)

Les relevés de propos en individuel :

A la rencontre des jeunes du Secours Catholique :

Ce partenariat spécifique avec le Secours Catholique a été initié par Romain, conseiller à mi-temps sur le pôle social et à mi-temps en conseiller emploi formation (fichier de 80 à 100 jeunes actifs). Titulaire d'une Licence en gestion de projets associatifs, Romain travaille depuis 2007 à la Mission Locale, avec un passage dans une structure d'insertion par l'économique avant de reprendre en CDI à la Mission Locale en 2010.
Constatant que le public très en difficulté, notamment sans logement fixe, ne venait plus à la Mission Locale, il a proposé que la structure aille à la rencontre de ces jeunes. A la demande également du Secours Catholique, Romain a démarré en février 2011 des permanences d'une demi-journée deux fois par mois dans l'espace de cette association, ouvert tous les mardis et où les personnes sans domicile fixe peuvent venir prendre une douche et un petit déjeuner (temps appelés « café sourire »). Romain, en changeant de cadre et de posture (il n'est pas dans un bureau), essaye de renouer le dialogue avec des jeunes souvent inscrits à Mission Locale mais qui ne viennent plus, refusent « l'institution », ne comprennent pas les différences de traitement (sentiment d'injustice) et sont dans une dynamique de marginalisation (ils ont souvent entre 18 et 20 ans). S'ils ne sont plus suivis à la Mission Locale, c'est aussi, selon Romain, parce que les conseillers eux-mêmes rejettent ces jeunes estimant qu'ils n'ont pas de rôle à jouer pour ce public trop marginalisé. Il pense donc quant à lui qu'il faut travailler avec les conseillers pour changer l'image qu'ils ont de ces jeunes.
Grâce à son travail d'écoute, certains jeunes reviennent à la Mission Locale. Ils reprennent un suivi avec Romain au sein de la structure. Fiona, par exemple, une jeune inscrite, commence « à sortir de la galère ». Elle va reprendre une formation, a obtenu le RSA et un logement. Ces suivis sont forcément longs ; ils se font sur plusieurs années. Romain souhaiterait que cette jeune fille parle aux autres pour qu'ils sachent qu'un accompagnement est utile. Le Secours Catholique est aujourd'hui satisfait de la dynamique qui s'est mise en place. Les bénévoles, qui n'avaient pas forcément les compétences pour conseiller les jeunes, orientent plus rapidement vers la Mission Locale.

[4] Voir en annexe les relevés de propos de ce groupe lors des réunions du 19 avril et du 5 mai 2011

L'écoute des jeunes au quotidien:

Durant une période de 5 mois en début d'année 2011, des conseillers et les agents d'accueil ont retranscrit dans un document les propos exprimés par les jeunes. Ce recueil a fait l'objet d'une synthèse et a servi de ressources pour l'écriture d'une chanson pour un jeune musicien suivi par la Mission Locale.

- Les autres formes de recueil de l'avis des jeunes:
  - ✓ L'enquête de satisfaction auprès de 200 jeunes centrés sur les services et les réponses à mettre en place par la Mission Locale.
  - ✓ Le travail d'enquête sur la mobilité et la perception de la mise en place du tramway à Reims. Les appréhensions des jeunes vis-à-vis du Tram sont reprises par la conseillère chargée de la mobilité. Comme suite apportées aux propos des jeunes, des parrainages Tram pour faire découvrir la Ville sont testés par des jeunes avant d'être proposés à d'autres jeunes ne connaissant pas bien la Ville. Un travail avec le service des transports urbains de la communauté d'agglomération a été initié.

3.1 Un groupe de jeunes « en interne » qui s'installe dans la durée

Ce « groupe interne » est constitué depuis février 2011 de jeunes suivis individuellement par des conseillers et animé par deux conseillères, Isabelle et Anne.
Une première réunion a eu lieu le 1er février 2011 avec 5 jeunes, à l'extérieur de la Mission Locale, à la Comédie de Reims. Un travail a été réalisé à partir du questionnaire élaboré par les D-Battants de Poitiers. Selon Isabelle, les échanges on été riches. Les jeunes s'interpellaient entre eux, parlaient de culture, du marché de l'emploi ou du système scolaire. Mais elle a constaté rapidement aussi qu'il y avait « de sacrées blessures ». Une autre rencontre a eu lieu le 8 mars et un « noyau dur » s'est formé, se réunissant ensuite tous les mois, avec avant tout un objectif d'échanger ensemble. A partir d'avril, le groupe a travaillé sur la réalisation d'une plaquette sur le Permis de conduire et d'une bande sonore à partir d'un questionnaire.
Selon Isabelle, après une période où les jeunes prenaient plaisir à se rencontrer et à parler, l'énergie est retombée en septembre. L'été a constitué une période de flottement : *« en juillet, on avait travaillé sur l'entreprise avec Dominique, on avait fait un début de questionnaire mais on était dans le flou artistique. Et puis il y a avait une distance entre les jeunes. Les jeunes préféraient se voir à la Mission Locale que dans la Ville ».*
Ils ont donc repris les réunions à la Mission Locale en se donnant surtout comme objectif les échanges et la convivialité, ce dont les jeunes ont besoin pour retrouver confiance et sortir de leur mal être, selon Isabelle. *« Ils viennent parce qu'ils sont bien. Ca leur donne un objectif. Ils parlent sans tabous de la famille, de religion, de sexe, d'argent* ». Elle souligne la pertinence de leur propos sur les sujets abordés, l'ouverture d'esprit et le respect dont ils font preuve dans le groupe.
Actuellement, un groupe de 6 jeunes constitue le « noyau dur » du groupe dont font partie Terry, Camille et Sandra :
Terry : 23 ans inscrit depuis 3 ans à la Mission Locale. Poussé par sa famille (son père et son oncle travaillent dans les métiers de bouche), il avait démarré un CAP en boulangerie qu'il a interrompu faute d'intérêt. Depuis, il a fait un peu d'intérim, des petits boulots qui ne l'intéressent pas. Il a fait également une formation dans les travaux publics mais « *creuser,*

juste la pelle et la pioche, c'était pas mon truc ». Il dit chercher sa voie. *« Je cherche le métier à mon style »*

« *Au début, je suis venu dans le groupe, c'était un peu une obligation. C'était pour le conseiller. Une fois qu'il y a eu l'enregistrement, j'ai vu l'intérêt. A la base, c'était pour passer devant le Maire ; mais elle est partie plus tôt : on n'a pas passé l'enregistrement. Je ne sais plus la date; c'était dans le Parc. Ce qui m'intéressait, c'était d'être entendu ; faire comprendre aux gens ce que je pense. Je ne reflète pas tout le monde, je me reflète moi.* ***Si on avait zapé l'enregistrement, je ne serais pas revenu ».***

Ce qu'il recherche, c'est l'écoute et l'échange. Il n'est pas sur Facebook *(*selon lui, *« Facebook, c'est une mode : ça passera »).* Au début, il *é*tait découragé mais avec le groupe, il a vu que d'autres étaient dans le même cas que lui. On devine qu'il souhaite une écoute au-delà du groupe *: « Ma famille, elle m'écoute, mais le système nous écoute pas »*

Camille : inscrite à la Mission Locale depuis 2 ans, elle a 26 ans et possède un Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU), donnant l'équivalence du bac pour accéder aux études supérieures. Elle voulait être interprète (anglais) mais n'a pas travaillé ni entamé de formation professionnelle jusqu'à aujourd'hui. Elle a intégré le groupe sur les conseils d'Isabelle, sa conseillère, vers mars-avril 2011*. «Je me suis dis « cela me fera sortir ». Je suis restée longtemps enfermée chez moi en raison de problèmes familiaux. Je parlais à personne, à part sur internet. Facebook, ça aide. Même si cela ne remplace pas les échanges ».*

Sandra : 20 ans, originaire des Ardennes, est inscrite depuis 2 ans à la Mission Locale. Elle avait intégré un BEP secrétariat car elle *« avait pris ce qui venait* » mais cela ne lui plaisait pas. Aujourd'hui, elle aimerait bien être ATSEM[5]. Anne, sa conseillère, lui a parlé du groupe et lui a dit de venir « *car je ne sortais pas mais c'était aussi pour travailler ma timidité (..). Au début cela ne m'intéressait pas. Mais maintenant, je vois du monde. Je suis intéressée par pouvoir parler, donner mon avis. Avec le groupe, on peut aller plus loin pour faire avancer les choses ».*

Laetitia fait aussi partie de ce groupe ainsi que Virgil et Amina, qui, ayant trouvé du travail ou une formation depuis, ne viennent plus aux réunions.

Les jeunes du groupe se sont donné leurs adresses mail. Ils souhaitent poursuivre les rencontres mais avec l'accompagnement des conseillers. Le projet est actuellement de démarrer des visites d'entreprises.

3.2 Les réalisations des jeunes

- Une plaquette sur le permis de conduire, réalisée par le groupe interne, à partir de leur souhait de travailler sur les difficultés, notamment financières, de passer son permis (avril-mai 2011).
- Une bande-son, réalisée par les jeunes du groupe interne avec Sébastien, volontaire en Service Civique, qui a fait l'enregistrement. 4 jeunes du groupe se sont exprimés, sur la solitude, la politique, la complexité des démarches administratives, le travail : « *Quand il s'agit de consommer, on nous fait une place, mais pour ce qui est du travail, on ne nous laisse pas de place ».*

La bande-son devait être utilisée lors de la rencontre avec la Ville mais faute de temps, elle ne l'a pas été. Dominique a expliqué au groupe ce qui s'était passé lors de cette réunion et comment la Mission Locale pouvait utiliser cet enregistrement dans d'autres réunions.

[5] ATSEM : Agent Territorial Spécialisé des Ecole Maternelles

- Une chanson (slam), réalisée par un jeune musicien suivi par la Mission Locale et qui avait souhaité faire ce travail dans un souci de valorisation de la parole des jeunes.
- Un film vidéo : « *Micro-trottoir, de l'utopie à la réalité* », réalisé en novembre 2011 par les jeunes volontaires en Service Civique, Sébastien, Mario, Laura et des jeunes suivis à la Mission Locale, intéressés par la démarche.
- Les scénettes, réalisés par les jeunes en Service Civique à Unis Cité et Maïmouna, Mario et Sébastien.
- Un Mini guide des éco gestes en Mission Locale.

3.3 Des événements

- Participation à l'Opération Vie ta ville organisée par le Service Jeunesse de la Municipalité de Reims (enquête auprès de 1900 jeunes (dont 900 interrogés par internet) sur leurs situations, la façon dont ils se sentent accompagnés et sur leurs attentes) et implication des jeunes dans la restitution de ce travail lors de la rencontre du 8 juin 2011 à la Mairie: témoignages de jeunes et présentation de la vidéo et de la chanson slam.

- Cinq jeunes ont participé le 19 novembre 2011 au Forum Jeunesse initié par le Conseil Régional Champagne Ardenne (via le laboratoire de la 27ème Région) dans le cadre des 8 Forums territoriaux[6] organisée par la région. Au total, 50 jeunes de 16 à 25 ans étaient présents de niveaux de formation et d'horizons différents. Des Ateliers étaient organisés composés de 10 jeunes d'un élu de la Région et d'un référent jeunesse.

Un relevé de propos a été réalisé par Laura ; les propositions concrètes ont été faites dans trois domaines :

- ✓ Problème de l'information : idée de site internet unique (possibilité de dialoguer en ligne, guichet unique)
- ✓ Orientation : bilans de compétence dès le Collège en 3ème : pour connaitre métiers etc.
- ✓ Démarches administratives : accès aux aides : transports, permis etc.

Il est intéressant de noter que le rapport du CESER, *L'autonomie des jeunes en Champagne-Ardenne*, d'avril 2011, *« préconise d'organiser des assises régionales sur l'emploi des jeunes, en partenariat avec d'autres institutions et acteurs. (…) Ces assises régionales permettraient de mobiliser les différents acteurs : les jeunes eux-mêmes, certes, pour qu'ils participent activement à la construction de ce qui les concerne, mais aussi les différentes institutions et structures (formation, accompagnement, recrutement, insertion…). L'objectif est de donner une large expression aux jeunes pour qu'ils participent à la construction de la politique jeunesse ».*

- Participation des jeunes à l'Assemblée Générale de la Mission Locale le 27 mai 2011 au cours duquel 4 jeunes (volontaires Service Civique) ont présenté le rapport d'activités de la Mission Locale.

- Ces jeunes volontaires en Service Civique ont également participé à la Journée de l'Union Nationale des Missions Locales du 4 novembre 2011.

Au total, une trentaine de jeunes ont participé à plus de 25 réunions de travail avec des élus locaux, des élus régionaux et représentants des services de l'Etat depuis le début de l'expérimentation[7].

4. L'impact pour les jeunes

La constitution des groupes est relativement récente et il est difficile de pouvoir mesurer dès à présent l'impact de l'expérimentation sur les jeunes. Pour la direction (cf. grille d'entretien), *« Les jeunes qui ont participé aux groupes de paroles ont modifié leur perception de la Mission Locale et les liens se sont renforcés avec la structure. Les jeunes qui ont pu se retrouver dans un groupe autour d'un projet choisi retrouvent confiance en eux et ont envie ensuite de poursuivre les rencontres sous des formes variables selon chaque groupe. Sans ce travail, certains dont le parcours était fragile auraient probablement rompu les liens avec la Mission Locale »*
Selon Romain, des jeunes très marginalisés ont repris un accompagnement avec la Mission Locale. Et pour Isabelle, des jeunes en souffrance font désormais des démarches (Laetitia, par exemple) et *certains «commencent à avoir envie de bouger ».*

Les jeunes du groupe interne, rencontrés lors de notre visite en novembre, évoquent quant à eux les éléments suivants :

S'exprimer et être écouté

Terry : *« Pour une fois qu'on nous donne la parole (« et qu'on nous écoute », ajoute Sandra); c'est intéressant : on donne notre avis ».*
Camille : « *Le groupe, cela permet de savoir ce que les autres pensent. Cela me remotive ».*
Elle ajoute que cela n'empêche pas les entretiens individuels car « *elle préfère dire certaines choses en tête à tête ».*

Acquérir de l'assurance et retrouver une motivation

Camille : *« Maintenant, je parle plus aux gens; j'ai passé pour la première fois des tests d'aptitude avec KFC : même si c'était horrible. Avant, j'avais un refus de travailler ».*
Terry : *« Je parle davantage qu'avant. J'ai un peu plus envie d'aller dans la recherche de travail. Pour moi, c'est énorme, déjà. Avant, je n'avais plus envie de bosser. Maintenant, je suis intéressé par les entretiens individuels ou collectifs ».* Il ajoute qu'il a encore besoin de temps; il a récemment dit à Isabelle « *ça va trop vite mais un jour, j'aurais peut-être le déclic ».*
Sandra a également commencé à travailler sa timidité ; elle a réalisé un premier entretien d'embauche pour un poste de standardiste à la Mission Locale.
Laetitia est entrée dans une dynamique d'emploi même si son problème familial reste lourd. Elle effectue désormais le petit secrétariat du groupe (rappel des dates et comptes rendus

[7] *Rapport de synthèse de la démarche de recherche-action « Pour et avec les jeunes » sur Reims,* 31/10/11

des réunions). Dans le cadre du Forum régional du 19 novembre 2011, Laetitia s'est libérée du temps pour s'y rendre (un samedi). Cela n'aurait pas été possible il y a un an.
Virgil, jeune garçon qui a manifesté rapidement son intérêt pour aller voir les entreprises « et se bouger » est actuellement en CDI ; Amina est entrée en bilan professionnel et a engagé des démarches.
Il est intéressant d'évoquer ici l'avis que nous avait donné Audrey, jeune fille en Service Civique à la Mission Locale, titulaire d'une licence de psychologie et d'un DUT de gestion des entreprises, lors de notre première visite à la Mission Locale; elle avoue d'une part ne pas bien comprendre la recherche-action et d'autre part être sceptique sur l'intérêt de celle-ci : *« Mon sentiment, c'est que l'on va une fois encore écouter les jeunes mais que ce ne sera pas pris en compte par là-haut ». « On aime bien jouer avec le sentiment des jeunes »*. Elle pense que le lien est rompu entre les institutions et les jeunes. Depuis, Audrey a d'ailleurs démissionné de son poste à la Mission Locale pour un poste dans une autre structure. Mais sa position révèle sans doute la difficulté pour certains de comprendre des démarches d'écoute qui ne s'accompagnent pas d'actions concrètes. Les réalisations comme la bande-son ou la participation et le suivi des événements comme le Forum Régional sont probablement essentiels pour faire vivre les groupes et suivre l'impact que peut avoir leur parole sur les élus et les décideurs.

5. L'impact pour l'équipe et le fonctionnement de la Mission Locale

Isabelle, conseillère à la Mission Locale depuis 9 ans, nous expliquait, lors de la première visite, qu'elle avait accueilli l'expérimentation avec *« grand plaisir » : « c'est ma bouffée d'oxygène ».* A travers ce travail en collectif, elle a compris pourquoi certains parcours n'avançaient pas. *« Quand on est dans la posture du conseiller emploi-formation, on zappe la question de la famille, par exemple* ». Elle ne faisait pas les liens entre les difficultés. Elle dit être plus à l'écoute ; elle est attentive à ce qui se passe dans la famille ; elle reformule pour vérifier si elle a bien compris. Elle cadre l'entretien (parce que, selon elle, *« les jeunes attendent un cadre »)* mais en créant des ouvertures, en valorisant le jeune et en donnant des perspectives à chaque entretien : « *Je ne me créé pas de barrière* ».
En février, Isabelle disait : *« Ce sont les jeunes qui nous apprennent » ;* « *Il faudrait que les conseillers arrêtent de réfléchir à la place des jeunes ».* En novembre, elle nous explique comment elle intègre également la démarche dans d'autres actions, notamment dans le cadre de l'orientation ou de la recherche d'emploi. Elle essaye de faire travailler ensemble des jeunes qui ont un même projet de métier. Sans que cela soit prévu au départ, elle a organisé à partir de mars-avril des rencontres avec trois jeunes garçons autour du même projet professionnel (en électricité). 3 ou 4 rendez-vous ont eu lieu avec également des envois d'offres communes par mail, des conseils et des relances. Florian est entré en formation 3 mois, puis en intérim, et il est en contrat de professionnalisation depuis le 10 octobre 2011. Les deux autres jeunes ont également été remis dans une dynamique de recherche.
Conseillère référente pour le secteur de la restauration, Isabelle organise aussi des ateliers « coup de pouce » dans le cadre du CIVIS, en lien avec pôle Emploi. Elle dit désormais davantage partir des besoins des jeunes et elle favorise les échanges qu'ils peuvent avoir entre eux.

La réflexion sur ces questions d'écoute et de prise en compte globale de la situation des jeunes semble avancer à l'occasion des réunions avec l'ensemble des conseillers. Ils sont surpris par les retours sur la parole des jeunes; en février, Noémie nous disait qu'ils se remettaient en question devant le constat du pessimisme des jeunes, par exemple, ou sur le fait de vouloir les mettre dans des cases.
Lors de notre visite en novembre, les conseillers ont évoqué la nouvelle organisation avec les réunions mensuelles animées par Dominique Topin avec l'ensemble de l'équipe. L'intégration de l'expérimentation dans le travail de la Mission locale semble acquise pour la quasi-totalité des conseillers. En binôme, ils proposent des actions et la constitution de groupes de jeunes autour de ces actions, auxquelles les volontaires en Service Civique sont associés. Selon Isabelle, *« il y a des réticences mais les conseillers s'impliquent davantage. Ca fait plaisir. Cette recherche-action, c'est nouveau, cela n'a jamais été fait ; il faut du temps ».* Selon Dominique, *« certains craignent aussi que le nombre de jeunes directement concerné par les actions ne reste modeste »*

6. L'impact sur les partenariats locaux

Un premier Comité de pilotage de l'expérimentation (DRJS, Conseil régional, Ville de Reims et partenaires locaux) a eu lieu en octobre 2010, au démarrage des actions. Un deuxième a eu lieu en mars 2011 permettant de débattre avec les partenaires de la question de l'utilisation de la parole des jeunes recueillie. Les partenariats se sont renforcés dans le champ de l'insertion sociale et de l'Education Populaire. Dans le champ de l'emploi, les partenaires sont moins impliqués dans l'expérimentation. Selon Christine Béguinot, « *Pôle Emploi considère que la recherche action est un luxe même s'ils la comprennent. C'est une espace de liberté qu'ils ne s'autorisent pas ».* Ils ont cependant une meilleure connaissance de la Mission locale.
« Le regard sur les jeunes des partenaires et institutionnels impliqués commence à changer mais ce n'est pas encore le cas des entreprises » (Note de Christine Béguinot). Pour elle, des actions concrètes doivent être mises en place dans ce domaine.
L'expérimentation a sans doute entrainé une évolution des relations avec la Ville de Reims :
Laetitia Mauduit (Service Jeunesse) nous expliquait en février 2011 que les liens entre la Mission Locale et la Ville se sont renforcés : « *Les démarches d'écoute et de meilleure prise en compte de la parole des jeunes sont complémentaires* ». Il y a une reconnaissance de l'approche globale de la Mission Locale *(« vision transverse des problèmes des jeunes »)* et une réelle volonté de mieux coordonner les actions sur le territoire. L'enquête réalisée dans le cadre de l'Opération Vie ta ville a peu apporté selon Christine Béguinot : *« L'étude a confirmé que la Mission Locale de Reims est connue de 82% des jeunes non scolarisés, que les jeunes ont un sentiment de discrimination et que 60% des jeunes (y compris étudiants) ne sont pas suffisamment accompagnés dans le marché du travail ».* Mais ce travail de collaboration est « *une première marche ».* C'est l'occasion de présenter l'expérimentation et la démarche de la Mission Locale aux élus et de poursuivre les travaux identifiés par la Ville qui vont porter sur la mobilité des jeunes, la place des jeunes et la lutte contre les discriminations, les outils en faveur de l'insertion des jeunes.
Pour l'instant, il n'y a pas encore de réelle transversalité. Il n'y a pas de véritable politique jeunesse, intégrant l'ensemble des jeunes (en particulier les non étudiants).

Même si peu d'élus de la Région étaient présents au Forum régional du 19 novembre 2011, la rencontre a néanmoins également fait évoluer l'image qu'ils avaient de la Mission Locale. « *Le CRAJEP[8] voit également que la Mission Locale est capable de mobiliser des jeunes sur des questions générales ».*
Concernant l'évolution du Comité de Pilotage, pour Christine Béguinot, il est sans doute préférable de ne pas multiplier les instances. S'il existe un Comité de pilotage dans le cadre de ce travail partenarial avec la Ville, les rencontres autour de l'expérimentation de la MILO peuvent se faire tous les six mois dans le cadre de son Conseil d'Administration et donner l'occasion aux jeunes de s'exprimer et de suivre les décisions prises par les élus de la Mission Locale à partir de leurs interventions et de leurs propositions.

7. Enseignements

L'expérimentation, du moins dans sa phase de réalisations concrètes, n'a véritablement démarré qu'en 2011 et il est encore tôt pour mesurer les effets du travail mené avec les jeunes. Par ailleurs, nos deux visites de terrain ne permettent pas, bien évidemment, d'avoir une vision complète des réalisations et de l'impact de la recherche action collective sur le territoire.
Sur le groupe interne, qui est le seul groupe « installé dans la durée », un « noyau dur » de 5 ou 6 jeunes existe mais il reste fragile et gagnerait à être renforcé par d'autres jeunes, peut-être en moindre difficulté psychologique de façon à ce que la mixité produise un effet dynamisant. Peut-être un jeune en Service Civique pourrait-il renforcer le travail d'appui en lien avec les conseillers référents et en partant des idées et des envies des jeunes.
Les autres initiatives qui seront prises par les conseillers dans le cadre de nouveaux groupes à construire gagneront également à s'appuyer au maximum sur les idées et les demandes des jeunes eux-mêmes.

Par ailleurs, il est important, nous semble t-il, que les professionnels engagés dans l'animation des groupes et de l'expérimentation puissent écrire sur ce qui se dit dans ces groupes et lors des événements à l'extérieur afin de garder la mémoire de ces paroles et d'analyser les évolutions. Cet aspect avait été évoqué en février 2011 lors de notre première visite. Si des notes ont été prises, elles n'ont sans doute pas assez été exploitées, notamment dans le cadre de débriefing avec l'ensemble de l'équipe ou même dans le cadre du groupe pour en tirer les enseignements.
Les différentes formes d'écoute, à travers des groupes de paroles et un travail d'écoute individuel à l'extérieur de la Mission Locale, ont été réalisées avec des publics très différents : rien à voir en effet entre des jeunes intégrés dans une activité rémunérée, comme les jeunes en Service Civique d'Unis Cité et les jeunes en situation d'exclusion, comme ceux accompagnés par le Secours Catholique. Cette diversité est sans doute intéressante pour analyser comment la Mission Locale peut travailler avec « des jeunesses ». Noémie, jeune stagiaire que nous avions rencontrée lors de notre première visite, nous expliquait qu'en parlant de leur sentiment d'exclusion et « de vouloir être mis dans des cases », certains jeunes ont amené les conseillers à s'interroger sur leurs pratiques. Comment mieux prendre en compte les besoins ? Par ailleurs, le pessimisme de ces jeunes a également « interpellé » les conseillers. Selon Romain, les conseillers emploi

[8] CRAJEP : Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire

formation, contrairement aux conseillers Relais social, connaissent mal la situation des plus en difficulté et la nécessité de les accompagner aussi. Ainsi, les regards ont certainement évolué et il sera intéressant d'observer et d'analyser ces évolutions dans les prochains mois.
Les réunions mensuelles avec les conseillers sur l'expérimentation et le suivi des groupes devront être des occasions de poursuivre la réflexion sur le rôle de la Mission Locale et le métier de conseiller. Ces réunions seront aussi sans doute un moyen pour améliorer le problème de communication interne que l'on ressent et qui est probablement lié à plusieurs facteurs dont le manque d'écrits et de transmission de ces écrits ainsi que le manque d'échanges entre conseillers, jeunes en Service Civique et direction sur une vision commune de cette recherche action et sur le rôle de chacun dans cette expérimentation. Il nous semble que la mission des volontaires en Service Civique gagnerait notamment à être précisée.
En février 2011, nous posions la question de savoir si l'expérimentation avait pour objectif de faire évoluer les pratiques de la Mission Locale vers une écoute plus globale dans le cadre des entretiens et vers une alternance d'actions individuelles et d'actions collectives avec les jeunes. Ou bien si ces pratiques ne s'appliquaient que dans le travail avec les groupes constitués dans le cadre de l'expérimentation. Nous constatons en novembre 2011 que la Mission Locale se positionne très clairement en faveur d'une démarche systématique de prise en compte de l'avis des jeunes dans toutes ses activités : l'accueil, l'accompagnement, les ateliers etc.

Une des hypothèses de la recherche action collective est celle des changements et des propositions nouvelles qui peuvent être avancées par les jeunes qui disposent d'un espace d'expression et d'échanges avec les professionnels et les décideurs. Nous avons vérifié dans nos visites dans les Missions Locales qu'une évolution vers un décloisonnement plus grand et un développement des opportunités d'expression permettait de favoriser l'innovation.
Les jeunes des groupes constitués à Reims vont probablement peu à peu apporter eux-mêmes des éléments de réponses aux questions que se pose l'équipe.
« Prenez le risque de ne pas toujours structurer », avait demandé Dominique Topin aux conseillers (cf Copil de la recherche action collective). Un espace dans la Mission locale est désormais mis à la disposition des jeunes dans le cadre de l'expérimentation ; il conviendra également de vérifier comment l'équipe, en accord avec les élus, laissent des espaces d'initiatives aux jeunes et comment elle accompagne ces initiatives. Si l'expérimentation a offert aux Jeunes la possibilité de s'exprimer et de porter leurs paroles auprès des institutionnels notamment dans le cadre du travail avec la Ville de Reims, il sera également important de suivre comment ces décideurs répondent concrètement aux différentes interpellations.

8. Perspectives

La Mission Locale de Reims a désormais intégré la démarche de la recherche action collective dans son projet : « La démarche est actée comme une priorité pérenne de travail qui dépasse le cadrage temps de l'expérimentation ».
Les groupes de jeunes qui existent poursuivent leur travail et cherchent à se consolider.

D’autres groupes sont en cours de constitution. Isabelle Chaudron souhaite par exemple créer un groupe à la Nacelle Maison de quartier situé dans le quartier Croix Rouge, lieu d’accueil pour les moins de 26 ans (qui est aussi Point Information Jeunesse -PIJ, un espace informatique, avec une présence d’assistantes sociales). Elle y fait des permanences depuis un an et demi. Les jeunes filles désinvestissent ce lieu, occupé essentiellement par des jeunes garçons. Elle a donc proposé à l’animatrice de ce lieu d’essayer de constituer un groupe de paroles avec ces jeunes filles.

Un autre groupe se constitue autour de la mobilité. Par ailleurs, les réalisations des jeunes vont être diffusées plus largement (en projetant le film « micro-trottoir » à l’accueil de la Mission Locale, par exemple), permettant une meilleure valorisation de ces supports.

Le travail réalisé dans le cadre du Forum Régional du 19 novembre 2011 doit également être suivi et exploité dans les prochains mois par les services du Conseil Régional.

Par ailleurs, pour la direction, le travail de réflexion et d’échanges effectué dans le cadre de la recherche action collective doit se poursuivre, car il permet d’apprendre des autres. La participation au séminaire national « pour et avec les Jeunes » en décembre 2011 sera une occasion de poursuivre cette collaboration.

Un « compagnonnage » a également démarré avec la Mission Locale Nord Essonne avec une première visite de l’équipe à Reims et des projets communs, notamment autour d’une réflexion sur l’utilisation de Parcours 3 pour valoriser les travaux de la recherche action, et la préparation des 20 et 30^{ième} anniversaires.

INSTITUT BERTRAND SCHWARTZ

Recherche-Action Collective

Agir pour et avec les jeunes sur un territoire

Annexe 5 :

Mission Locale Ardèche Méridionale

Monographie d'évaluation

Anne Le Bissonnais, Idéel, juin 2012

Introduction

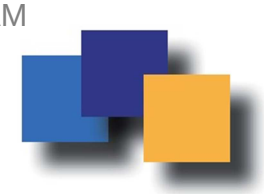
En 2010, la Mission Locale Ardèche Méridionale intègre la recherche-action collective "Agir pour et avec les jeunes sur un territoire", initiée par Bertrand Schwartz et Gérard Sarazin. L'objectif, pour l'équipe de la Mission Locale, était de mener un travail permettant de croiser le regard des jeunes sur les institutions et celui des professionnels vis-à-vis des jeunes. Après une phase d'écoute des jeunes à travers la réalisation d'interviews, il s'agissait dans une deuxième phase d'utiliser l'outil radiophonique comme support pour que les jeunes initient eux-mêmes des actions. La mobilisation des jeunes a été difficile et les résultats de l'expérimentation n'ont pas été à la hauteur des attentes, même si le Festival organisé par la Mission Locale en Mars 2012 à Aubenas a mis en évidence la volonté d'un petit noyau de partenaires de relancer la démarche initiée.

L'objectif de cette monographie d'évaluation est de relater les actions menées sur le territoire, d'apporter un regard extérieur pour contribuer à l'analyse et aux enseignements que l'on peut tirer de cette expérimentation. Le rapport s'appuie essentiellement sur l'exploitation des documents transmis (comptes rendus de réunions, notes) et sur des entretiens réalisés avec les différents acteurs concernés à l'occasion de deux visites de terrain :

Une première visite à la Mission Locale Ardèche Méridionale a été effectuée par Vincent Merle (professeur au CNAM) et Anne Le Bissonnais (consultante) le 24 janvier 2011. Des rencontres ont été organisées avec Enrico Riboni, directeur, et Chrystèle Jamet, chargée de projet, référente de l'action ; Grégory Couvert, animateur de la radio associative info RC, Mustapha Gagou, responsable Maison de Quartier Pont d'Aubenas (Mairie d'Aubenas), Dominique Bazerque, directrice du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) ; Le directeur (Pierre Laulagnet) et deux éducateurs (Ludovic et Mary) de l'Association de Prévention Spécialisée ADSEA.

Une synthèse de la journée a eu lieu en milieu d'après-midi avec Enrico Riboni, Chrystèle Jamet, Dominique Bazerque et Grégory Couvert.

Une deuxième visite a été réalisée le 28 mai 2012 au cours de laquelle des entretiens se sont déroulés avec Chrystèle Jamet et Enrico Riboni de la Mission Locale, Grégory Couvert, Mustapha Gagou, partenaires de l'action, et Nathalie Coquilleau, chargée de projet, Nadine Porte et Murielle Gaudin, conseillères de la Mission Locale.



1. Le contexte

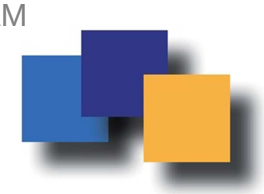
Le territoire de l'Ardèche méridionale, vaste et montagneux, est sans doute l'un des plus pauvres de la Région Rhône Alpes: l'emploi saisonnier y est important, les taux de chômage sont élevés, touchant particulièrement les jeunes et les femmes (60% des chômeurs sont des femmes); les difficultés de mobilité sont importantes même si des initiatives sont prises pour y remédier (mesure du Conseil général pour un tarif unique à 1,80 euros dans les transports; auto-école d'insertion à Aubenas ; points de location de mobylettes).

La Mission Locale Ardèche Méridionale, créée à Aubenas en 1998 (transformation d'une PAIO), couvre 149 communes (14 cantons). Dotée d'une équipe de professionnels de 22 personnes, elle reçoit le public au siège, à Aubenas mais aussi dans 14 lieux d'accueil (dont une antenne à la Maison de la Saisonnalité/Vallon Pont d'Arc et des permanences dans les communes dont une dans le quartier des Oliviers à Aubenas (Espace Combegayre).

1688 jeunes ont été accompagnés en 2011[1], dont 757 pour la première fois. Parmi ces jeunes reçus en premier accueil, 39% résidaient dans la Communauté de Communes d'Aubenas Vals (23 000 habitants). Par ailleurs, 40,3% étaient de niveau IV ou supérieur.

En 2011, 204 jeunes sont entrés en formation (AFPA, GRETA, Maison Familiale et Rurale, AIME - *Agir, Innover, Mobiliser, Essaimer*, INFREP etc.) et 518 jeunes sont entrés en emploi (certains jeunes ayant eu 2 contrats ou plus, les CDI à temps plein ne représentant que 8% du total des entrées).
La Mission Locale collabore avec les partenaires locaux intervenants dans les domaines de l'insertion sociale et professionnelle, et notamment Pôle Emploi, le Centre d'Information et d'orientation (CIO), la Maison d'arrêt, le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP). Elle mène des actions partenariales dans les quartiers, dans le cadre du contrat urbain de solidarité urbaine (CUCS) et organise des ateliers thématiques sur l'alternance.
Elle hébergeait un Point Information Jeunesse (PIJ) proposant un certain nombre d'outils documentaires ainsi qu'un service internet, un « point CV et lettres de motivation » et différentes actions pour les jeunes dans le domaine de la santé, de la culture ou de l'emploi saisonnier. Mi-2012, ce PIJ a déménagé et le local libéré héberge depuis juin 2012 le service Emploi de la Mission Locale.

[1] Voir bilan d'activité 2011, Mission locale Ardèche Méridionale



2. Déroulement de l'expérimentation

Le premier Comité de Pilotage de la recherche action collective a eu lieu à Aubenas en janvier 2010 réunissant une dizaine de partenaires du territoire : Conseil Régional, Conseil Général, Ville d'Aubenas, Centre d'information et d'orientation, l'organisme de formation AIME, Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), CTEF-MDEF. Cette première rencontre a permis de définir l'objectif du projet qui « *a pour but de croiser le regard des jeunes sur les institutions censées leur rendre des services sur le territoire et le regard des professionnels de ces institutions sur les jeunes qu'ils accueillent et/ou accompagnent. De cette confrontation est attendue une dynamique auprès des différents acteurs :*

- ✓ auprès des jeunes : qu'ils prennent part à la vie de la cité ;
- ✓ auprès des professionnels : identifier les leviers d'action au sein de chaque structure et entre les structures, faire évoluer les pratiques ;
- ✓ entre les professionnels, les décideurs et les élus : directement au travers une réelle connaissance des jeunes et de leur réalité, indirectement en accompagnant les jeunes dans la construction de leurs réponses ;
- ✓ auprès des élus et des décideurs : faire évoluer les représentations et les pratiques. »

Pour Enrico Riboni, directeur de la Mission Locale, ce travail devait également contribuer à la construction d'un futur observatoire des jeunes sur le territoire. Pour lui, il est important de « *déplacer le débat* » et d'apporter d'autres données que des chiffres essentiellement axés sur l'emploi. Ces éléments permettront une meilleure appréhension de la situation des jeunes par les élus et donc une meilleure prise en compte dans le cadre de la construction d'une politique jeunesse sur le territoire.

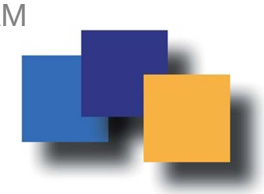
Il s'agissait donc de mener un travail d'une part autour du regard et de la parole des professionnels et d'autre part autour du regard et de la parole des jeunes.

2.1 Une première phase autour de la parole des professionnels

Le groupe de travail « Parole des professionnels » s'est réunie avec :

- la Prévention Spécialisée,
- la Maison de Quartier de Pont d'Aubenas,
- le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Ardèche,
- les Centres Médico-sociaux de Largentière et de Vals les Bains,
- la Mission Locale,
- l'animateur national de la recherche-action.

L'objectif était d'amener les professionnels ayant des missions différentes et complémentaires à s'interroger sur la prise en compte de la parole du jeune, à



analyser le processus d'écoute et d'accompagnement et à être force de proposition dans la construction des politiques jeunesses.

Le travail d'élaboration des grilles d'entretien, de réalisation et d'analyse des entretiens avec les professionnels a été réalisé durant le 1er semestre 2010 ; il a donné lieu à une restitution dans le cadre du Copil d'octobre 2010. et à une synthèse comprenant notamment les éléments suivants :

« De manière générale, il ressort que le partenariat entre les institutions impliquées dans la Recherche Action et qu'on peut qualifier comme intervenant dans le champ social au sens large, fonctionne : connaissance des compétences des autres structures, mise en relation, capacité à mobiliser les structures en fonction des demandes et des urgences.

Mais les relations avec les « grands » services publics (Education nationale, Pôle emploi, Police, Justice) paraissent peu opérantes parce que les intérêts sont parfois contradictoires et les procédures rigides ;
Les acteurs économiques sont peu sensibilisés aux difficultés d'insertion professionnelle que vivent les jeunes »

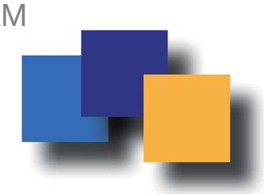
2.2 Une deuxième phase autour de la parole des jeunes

Trois partenaires se sont proposés pour mobiliser et recueillir la parole des jeunes : l'organisme de formation AIME (actions d'orientation et de formation - AOF - destinées à un public très peu qualifié), la Maison de Quartier de Pont d'Aubenas et la Prévention Spécialisée. Il s'agissait au départ de permettre à des jeunes mobilisés d'aller recueillir le témoignage d'autres jeunes. Devant la difficulté à mobiliser des jeunes pour cette action, les structures ont travaillé sur des actions permettant de recueillir directement la parole des jeunes.

L'organisme de formation AIME souhaitait favoriser l'expression d'un groupe de jeunes stagiaires en formation à travers une action de théâtre forum. Cette action n'a pu se mettre en place.

L'équipe de Prévention Spécialisée a tenté de mobiliser 5 jeunes à travers la K'Binamo (sorte de photomaton mobile équipé d'un caméscope et où chacun peut venir témoigner). Le groupe s'est peu à peu délité. Seulement sept témoignages ont pu été enregistrés. Il semble que l'outil de la K'Binamo ait été peu mobilisateur pour les jeunes (« *on se retrouve seul(e) face à soi* »). Les éducateurs nous ont expliqué qu'ils n'avaient pas bien perçu au départ l'intérêt de la recherche-action et que celle-ci n'était pas non plus compréhensible pour les jeunes. *« On avançait à vue ; on ne s'y est pas retrouvé ».*

Les animateurs de la Maison de Quartier Pont d'Aubenas, devant la difficulté de constituer un groupe de jeunes pour interroger d'autres jeunes, ont été eux-mêmes



interviewer des jeunes de Pont d'Aubenas avec l'animateur de Radio Roqua (radio info RC). La grille d'entretien avait été travaillée au préalable avec la référente de la Mission Locale. Une quinzaine d'interviews ont été réalisées (avec le fil directeur du rapport des jeunes aux structures).

Le numéro de juin 2010 du journal de quartier a présenté les premiers témoignages des jeunes interrogés et la Maison de Quartier a inscrit l'expérimentation dans ses actions et a poursuivi le travail d'interviews des jeunes et des micros-trottoirs.

Grégory Couvert, animateur de la radio RC, qui travaille depuis trois ans dans les quartiers, parlait, lors de notre première rencontre en janvier 2011, de *« succès mitigé des actions engagées » ;* même s'ils ont concerné peu de jeunes*, les « micro-trottoirs ont bien fonctionné »* (25 témoignages ont été recueillis entre mars et juin 2010 ; les interviews ont été poursuivis jusqu'en février 2011). Ces premiers témoignages de jeunes ont été exploités et ont fait l'objet d'une émission radio de 20 minutes qui a été présentée au cours du Comté de Pilotage de juin 2011.

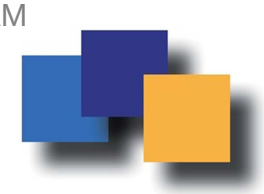
Pour Mustapha Gagou, responsable de la Maison de Quartier Pont d'Aubenas, l'objectif était d'élargir le travail d'entretiens avec les jeunes à l'ensemble des quartiers de la Ville. Selon lui, l'intérêt était de « *faire ressortir la diversité de ce qu'ils ont à dire* ». Et de les accompagner ensuite vers la Mission Locale.

2.3 La difficile mobilisation des jeunes autour des ateliers radio

Un nouveau projet a donc été lancé en janvier 2011 par la Mission Locale, la Maison de Quartier et la radio info RC (située dans le quartier des Oliviers mais intervenant aussi dans le quartier Pont d'Aubenas; financée en 2011 dans le cadre du CUCS). Il s'agissait de former 4 groupes de 4 jeunes par trimestre (comprenant 36 heures d'ateliers) et de les amener à concevoir et à réaliser eux-mêmes une émission radiophonique de A à Z. Avec, pour Grégory, *« trois objectifs complémentaires pour les structures partenaires : pour la Mission Locale, l'action est une opportunité pour recueillir la parole des jeunes ; pour la radio, elle permet de former des jeunes à l'outil radiophonique et de réaliser des émissions intéressantes ; pour la Maison de Quartier, elle donne une opportunité de mobilisation des jeunes ».*
Selon lui, les jeunes connaissent la Mission Locale, « *pour 90% d'entre eux ».* Il est nécessaire que les structures se coordonnent sur les réponses à apporter conjointement. Les émissions permettront de faire remonter les besoins vers les élus et les décideurs.

Des affichettes sont réalisées et une première réunion d'information sur ces ateliers radio devait avoir lieu le 3 février 2011. Seuls deux jeunes ont manifesté leur intérêt pour l'action. La communication devait être relancée à partir du mois de mai 2011 pour essayer de faire redémarrer ces ateliers.

D'autres actions ont été envisagées et notamment avec l'INFREP qui souhaitait d'une part réaliser des entretiens avec les stagiaires en formation permettant de



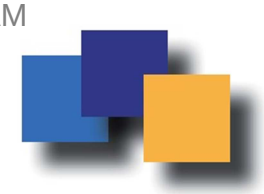
recueillir la parole des jeunes et d'autre part utiliser l'outil radiophonique (avec la radio info RC) dans le cadre du parcours de formation des jeunes stagiaires.

Une réunion du groupe de travail sur la parole des jeunes a eu lieu en début d'été 2001 pour faire le point sur les actions entreprises dans le cadre de l'expérimentation. Chaque partenaire a constaté la « *difficulté à mobiliser les jeunes sur des actions ou des projets collectifs dans son travail quotidien mais le constat a aussi été posé que de nombreux jeunes sont à l'initiative d'expressions, d'actions. Et que ces expressions (souvent d'ordre artistiques) sont peu ou pas valorisées. Il a donc été proposé d'organiser avec des jeunes une journée qui leur sera dédiée. L'objectif étant aussi de coordonner ce qui se fait sur notre territoire, de fédérer*. (Note d'étape de Chrystèle, 7/10/11).
Le groupe, élargie à d'autres partenaires (Services jeunesse et culturel de la ville d'Aubenas), a alors entrepris de travailler à la construction d'une journée/festival « jeunesse ».
Dans ce cadre, la radio Info RC, partenaire privilégié, a proposé d'intégrer des jeunes stagiaires en formation à l'INFREP dans la préparation du festival (réalisation d'interviews en amont etc.).

2.4 L'organisation du Festival Porte Voix en 2012

Organisées par la Mission Locale, les réunions de préparation ont rassemblé les partenaires les plus investis comme la radio RC et la Maison de Quartiers Pont d'Aubenas mais aussi la Prévention Spécialisée, l'organisme de formation AIME et la MJC de Privat. Une scène ouverte était prévue et différents ateliers ont été conçus (radio, slam, graf, vidéo), avec une mobilisation des jeunes en amont : 4 jeunes bénévoles pour les ateliers Radio (avec la réalisation de micro-trottoirs, d'interviews et la préparation de débats), une association de slam et des jeunes grapheurs.
L'apport de Jérémy, notamment, a été très fructueux ; ce jeune suivi à la Mission Locale, arrivé à Aubenas six mois auparavant avec sa mère, avait été hébergé dans un foyer d'urgence. En contrat jeune majeur et très fragile, il avait été intégré dans le CIVIS puis en formation INFREP en février 2012. Stagiaire pendant 15 jours à la Radio RC dans le cadre de cette formation, il s'est investi fortement dans la préparation des ateliers radios, dans la perspective notamment d'intégrer le GRETA pour se former en audio-visuel. Même si son niveau ne sera peut-être pas suffisant pour réussir cette intégration, son travail au sein de l'atelier radio lui a donné de l'assurance ; il participe aujourd'hui à des concours de création musicale, ce qu'il n'aurait pas fait auparavant, selon sa conseillère.

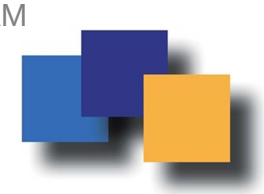
L'événement, intitulé Festival Porte Voix, s'est déroulé le 28 mars 2012 à Aubenas, à partir de 14h.
55 jeunes entre 16 et 25 ans ont participé à la Journée. *« Les ateliers ont bien marché »,* selon Grégory Couvert, notamment les ateliers slam et graf. Les débats et interviews ont donné lieu à 4 heures d'enregistrement : les questions abordées lors de ces débats ont été celles des transports, de la méfiance vis-à-vis des institutions, du manque d'information et du pessimisme des jeunes face à l'avenir. Selon Grégory



Couvert et Moustapha Gagou, ce sont justement ces problèmes qui freinent la mobilisation des jeunes dans les actions menées au cours de l'expérimentation.
Ils notent cependant que, malgré le problème de mobilité qui a été un frein aux déplacements, beaucoup de jeunes de Privat ont été présents toute la journée.
Le FJT d'Aubenas, quant à lui, n'a pas vraiment mobilisé de jeunes pour l'événement et il a été difficile de travailler avec le Centre Social des Oliviers.

La présidente de la Mission Locale, Maire adjointe d'Aubenas, est intervenue lors de l'événement, ainsi que le président de la Communauté de Communes. La presse a couvert le Festival, notamment le Dauphiné et la Tribune. Une délégation de ML Prod, collectif de jeunes reporters de la Mission Locale de Salon de Provence avait également fait le déplacement.

Un bilan « à chaud » a été réalisé avec les partenaires mais le compte rendu n'était pas encore finalisé lors de notre visite à la Mission Locale fin mai.



Festival Porte-Voix
PAROLES DE JEUNES
16-25ans
scène ouverte
slam
graf
radio
vidéo
concert
festivalporte_voix07
porte.voix07@gmail.com
28 mars 2012
de 14h00 à 22h00
centre le bournot
4 boulevard gambetta
aubenas

3. Enseignements et perspectives

Les deux visites à Aubenas ont été trop courtes pour permettre d'analyser de façon approfondie les résultats de l'expérimentation. Certains éléments peuvent cependant être mis en avant. Si la dynamique partenariale sur le territoire a été intéressante dans la première phase de travail autour de la parole des professionnels, en revanche la deuxième phase autour de la parole des jeunes ne s'est pas accompagnée d'actions concrètes avec les jeunes, capables de créer un effet sur le territoire.

Un noyau dur de partenaires autour de la Mission Locale, constitué du responsable de la Maison de Quartier Pont d'Aubenas et de l'animateur de la radio info RC, s'est particulièrement impliqué dans l'expérimentation et dans la mise en place des ateliers radios à partir de février 2011. Mais les jeunes concernés par l'action ont été très peu nombreux ; en conséquence, il est difficile d'identifier les effets de l'expérimentation sur l'image et le fonctionnement de la Mission Locale, et sur le partenariat local. La très faible mobilisation des jeunes autour de ce projet tient sans doute à plusieurs raisons. Selon Enrico Riboni, directeur de la Mission Locale, la difficulté à mobiliser des jeunes sur des actions collectives est liée notamment au contexte du territoire qui est très étendu. Les jeunes ont un sentiment d'isolement. *« Les jeunes se croisent et ne se rencontrent pas ».*Les lieux de mobilisation sont essentiellement, selon lui, les espaces de formation dans lesquels les jeunes stagiaires se retrouvent ensemble.

Selon Moustapha Gagou également, *« les structures sont éclatées géographiquement, la Radio, le Centre Social aux Oliviers etc. Il y a un manque de proximité. A la Maison de Quartiers de Pont d'Aubenas (quartier de 3000 habitants environ), il n'y a pas de permanences Mission Locale, pas d'activités concrètes, pas de public captif. On n'arrive pas à mobiliser les jeunes. On expérimente pour essayer de comprendre. Les choses vont peut être changer d'ici 3 ans car la Maison de Quartier va être transformée en Centre Social et elle aura davantage de moyens financiers »*.

Nadine et Murielle, conseillères, insistent sur le problème de mobilité des jeunes notamment dans le Sud du territoire, les jeunes les plus en difficultés n'ayant pas les moyens de se déplacer ou de se rendre aux ateliers s'ils n'ont pas une compensation financière pour venir.

Un autre facteur qui a rendu difficile la mise en place des actions est sans doute aussi le manque de ressources humaines mises à disposition au sein de la Mission Locale pour développer la recherche action collective ; la référente étant à temps partiel, elle n'avait que peu de temps à consacrer à l'expérimentation. Les conseillers ont été globalement peu mobilisés.
L'investissement de la direction dans la démarche collective de la recherche action nationale a été relativement faible ; la présence aux comités de pilotage nationaux a été irrégulière et les écrits très peu nombreux, rendant difficiles l'analyse partagée

des actions engagées et la recherche en commun de pistes de réorientation.

Par ailleurs, selon Enrico Riboni, le départ de la directrice du CIDF a été « une perte », freinant la dynamique engagée au niveau de la réflexion partenariale sur la parole des jeunes.

Lors de notre visite fin mai, Chrystèle Jamet, référente de la recherche action était dans la perspective de poursuivre l'expérimentation malgré tout, en relançant les ateliers radio et en travaillant sur un *« livret sonore lié à l'emploi »,* avec notamment des interviews auprès des employeurs et des visites d'entreprises, en lien avec l'espace emploi de la Mission Locale ; cet espace permettant de recevoir les jeunes collectivement et de façon informelle, Nathalie, chargée de projet, estimait en effet que « *des actions comme celles-ci pourraient permettre d'attirer des jeunes loin de l'emploi ».*
Le noyau dur de partenaires qui s'est consolidé lors de la préparation du Festival (avec la Maison de quartier Pont d'Aubenas, les éducateurs de Prévention, la radio associative info RC et dans une moindre mesure le Centre Social (quartier des Oliviers)) semble prêt à poursuivre l'expérimentation.

Pour Moustapha Gagou, l'idée du Festival était notamment de décloisonner et de créer un réseau; désormais, il faut, selon lui, repartir sur une autre étape et sur « un plan de mobilisation de jeunes moteurs » permettant d'en toucher d'autres.

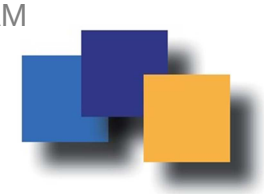
Dans ce cadre, Grégory et lui s'interrogent sur la possibilité de recruter un jeune volontaire en Service civique, dans un contexte où les moyens manquent (la Radio RC n'a pas obtenu en 2012 le financement CUCS qu'elle avait reçue en 2011) et où le Service Civique est peu développé (Unicité Drôme Ardèche, basé à Valence, était cependant présent à la Journée du 28 mars).

Pour s'engager sur une nouvelle phase de la recherche action collective, il semble nécessaire que les instances de la Mission Locale (direction et CA) fassent clairement le choix d'y consacrer du temps et un minimum de moyens humains.

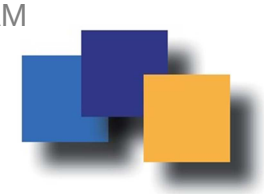
Dans cette perspective, l'implication dans la RAC nationale et dans les échanges avec les autres équipes Missions Locales concernées est importante. On le constate déjà avec la visite de l'équipe effectuée à la Mission Locale de Salon de Provence et la rencontre des conseillers avec les jeunes de ML Prod : *« Au début, je n'avais pas compris les enjeux de la RAC ; je ne comprenais pas à quoi cela servait ; le déclic s'est fait le jour où on a été à Salon. On a vu ML Prod, les réalisations : la RAC devenait concrète »* (Nathalie, chargé de projet).

Murielle, conseillère, a également apprécié cette visite à Salon qui donnait l'image d'une Mission Locale agréable, lieu de rencontres et de création: « *ça m'a donné des envies, pas forcément des idées (…). Je me pose la question des moyens ».*

Pour ces conseillères que nous avons interrogées, un premier objectif serait déjà de faire de la Mission Locale un espace plus ouvert, où les jeunes ne sont pas



« forcément convoqués » mais où ils peuvent se rencontrer et être acteurs.



RECHERCHE-ACTION COLLECTIVE

Octobre 2011

> ECOUTER, DONNER LA PAROLE, FAIRE CONFIANCE

Les jeunes acteurs de l'insertion sur un territoire

Dans une recherche-action collective, telle que nous l'enseigne Bertrand Schwartz par la pratique, il s'agit de construire à la fois une pensée et une action concrète, mais aussi de partager et d'apprendre entre acteurs. Avec la recherche d'un résultat, c'est aussi une manière d'innover, de construire des savoirs, de les transmettre, et de transformer le réel. Tous ces éléments sont intrinsèquement liés dans cette démarche où il faut accepter de modifier ses hypothèses en cours de route et découvrir au fur et à mesure les meilleurs moyens d'agir. Cela ne peut se développer que dans la durée.

Ainsi, notre recherche-action **Agir pour et avec les jeunes** doit, et va, se poursuivre sur un temps long. Affaire de méthode, mais aussi d'ambition, puisqu'il s'agit de faire évoluer les pratiques et les politiques d'insertion. Les constats que nous posions en 2007 au démarrage de ce travail sont en effet d'une actualité brûlante : jamais l'insertion des jeunes n'a été autant en panne, jamais les missions locales n'ont autant douté de ce qu'on les oblige à faire. Que faire, si ce n'est régénérer l'intervention des missions locales et ouvrir de nouveaux chemins pour accompagner les jeunes dans leur action afin qu'ils prennent leur place dans la société ? L'autre alternative serait de consentir définitivement à n'être que des institutions distribuant des dispositifs, de plus en plus normés, bien loin de ce que doit être la « marmite » mission locale : l'écoute, l'adaptation, l'innovation, l'accompagnement global des jeunes vers l'autonomie.

Nous avons commencé par l'écoute des acteurs de terrain, c'est-à-dire les salariés des missions locales. La synthèse que nous avions publiée en 2008 montrait leur profonde insatisfaction face à la transformation en opérateur au service des dispositifs plutôt qu'au service des jeunes. Nous avions dégagé trois axes de travail pour le changement : les conditions du partenariat, la relation jeune/entreprise, et faire écouter ce que vivent les jeunes. Ajoutons que nous proposions aussi une expérimentation globale et générale pour redéfinir radicalement une nouvelle approche territoriale de l'insertion des jeunes. Les conditions n'en sont toujours pas réunies, mais il faudra bien y arriver un jour.

Notre choix a été d'avancer sur la parole des jeunes, et l'on devrait plutôt dire l'absence de parole, en particulier collective. Aider à l'émergence de leur parole nous paraissait le plus prometteur en enseignement et en modification des paradigmes « insertion des jeunes ». Cinq expérimentations territoriales se mirent en place, dont nous avons rendu compte en 2010. Ce travail, exigeant et engageant, reçut le soutien du Haut Commissariat à la Jeunesse, et bénéficie d'une évaluation sous la responsabilité de Vincent Merle.

Ce nouveau document présente les conclusions que nous tirons aujourd'hui de nos actions et réflexions, et les voies que nous voulons défricher. Notre hypothèse centrale, qui devient une conviction, c'est que les jeunes sont une ressource (et pas un problème !) : si on leur donne et laisse prendre une place pour agir, ils sont un formidable levier d'innovation, d'évolution, et d'amélioration des pratiques et des politiques. Rien de « révolutionnaire » dans cette conviction, à part l'hypothèse qu'il s'agit de la priorité… et qu'il faut le faire ! C'est là que commencent les difficultés. Dans une recherche action, quand on formule une hypothèse, on se doit de la mettre en œuvre, puis de l'évaluer, puis de la réexpérimenter avec les enseignements qui en ont été tirés. Ces premiers résultats, nous pensons les avoir : les jeunes ont beaucoup à dire, ils s'approprient les espaces d'initiatives qu'on leur propose, ils peuvent et veulent agir pour que la société leur fasse une place. C'est difficile, sans recette toute prête, mais c'est possible, nous pensons le démontrer.

Cette recherche action évolue également dans son organisation. Le comité de pilotage national actuel rassemble les fondateurs des missions locales, Bertrand Schwartz et Gérard Sarazin, les missions locales volontaires, les évaluateurs, et une organisation syndicale, le Synami-CFDT. Le Synami initia la recherche-action, et réalisa l'essentiel de la première phase « Parole de salariés ». La seconde phase, « Parole de jeunes », est avant tout l'œuvre de cinq missions locales. La troisième phase est déjà ouverte : nous voulons agir avec les jeunes.

La troisième phase est ouverte, nous voulons agir avec les jeunes

Cette dynamique s'élargit. Neuf missions locales sont maintenant engagées et nous avons la chance d'avoir un nouveau cadre d'action : l'institut Bertrand Schwartz. C'est au cœur de l'Institut, avec les présidents, les directeurs, les salariés, les jeunes, et tous les acteurs de l'insertion qui souhaitent s'engager, que se poursuivra et se développera notre travail de construction d'une pensée et d'une action collective pour réussir l'insertion. L'institut sera notre outil et notre maison commune, pour aller plus loin, avec vous, pour et avec les jeunes.

Serge PAPP
président du comité de pilotage

1. Les jeunes ont beaucoup à di

Quand les conditions d'une parole collective sont réunies, les jeunes s'expriment facilement

Chaque fois que les expérimentations ont permis que des jeunes se retrouvent pour dire comment ils vivent leur place dans la société, la parole se formule très vite, avec force et un très large accord entre eux. Avec deux affirmations centrales : on ne nous donne pas notre chance et nous voulons montrer ce dont nous sommes capables. Cependant le diagnostic fait sur les différents territoires montre qu'il y a peu de soutien apporté à une expression collective des jeunes, en dehors de quelques actions très ponctuelles.

Conclusions

> Le cadre presque exclusivement proposé aujourd'hui par les missions locales pour l'expression des jeunes est individuel. Or quand les jeunes envisagent un moyen de s'exprimer il est presque toujours collectif : blog, émission de radio, vidéo, journal, manifestation musicale, « bla-bla déj ». Il est donc nécessaire d'**articuler écoute individuelle et écoute collective**.

> Dans les rapports qu'elles publient, les missions locales parlent de leurs activités, des jeunes qui participent à ces activités, mais finalement peu des jeunes et surtout elles sont rarement le canal par lequel les jeunes eux-mêmes s'expriment. Or leur rôle premier devrait être de **permettre que les jeunes soient entendus par la société**.

> Des élus se sont montrés particulièrement intéressés par les occasions que leur a données la recherche action d'entendre les jeunes s'exprimant collectivement. Ils ont en effet besoin de dialoguer et ne trouvent pas le cadre où ce dialogue est possible : les jeunes ne viennent pas aux réunions publiques et les formes institutionnalisées de « conseils de jeunes » ne fonctionnent pas pour la tranche d'âge qui nous concerne. **Les formes inventées dans la recherche action, à la fois organisées et souples, ouvertes et productives sont donc à développer.**

> Les professionnels qui sur les territoires pratiquent l'écoute et l'accompagnement se connaissent et se concertent à propos de situations individuelles des jeunes. Mais il est beaucoup plus rare qu'ils agissent ensemble pour que cette écoute débouche sur une parole collective des jeunes qui soit entendue par les élus, par tous ceux que rencontrent les jeunes quand ils cherchent à accéder à leur autonomie. Il est urgent de **transformer toutes ces innombrables réunions où on parle des jeunes entre « partenaires »** en occasions de parler ensemble avec les jeunes.

> Dans sa façon de piloter le réseau des missions locales, l'État vise à faire de ce dernier un réseau de vente qui distribue ses produits

action

À AUBENAS :

En Ardèche méridionale, la recherche-action vise simultanément trois objectifs :
des jeunes mobilisés pour mieux vivre leur territoire ;
des professionnels en appui de l'action des jeunes ;
un autre regard des institutions sur les jeunes pour dialoguer et agir ensemble.

Ces objectifs se déclinent aujourd'hui au travers trois actions :
recueillir la parole des jeunes au travers d'entretiens individuels jeunes-professionnels, nous nous sommes fixés de rencontrer une vingtaine de jeunes sur l'ensemble du territoire ; les jeunes interviewés participeront au travail de synthèse afin qu'ils puissent définir la suite à donner à cette synthèse, qu'ils arrivent à prioriser des axes de travail ;
donner la parole des jeunes au travers la réalisation d'une émission radiophonique trimestrielle ; nous souhaitions que cette émission soit réalisée par des jeunes, mais devant la difficulté à les mobiliser la première émission sera réalisée à partir de témoignages de jeunes interviewés par la radio
dresser le portrait des jeunes d'Ardèche Méridionale au travers, dans un premier temps, d'un document décrivant les jeunes accueillis dans nos structures. Une première étape consiste à partir du croisement des données existantes au sein des structures participantes et de l'analyse des entretiens de mettre en avant les données quantitatives et qualitatives dont le territoire a besoin, de recueillir des données manquantes afin d'élaborer le portrait des jeunes d'Ardèche Méridionale

Ce travail se réalise en partenariat avec les structures qui accueillent et/ou accompagnent les jeunes. Il sera rendu visible avec l'ensemble des partenaires et les jeunes lors d'une journée des jeunes en Ardèche méridionale qui est programmée pour le printemps 2012.

re

L'écoute, un chantier permanent

auprès des jeunes : fixation d'objectifs en cascade jusqu'à chaque conseiller-vendeur, mesure quotidienne des résultats, rémunération en fonction des résultats. Or l'insertion n'est pas un produit ; ce ne peut être qu'une action du jeune lui-même. Et si on inversait le mouvement en commençant par écouter ce que les jeunes ont à dire, pour déterminer avec eux ce qu'il convient de faire ? Et si on demandait au réseau des missions locales au lieu de placer de façon descendante la dernière formule miracle de faire remonter ce que les jeunes ont à dire sur ce qui les bloque ? **Et si les responsables de politiques publiques prenaient eux aussi le temps d'écouter ?** ■

Et si on inversait le mouvement en commençant par écouter ce que les jeunes ont à dire, pour déterminer avec eux ce qu'il convient de faire ?

Sur les différents territoires de la recherche action, les professionnels se sont interrogés sur la qualité de l'écoute qu'ils pratiquent. Le bilan de ce diagnostic est contrasté. Certes chacun veut pratiquer une écoute globale, mais un risque est toujours présent : le jeune dit ce qu'il pense que l'institution veut entendre et le professionnel écoute ce qu'il veut entendre pour remplir sa mission.

Conclusions

> Les conseillers qui, dans le cadre de la recherche action, ont eu **des entretiens ouverts** avec des jeunes souvent ailleurs que dans les bureaux ont souligné que les jeunes s'expriment à la fois facilement et largement. Cela a mis en évidence à leurs yeux que l'écoute lors des entretiens professionnels est souvent biaisée par la nécessité d'aboutir à une prescription finale. Il est pourtant nécessaire que tous les entretiens conduits dans la mission locale restent « ouverts ».

> **Le problème ne vient-il pas aussi de la posture du professionnel** qui se rassure lui-même, en étant celui qui apporte la solution ou du moins qui donne le bon conseil même si tout le monde déclare vouloir développer une pratique du conseil qui mette le jeune au centre ?

> Tout jeune du territoire qui a une question, un problème ou un projet sait-il où s'adresser pour être écouté et accompagné ? Les situations varient selon les territoires ; mais les jeunes expriment souvent la demande d'être mieux informés et témoignent d'**un grand scepticisme** quant à la capacité des institutions à les écouter et à leur apporter un réel soutien. ■

À LIBOURNE :

Mission Locale du Libournais
189 avenue Maréchal Foch - 33500 Libourne
05 57 51 71 27 - M.Locale.libourne@wanadoo.fr

La Mission locale du Libournais mène avec l'appui du laboratoire de recherche de l'INETOP-CNAM de Paris une recherche action sur les pratiques d'accompagnement. Cette recherche action comprend notamment une phase, en cours actuellement, où 60 jeunes expriment au cours d'entretiens approfondis leur point de vue argumenté sur leur parcours d'insertion et sur l'accompagnement proposé par la ML du Libournais. Ce point de vue des jeunes permet de réinterroger les pratiques dans un cadre théorique qui distingue deux types de pratiques d'accompagnement :

- une pratique d'expert « Donner des conseils » : le professionnel fait le diagnostic, il est l'expert des solutions, il amène la personne à accepter les solutions préconisées
- une pratique centrée sur l'individu « Tenir conseil » : le professionnel pratique le questionnement qui permet à la personne d'y voir plus clair et de déterminer par elle-même son problème et ses moyens d'action.

À REIMS :

mission locale pour la jeunesse

La Mission locale de Reims a mis en place sur le bassin rémois une démarche qui repose sur 4 axes :

1. un travail d'écoute des jeunes en interne et chez les partenaires locaux de l'insertion sur la question de leur place dans la société

2. un appui au sein de la Mission locale pour tous les Jeunes qui souhaitent développer un projet tourné vers les autres et avec d'autres

3. un travail des conseillers pour permettre la mise en place de petits groupes de jeunes sur des sujets choisis par les jeunes eux-mêmes visant à passer de la parole à l'action

4. une valorisation de la parole et des actions des jeunes dans les instances de la Mission locale et les principales instances locales

L'objectif poursuivi par la Mission locale est de développer de façon pérenne la contribution des jeunes à la vie de la Mission locale et aux améliorations à construire sur le territoire. Environ 500 jeunes devraient être concernés annuellement par la démarche « Agir pour et avec les jeunes sur le bassin de Reims ».

2. Les jeunes s'approprient les espaces d'initiative

Sur les différents territoires, des groupes de jeunes se sont constitués. Ils se fixent eux-mêmes leurs objectifs et leurs modalités de travail, avec l'appui de professionnels jouant le rôle de facilitateur. A Salon de Provence, le groupe bénéficie d'un local dans la mission locale, à Poitiers il se réunit dans les locaux des différents partenaires du projet. Ces groupes ont un caractère durable même si les jeunes y entrent et en sortent en permanence.

> **Les jeunes viennent dans un groupe non pas pour demander une aide mais pour échanger avec d'autres jeunes et agir avec eux**

Pour reprendre les propos d'un jeune : « Ici on ne vient pas la tête basse parce qu'on a un problème et qu'on veut être aidé, mais parce qu'on a quelque chose à faire ensemble ».

Conclusions

> La mission locale est perçue aujourd'hui par les jeunes, par les partenaires et par les élus comme l'institution à laquelle les jeunes peuvent s'adresser s'ils ont besoin d'une aide dans la recherche d'emploi ou d'une formation ou d'une aide financière et très souvent elle se présente elle-même ainsi. Il faut faire évoluer ce positionnement pour que la mission locale soit **le lieu où viennent des jeunes qui veulent en rencontrer d'autres et agir avec eux** pour faire face à leurs problèmes communs ou réaliser ensemble des projets.

> L'accompagnement individuel par un référent est le principal service offert actuellement par les missions locales et les entretiens individuels structurent souvent l'organisation du travail et l'organisation des espaces. Il convient

action

À POITIERS :

Mission Locale d'Insertion du Poitou

En 2010, les D-Battants, « groupe de jeunes qui veut porter la parole des jeunes pour faire bouger les choses en partenariat avec les professionnels... » sont allés au terme de leur première démarche en présentant au Député-maire puis à l'ensemble du Conseil municipal de Poitiers ce que les jeunes ont à dire de ce qu'ils vivent et ce qu'ils voudraient faire changer après avoir écouté plus de 400 jeunes ! Au-delà ils ont souhaité poursuivre leur démarche, ouvrir la possibilité à d'autres jeunes de prendre et porter la parole. En partenariat avec des professionnels – conseillers d'insertion, éducateurs, animateurs – ils vont à la rencontre des jeunes sur le territoire, débattent avec des institutions comme le Conseil Régional et le CESER Poitou-Charentes, demandent aux structures partenaires de formaliser leurs contributions (en temps de travail de professionnels, en locaux, en matériel...). La mission locale met à leur disposition depuis février 2011 une mission de service civique chargée de les appuyer dans leurs travaux et leurs initiatives en lien avec les professionnels. Dans sa communication la mission locale s'affirme désormais « partenaire de tous les jeunes ».

À MAUBEUGE :

RÉUSSIR EN SAMBRE
Générateur d'Avenir

En 2010, le but a été de réunir et d'écouter les jeunes du territoire du Val de Sambre ainsi que les institutions qui les accompagnent, pour voir comment organiser de façon durable une action visant à ce que les jeunes trouvent toute leur place dans la société. Des rencontres ont ainsi été mises en place permettant aux jeunes de s'exprimer ouvertement sur ce qu'ils veulent. Des premières propositions ont été faites par les jeunes eux-mêmes.
Après la réalisation de cette phase d'écoute, la deuxième étape porte en 2011 sur la réalisation par les jeunes d'un plan d'action. Pour le mettre en place, *Réussir en Sambre* accueille deux jeunes en service civique au sein de sa structure. Les missions des jeunes portent sur plusieurs objectifs dont celui de contribuer à une meilleure information en direction des jeunes ainsi que celui de recueillir l'avis du plus grand nombre de jeune du territoire dans leur diversité.
Cette recherche action permettra la construction de la politique territoriale pour la jeunesse voulue par l'Agglomération Maubeuge -Val de Sambre et pilotée par *Réussir en Sambre*.

qu'on leur propose

donc de diversifier l'offre de service pour proposer aussi aux jeunes qui font face aux mêmes situations de chercher ensemble des solutions. Il s'agit, en complément des diverses mesures qui peuvent répondre aux besoins de certains jeunes, de **faciliter l'accès à des réseaux, ouvrir des espaces d'initiatives**.

> Ce qu'on pourrait appeler une « politique de la jeunesse » sur un territoire revient souvent à la somme des différentes actions organisées pour les jeunes. Or ne devrait-elle pas être aussi et même d'abord ce qui est fait pour que les jeunes agissent par eux-mêmes ? Et **les professionnels du territoire peuvent jouer un rôle déterminant** dans ce positionnement délicat à construire, où l'on soutient sans diriger ni se retirer. La recherche action a mis en évidence qu'il y a la fois un savoir faire dans les différentes structures du territoire, une bonne volonté au niveau des professionnels et des directions, mais en même temps une vraie difficulté à mener une action concertée avec les jeunes. C'est aux élus locaux d'exprimer clairement leur volonté d'apporter un appui à l'action collective des jeunes et donner ainsi toute légitimité au réseau des professionnels du territoire pour agir en ce sens.

> Les mesures ne sont pas conçues pour soutenir les initiatives des jeunes, ni les initiatives que peuvent prendre les territoires pour trouver avec les jeunes des solutions aux problèmes d'emploi, de logement ni pour soutenir leurs projets. Il faut donc changer radicalement la donne en confiant à des instances territoriales la responsabilité et les ressources pour **susciter et soutenir des actions de développement local conçues et réalisées par et avec les jeunes**. ■

Dans les groupes se retrouvent des jeunes de tous « niveaux » et cette diversité crée une dynamique

Dans les groupes on trouve une assez grande hétérogénéité des statuts : jeunes en recherche d'emploi, occupant plus ou moins souvent des emplois précaires, stagiaires, jeunes en alternance, en formation, souvent aussi des étudiants, parfois des lycéens, parfois aussi des jeunes sans papiers. Ils se retrouvent parce qu'ils partagent le sentiment de faire face aux mêmes difficultés pour qu'on leur donne leur chance, la même volonté de montrer que contrairement à l'image qu'on donne d'eux, les jeunes ont des choses à dire, des idées, une capacité à faire. Il est vrai que ce sont rarement des jeunes qui ont des soutiens familiaux et relationnels qui leur ouvrent des portes. Quel que soit leur niveau, ils partagent le même sentiment d'isolement dont ils sont heureux de sortir par leur participation au groupe. Il faut également souligner la présence de jeunes handicapés ou de jeunes qui ont des difficultés pour s'exprimer. Non seulement leur intégration dans le groupe n'est pas un problème, mais la participation au groupe où chacun à la parole et est écouté est un facteur d'intégration et de stimulation.

Conclusions

> Même si les jeunes qui viennent aujourd'hui à la mission locale sont de différents niveaux de qualification ou de diplôme, elles conti-

→

À SALON DE PROVENCE :

La Mission locale du Pays salonais lance fin 2009 le projet ML PROD. Des «jeunes reporters» se voient confier la conception et la réalisation de reportages vidéo sur des sujets d'actualité en vue d'une diffusion sur la télé participative locale O²Zone TV. Puis en 2010, les jeunes décident de réaliser des interviews et reportages sur le thème «Jeunes et entreprises, changeons les regards» où les jeunes vont à la rencontre des employeurs sur le mode « parlez-nous de vous ». Un moyen efficace de découvrir l'entreprise et les métiers, de sortir des enjeux et tensions habituels d'une rencontre jeune-entreprise et de placer l'échange sur le plan d'une écoute et d'une reconnaissance mutuelle. Et cela a marché ! A tel point que ML PROD est partie intégrante de l'action de la mission locale et est mobilisée par les conseillers comme moyen de dynamisation du parcours d'insertion professionnelle. Les jeunes sont consultés et participent à la conception et à l'animation de l'action avec les professionnels comme des partenaires. Aujourd'hui, « ML PROD – action jeunes » dispose d'un local au sein de la mission locale et de plages de travail en autonomie. Le 30 juin 2011, une manifestation publique a réuni jeunes, élus, partenaires et entreprises autour de la présentation de plusieurs reportages réalisés par les jeunes. Ce fut l'occasion d'échanges et de débats sur la place des personnes handicapées, les relations entre les petites entreprises locales et les jeunes du territoire, mais aussi sur comment permettre à des jeunes de passer du statut de « consommateurs » de services à celui de « contributeurs » des dispositifs qui les concernent. Un site internet est en préparation. Plus qu'une plateforme de diffusion, les jeunes veulent en faire un vecteur de communication avec les autres jeunes mais aussi avec les partenaires qu'ils souhaitent associer.

nuent d'être perçues et souvent de se présenter comme s'adressant aux jeunes de « faible qualification » ou « les jeunes en difficulté ». Or si l'on veut faire jouer les dynamiques collectives pour que les jeunes contribuent à la recherche des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent, il faut s'appuyer sur la capacité des jeunes de niveaux différents d'échanger entre eux et d'agir ensemble.

> Même si de par leur mission les structures qui écoutent et accompagnent les jeunes sur le territoire ont un « public » répondant à certaines caractéristiques d'âge, de statut, de localisation, même si elles doivent répondre à la demande des financeurs par le suivi de « publics cibles » il faut affirmer clairement que ces différences ne doivent jamais conduire à exclure des jeunes qui se présentent à nous.

> Il est important de **créer des occasions** où ces publics s'expriment et agissent ensemble.

> Beaucoup de mesures répondent à des critères de publics définis selon des critères administratifs (niveau académique, âge, quartier, statut), conduisant d'une part à une gestion bureaucratique et surtout excluant des personnes aux besoins desquelles elles correspondraient parfaitement. Il est pourtant possible de faire confiance aux professionnels, sous le contrôle des représentants locaux de l'État ou de la Région pour un usage intelligent des dispositifs. ■

Les groupes sont l'occasion pour les jeunes de se réguler entre eux

Les échanges, la nécessité d'aboutir à des consensus, font des groupes des lieux d'apprentissage de la démocratie. L'essentiel du travail se fait entre les jeunes eux-mêmes, ce qui ne veut pas dire que le professionnel animateur n'ait pas son rôle à jouer, bien au contraire ; mais il s'agit pour lui moins d'intervenir directement que de permettre que le groupe s'exprime et agisse.

Conclusion

> Le savoir faire dans l'animation de ces groupes n'est pas le même que celui du conseil individuel, même s'il comporte des éléments communs. Il faut donc reconnaître cette composante du métier et **développer les compétences** qui y correspondent. ■

Les groupes sont un excellent vecteur d'insertion

De nombreux exemples ont permis de montrer qu'en participant à l'action d'un groupe, même si celle-ci n'a aucun rapport direct avec le champ professionnel, un jeune voit surgir des opportunités d'insertion professionnelle et est beaucoup mieux à même de les saisir. La confiance, la responsabilité accordées aux jeunes se révèle être des composantes essentielles de leur autonomie.

Conclusion

> La mise en relation sur une offre d'emploi, avec la préparation qui l'accompagne, reste le vecteur principal utilisée par les missions locales pour soutenir les jeunes dans leur accès à l'emploi et l'accès à un contrat de travail, le principal (on peut même dire le seul) indicateur de résultat retenu par les financeurs. Or dans une approche globale, toute participation active à une action collective permet aux jeunes de faire leur place dans la société. Une réelle **diversification des voies d'insertion et d'évaluation** doit être recherchée dans l'action et dans l'évaluation. ■

action

NORD-ESSONNE

Depuis maintenant 10 ans, l'équipe de la Mission Locale Nord Essonne réinvestit avec détermination l'approche globale qui nourrit le sens de notre travail et pose les conditions de la réussite pour ces jeunes que nous accompagnons. Elle s'enrichit chaque année de leurs énergies et prend son sens dans un travail de terrain permettant de faire du « sur mesure » en considérant chaque jeune de façon exclusive porteur de ressources et acteur principal de sa propre réussite.

Depuis 2008, nous avons ouvert le champ des possibles avec eux notamment par l'intermédiaire d'actions collectives. Ce « faire ensemble » jeunes, conseillers, partenaires a porté l'approche globale au cœur des questions de l'accès à l'emploi, de l'intégration dans l'entreprise et de l'autonomie dans les démarches quotidiennes.

Au cours de ces actions collectives, (les Cafés citoyens, Oser l'avenir, Une Chance pour l'Avenir, Club Emploi, Réussir son intégration en entreprise, les Parcours d'orientation professionnelle), nous proposons des espaces de prise de parole et d'interaction entre jeunes et professionnels ; afin de pouvoir ajuster notre action et nos propositions aux réels souhaits et attentes des jeunes de notre territoire.

Mais il faut maintenant aller plus loin. Dans cette dynamique, nous avons décidé de donner la parole aux jeunes à notre assemblée générale le 22 juin dernier. Pour cela, les équipes ont récolté depuis plusieurs semaines leurs réactions à la question « Pour moi la mission locale, c'est quoi » et les réponses ont été affichées en mots libres sur un mur d'expression. Enfin, dix jeunes ont participé à une émission de radio, en direct ce soir-là depuis le lieu de l'assemblée, ce qui a constitué le support du débat sur leur insertion professionnelle et sociale.

3. Les jeunes peuvent aussi agir pour que la société leur fasse une place

Une des hypothèses fortes de la recherche action est que l'insertion des jeunes dépend aussi de la façon dont la société accepte les jeunes. L'action sur le territoire ne vise donc pas seulement les jeunes mais aussi les différents acteurs dont dépend leur accès à l'emploi, au logement, à la santé, à la culture, aux droits. A Salon de Provence, une campagne « Jeunes et entreprises, changeons de regard » est menée. Elle vise à organiser des rencontres entre des groupes de jeunes et des responsables d'entreprise, non pas dans une logique de réponse à des offres d'emploi mais pour que les jeunes comprennent mieux qui sont les chefs d'entreprise, ce qu'ils attendent de ceux et celles qu'ils recrutent et pour que les employeurs comprennent le potentiel de ressources que constitue les jeunes. Et, le cas échéant, remettent en cause certains stéréotypes de part et d'autre.

Conclusions

> Le rôle d'observatoire de la situation des jeunes sur un territoire fait partie des missions de la mission locale, mais il donne lieu à peu de réalisations et tient peu de place dans les exigences mises en avant par les financeurs. Or il ne s'agit pas seulement de fournir quelques statistiques. La recherche action vise à développer une façon beaucoup plus active de remplir cette mission en y associant les jeunes eux-mêmes. Il s'agit de voir comment sur le territoire se pose le problème de la mobilité pour les jeunes, celui de la sécurité, de l'accès à la maîtrise de sa santé, pour ne pas en rester au seul domaine de l'emploi et de la formation. Et il ne s'agit pas seulement de produire des études, mais de mener une action qui permet à la fois aux jeunes de s'exprimer sur le sujet et aux responsables des politiques menées dans les différents domaines de les entendre. C'est aussi, et même d'abord, sur cette **capacité à organiser ce type d'échanges** que les missions locales devraient être jaugées.

il ne s'agit pas seulement de produire des études, mais de mener une action qui permet aux jeunes de s'exprimer et aux responsables de les entendre.

> Au-delà de l'observation, quelle action pour que les situations mises en évidence changent ? A Reims, on cherche des solutions de garde pour les jeunes femmes élevant seules leur enfant avec des revenus limités et aléatoires.

ROCHEFORT-MARENNES-OLÉRON

Depuis plusieurs années nous créons des occasions pour que les jeunes s'expriment et agissent sur des sujets : Citoyenneté, 2007-2008 ; Qualité des services rendus par la Mission locale et attendus par les jeunes, 2009 ; Discrimination, septembre 2011.

Nous distinguons deux registres-étapes complémentaires :

1. Un rôle d'Observatoire dont l'objectif est de produire de la connaissance (diagnostic) sur un sujet en recueillant les paroles des jeunes. Nous utilisons aussi cette connaissance dans notre manière de travailler « autrement » l'insertion avec des jeunes.

2. Dans un cadre d'intervention repensé, des jeunes volontaires s'engagent plusieurs mois dans une tâche mobilisatrice (Elaborer 12 propositions citoyennes et échanger avec des élus ; Elaborer 20 propositions de changement et les présenter lors de l'AG de la Mission locale). Notre objectif est de les aider à (re)construire du sens avec l'insertion. Pour y arriver, nous les mettons en situation dans un espace collectif d'initiative, d'autonomie, de négociation, de rêve, d'évaluation, de liberté, de respect et d'égalité avec les professionnels de la Mission locale.

Yann Godefroy, Responsable de secteur, fait partager son expérience dans un ouvrage paru en juin 2011, aux éditions Edilivre et intitulé « Piloter un projet d'insertion ». Il y montre, méthode à l'appui, que tout professionnel peut réussir à faire ce travail novateur sans s'épuiser et sans abandonner.
Contact : yann.godefroy@miloc-rmo.com

Et il ne s'agit pas d'inventer en chambre un nouveau dispositif, mais de faire se rencontrer des jeunes femmes concernées, des responsables d'institutions et d'associations intervenant sur le sujet, des élus et d'**innover dans des solutions où les jeunes femmes elles-mêmes agissent**. De telles actions devraient figurer au premier plan des objectifs d'une mission locale et des attentes des financeurs à leur égard.

> On voit dans les deux exemples cités que la mission locale ne peut en aucun cas agir seule sur des objectifs visant à faire évoluer les conditions dans lesquelles les jeunes prennent leur place dans la société. Dans ce cas, le fameux partenariat n'est pas une figure obligée pour un affichage politiquement correct mais la condition même de l'action. **Moins de réunions et plus d'actions communes**, non pas seulement pour échanger sur la situation individuelle de quelques jeunes mais pour rendre un territoire plus accueillant pour les jeunes. Mesdames et messieurs les élus locaux n'est-ce pas votre rôle d'animer ce travail commun ? Soyez exigeants sur cet objectif, en prise directe avec la vie du territoire, au moins autant et même davantage que le sont les représentants de l'État pour obtenir des chiffres montrant que leurs dispositifs marchent ! ■

action

À VICHY :

En 2009, la Mission Locale Espace Jeunes de Vichy et sa Région fêtait ses 10 ans de transformation de la PAIO en Mission Locale.
Nous avons donc souhaité marquer cet événement par une manifestation mettant à l'honneur les jeunes.
Nous avons organisé, le 17 juin 2009, un concert sur la place de la Mairie de Vichy, située devant la Mission Locale et devant la Mairie ce qui n'était pas anodin pour les jeunes. Cela faisait 35 ans qu'il n'y avait pas eu de podium monté sur cette place !
Six groupes constitués d'au moins un jeune suivi à la Mission Locale se sont présentés et, nous les avons tous retenus.
Le jour du concert, ils avaient 20 minutes pour s'exprimer, soit par le chant, soit par la musique. À chaque interlude, nous avons aussi donné la parole à d'autres jeunes en faisant témoigner des personnes qui ont bénéficié d'un accompagnement ou d'actions spécifiques comme le parrainage, la formation, des stages en entreprise, et qui depuis avaient trouvé un emploi ou une voix !
Les jeunes ont vraiment pris part à l'organisation, nous aidant à promouvoir la journée auprès d'autres jeunes et à maintenir l'ordre. Aucun débordement n'a eu lieu sur toute la journée alors que l'enjeu était important : nous étions sous les fenêtres du maire...
De nombreux visiteurs nous ont rejoints tout au long de cette journée et ont pu se rendre compte des capacités incroyables que les jeunes peuvent développer.
Fort de cette expérience nous essayons maintenant d'associer systématiquement des jeunes à nos manifestations. Prochaine manifestation de grande ampleur en 2012 pour les 30 ans de notre association !

Nous invitons toutes les missions locales qui partagent nos questionnements et veulent chercher ensemble les façons d'y répondre à se joindre à nous.

Nous sommes convaincus par notre pratique qu'en écoutant les jeunes et en agissant avec eux on peut ouvrir les portes de l'emploi et de l'autonomie qui sont aujourd'hui fermées

Contactez une des missions locales participantes ou
> la chargée de mission de l'Institut Bertrand Schwartz : **Claire FABRE** cfabre.unml@orange.fr
> l'animateur national de la recherche action : **Michel TISSIER** 06 43 32 29 83 tissier_parlehaut@orange.fr

La recherche-action **Agir pour et avec les jeunes** est une démarche menée par les missions locales de Aubenas, Nord-Essonne, Libourne, Poitiers, Maubeuge, Reims, Rochefort, Salon de Provence, Vichy, avec leurs partenaires locaux, et par Bertrand Schwartz, Gérard Sarazin et le Synami-CFDT. Avec le soutien du Haut commissariat à la Jeunesse

Réalisation-impression SCUP - Paris 13

RECHERCHE-ACTION COLLECTIVE

Avril 2008 : Paroles de salariés Bilan de la phase d'écoute

> MAI 2010 : ON CONTINUE !

Agir pour et avec les jeunes sur un territoire

En 2007, le Synami CFDT, Bertrand Schwartz et Gérard Sarazin et 4 missions locales ont engagé une recherche-action s'appuyant sur la parole des salariés des missions locales. Il s'agissait d'y voir plus clair dans le sentiment de malaise quant aux conditions d'exercice du métier et de rechercher les fondements permettant de redonner sens au travail.

En 2008, un bilan de cette phase d'écoute a été diffusé dans le réseau et présenté aux responsables des politiques d'insertion des jeunes dans un document de 4 pages intitulé Missions locales ; écouter pour agir. Ce document met en évidence les limites de dispositifs d'insertion fondés sur la seule mise en œuvre de mesures. Les jeunes sont les grands absents des politiques qui les concernent. Leur parole est peu entendue individuellement et ne l'est pas du tout collectivement. Les opérateurs sont essentiellement des dispensateurs de mesures.

En 2009, les constats tirés de la recherche action et les propositions qu'elle a formulées pour travailler autrement ont contribué à inspirer le Manifeste pour une politique ambitieuse pour la jeunesse.

La mission locale d'insertion du Poitou a engagé une recherche expérimentation locale avec des partenaires (Centres sociaux, Foyers de jeunes travailleurs, Clubs de prévention, CRIJ, Services Jeunesse de la Ville) pour analyser et améliorer l'écoute des jeunes sur l'agglomération et pour permettre qu'une parole des jeunes soit recueillie par des jeunes eux-mêmes et qu'elle soit portée auprès des décideurs.

Un accord a été passé avec le Haut-commissariat pour la Jeunesse afin de poursuivre la démarche engagée sur Poitiers et l'étendre à quatre autres territoires avec les missions locales de Salon de Provence, Aubenas, Maubeuge et Reims. Une animation nationale et une évaluation conduite par Vincent Merle, professeur au CNAM permettront de dégager les enseignements de ces expérimentations locales pour la conduite des politiques de la jeunesse. Comme dans toute recherche action, nous partons de ce qui nous paraît insupportable dans les situations que nous vivons et formulons des hypothèses sur ce qui pourrait les transformer. Ces hypothèses, nous les mettons en pratique, nous analysons collectivement les effets produits pour les faire évoluer.

Voici donc où nous en sommes.

>

une démarche menée par les missions locales de Poitiers, Maubeuge, Reims, Salon de Provence, et Aubenas, avec leurs partenaires locaux, et par Bertrand Schwartz, Gérard Sarazin et le Synami-CFDT.
Avec le soutien du Haut commissariat à la Jeunesse

cfdt des choix, des actes Synami

Mission Locale d'Insertion du Poitou

Mission Locale Sambre-Avesnois

mission locale pour la jeunesse

Ardèche Méridionale Mission Locale

ML pays salonais mission Locale

Ce que nous voulons changer

1. L'absence de confiance dans les capacités des jeunes

2. Les propos tenus sur les jeunes sans même les avoir écoutés ni leur avoir donné la parole.

3. La transformation des missions locales et des opérateurs locaux en guichet de promotion des dernières mesures des plans gouvernementaux qui se succèdent et en simples exécutants du Service public de l'emploi, leur évaluation se limitant à ce seul aspect.

OBJECTIFS

À AUBENAS :

« Des institutions en appui de l'action des jeunes sur le territoire »

Le projet a pour but de croiser le regard des jeunes sur les institutions censées leur rendre des services sur le territoire et le regard des professionnels de ces institutions sur les jeunes qu'ils accueillent et/ou accompagnent. De cette confrontation est attendue une dynamique auprès des différents acteurs :

- auprès des jeunes : qu'ils prennent part à la vie de la cité ;
- auprès des professionnels : identifier les leviers d'action au sein de chaque structure et entre les structures, faire évoluer les pratiques ;
- entre les professionnels, les décideurs et les élus : directement au travers une réelle connaissance des jeunes et de leur réalité, indirectement en accompagnant les jeunes dans la construction de leurs réponses ;
- auprès des élus et des décideurs : faire évoluer les représentations et les pratiques.

Les hypothèses communes *sur la base desquelles nous menons notre recherche-action*

1. Les problèmes que vivent les jeunes ne tiennent pas d'abord à eux-mêmes, mais aux obstacles qu'ils rencontrent pour prendre leur place dans notre société.

Ce sont les relations entre les jeunes et la société qu'il s'agit de faire évoluer. L'emploi leur est difficilement accessible. Ils sont l'objet de diverses sortes de discriminations. On leur demande de l'expérience en sous-estimant (ou redoutant) la nouveauté qu'ils peuvent apporter. Ils sont perçus comme peu fiables ou ayant des rapports difficiles avec leurs chefs. On leur demande de faire preuve de mobilité sans leur offrir des moyens de transport adaptés. Les exigences de revenus posées pour bénéficier d'un logement le leur rendent difficilement accessible. L'assimilation entre jeunes des banlieues et insécurité conduit à des rapports de plus en plus difficiles avec la police ou la justice et amplifie les représentations négatives.

Toutes les expérimentations visent à identifier les conditions pour que le regard de la société sur les jeunes et le regard des jeunes sur la société évoluent. Ce que chacun dit sur les autres est écouté, puis est restitué. Quelquefois, c'est un film ou un journal qui est le médiateur de cet échange. Les « séminaires », réunions de travail, séances de débats tiennent une place essentielle. C'est à ces occasions que les étapes suivantes de la recherche-action sont définies.

Dans toutes les expérimentations, les jeunes visés sont tous ceux qui aspirent à être reconnus et à prendre leur autonomie et n'y sont pas encore parvenus. Ils ont des âges et des niveaux de formation

différents. Ils sont le plus souvent à la recherche d'un emploi (ou d'un meilleur emploi), en passant pour cela parfois par une formation. Leurs ressources financières sont généralement insuffisantes pour répondre à leurs besoins, notamment de logement et de mobilité.

Dans les expérimentations, l'évaluation vise à observer en permanence ce qui change dans la façon dont les chefs d'entreprise, les professionnels de l'orientation, les enseignants, les conseillers en emploi, les bailleurs... voient les jeunes et se comportent avec eux – et réciproquement.

Ainsi le terme « insertion » devrait cesser de viser une catégorie particulière caractérisée par des manques, des handicaps, mais désigner le processus effectivement de plus en plus long et de plus en plus complexe par lequel passent tous les jeunes pour s'intégrer dans la société. Et pour réussir ce passage, il s'agit que les professionnels du territoire qui travaillent avec les jeunes leur offrent la possibilité d'être écoutés et accompagnés, car le seul appui de la famille et des amis ne suffit pas à la majorité d'entre eux pour faire leur chemin. Et le résultat à mesurer, c'est celui du degré d'intégration des jeunes dans la société sur le territoire, intégration dans l'emploi certes, mais aussi dans l'exercice de leurs droits et devoirs de citoyens.

Ainsi la mission locale et, avec elle, tous les professionnels du territoire qui pratiquent l'écoute des jeunes et les accompagnent devraient en permanence être capables de faire connaître et comprendre ce que vivent les jeunes à tous les professionnels qui sont en contact avec eux et d'une façon plus large à la société tout entière. Notre hypothèse est que la mission locale peut être cet espace légitime pour animer cette expertise collective, et développer la capacité de la société à comprendre sa jeunesse et la capacité de la jeunesse à prendre sa place dans la société. ■

2. Les jeunes ne sont pas un problème mais une ressource.

Ce slogan est très souvent cité, mais inspire très peu l'action. Rares sont les lieux où c'est avec eux que sont analysés les problèmes qu'ils rencontrent et inventées les réponses censées apporter des solutions à ces problèmes. Rares sont les dispositifs qui leur font une place.

Notre conviction est que, dès lors qu'ils sont écoutés, les jeunes sont porteurs de leurs propres solutions, individuellement et collectivement.

> Toutes les expérimentations visent à mettre les jeunes en situation d'imaginer, de mettre en œuvre et d'évaluer les actions entreprises.

> Toutes les expérimentations visent à développer la capacité des professionnels à pratiquer une écoute qui favorise cette mise en situation des jeunes et leur accompagnement.

> Dans les expérimentations, l'évaluation vise à observer en permanence en quoi et comment cette place faite aux jeunes fait évoluer les pratiques quotidiennes

Ainsi faudrait-il que le rôle central des jeunes ne soit pas limité à des actions ponctuelles, même ayant un caractère exemplaire, mais entraîne un changement de la manière de concevoir le pilotage des actions et l'organisation des institutions qui l'assure. Comment donner un caractère structurel à l'implication des jeunes dans les actions est une des questions majeures que nous nous posons dans la recherche action, à laquelle nous n'avons pas bien sûr de réponse a priori. La mission locale de Salon de Provence notamment, qui a mené à bien ces dernières années des actions où des jeunes ont été fortement impliqués mais qui n'ont pas eu d'impact durable sur la façon de travailler avec les jeunes, s'impliquera dans ce volet de la recherche action.

Notre conviction est que, dès lors qu'ils sont écoutés, les jeunes sont porteurs de leurs propres solutions, individuellement et collectivement.

Un des enjeux est notamment que la mission locale et les autres institutions en relation avec des jeunes ne soient pas seulement des lieux organisés pour recevoir les jeunes, mais aussi pour qu'ils s'organisent eux-mêmes, avec tout ce que cela implique dans leur aménagement, leurs équipements, leurs horaires d'ouverture, leur budget. La mission locale de Maubeuge a sur ce plan une expérience de plusieurs années mais qui n'a pas survécu quand le poste d'animation sur lequel s'appuyait ce fonctionnement a été supprimé. Or il faudrait pouvoir donner un caractère pérenne à cette participation des jeunes, qui ne soit pas lié à un financement spécifique.

Une des questions que nous nous posons porte sur l'équilibre à trouver entre l'action des professionnels et celle des jeunes, entre ne rien faire et faire à leur place. Tenir cette ligne de crête nécessite d'abord d'en parler et d'y réfléchir en permanence avec eux. ■

→

OBJECTIFS

À MAUBEUGE :

« Paroles de jeunes : Les jeunes, force du territoire »

Le territoire de Sambre Avesnois a mené au cours des dernières années plusieurs actions visant à donner la parole aux jeunes sur leurs problèmes et leurs attentes et à favoriser la réalisation de leurs projets. Le but de la recherche action est de réunir les institutions du territoire qui accompagnent les jeunes et des groupes de jeunes intervenant dans le champ de la culture, de la citoyenneté, de la solidarité internationale pour voir comment organiser de façon durable une action concertée visant à ce que les jeunes trouvent toute leur place dans la société et contribuent au développement du territoire.

À REIMS :

« À la recherche des jeunes perdus »

Le projet a pour but de comprendre pourquoi un certain nombre de jeunes ne parviennent pas jusqu'à la Mission locale (ou ses permanences dans les quartiers d'habitat social urbain) ni plus généralement ne fréquentent les institutions censées leur rendre des services sur le territoire en matière d'emploi, de logement, d'accès aux droits sociaux, de loisirs, de citoyenneté.

OBJECTIFS

À POITIERS :

Mission Locale d'Insertion du Poitou

« Porter la parole des jeunes »

Le projet a pour but de créer durablement à l'échelle du territoire de l'agglomération de Poitiers les conditions pour que la parole des jeunes sur ce qu'ils vivent soit entendue et prise en compte. Dans une première phase, les professionnels de diverses institutions au service des jeunes, ont analysé comment ils prennent en compte la parole des jeunes. Puis, un groupe de jeunes s'est constitué et a pris les affaires en main, en allant recueillir la parole de nombreux jeunes à travers un questionnaire qu'ils ont construit eux mêmes. Ce groupe se nomme les D-Battants (battant pour se battre et débattre). À ce jour les D-Battants ont dépouillé tous leurs questionnaires et se préparent à rencontrer d'autres jeunes, des partenaires et enfin des élus pour leur faire part de leur synthèse et travailler avec eux la suite des propositions. Une troisième phase devrait permettre de voir comment articuler durablement dans le temps le travail des professionnels avec la démarche conduite par les jeunes.

À SALON DE PROVENCE :

ML pays salonais mission Locale

« Jeunes et entreprises : changeons les regards »

Ce projet partenarial de territoire a pour but de rendre compte des représentations et freins existants dans les processus d'orientation et d'insertion des jeunes vers un métier : Celles des jeunes sur les métiers et les entreprises, celles des entreprises et des salariés sur les jeunes, celles des acteurs de l'orientation et de l'insertion, celles des parents, des amis mais aussi des copains qui contribuent à la « vision du monde » des jeunes.
Le projet s'appuie sur la participation de l'ensemble des acteurs du territoire (économie, emploi, social, éducation, orientation, institutions et collectivités...), et sur l'implication des jeunes avec enquêtes et reportages audiovisuels comme support d'information mais aussi de débat pour faire évoluer les représentations et émerger des propositions.

3. Pour que les jeunes prennent leur place dans la société, il faut que travaillent ensemble sur un territoire tous les professionnels qui ont mission de les accompagner.

L'action de la mission locale ce n'est pas seulement ce qu'elle fait elle-même, mais aussi ce qu'elle fait avec d'autres. Son savoir faire est de contribuer à mettre les autres en mouvement ; aider à ce qu'ils agissent ensemble.

> Toutes les expérimentations sont faites avec plusieurs acteurs du territoire. Les institutions se retrouvent au niveau du comité de pilotage et les professionnels de ces institutions au niveau opérationnel

> Dans les expérimentations, l'évaluation vise à observer en permanence en quoi et comment se manifeste une évolution du caractère productif des partenariats.
Ainsi il faudrait que sur un territoire les institutions qui travaillent avec des jeunes débattent ensemble de ce qu'elles font ensemble pour et avec les jeunes. C'est un des rôles que doit jouer la mission locale, notamment par son conseil d'administration.

Ainsi tous les professionnels du territoire qui travaillent avec des jeunes devraient se considérer comme participant à une mission commune, parce qu'ils partagent une même culture de l'écoute et de l'accompagnement, parce qu'ils mènent des actions ensemble, parce qu'ils connaissent et utilisent les complémentarités de chacun dans leur savoir faire avec les jeunes. C'est un des rôles que doit jouer la mission locale de renforcer cette collaboration entre professionnels
Ainsi les moyens dont disposent les différents acteurs, notamment publics ou intervenant sur fonds publics, devraient pouvoir être mis en commun pour mener ensemble une politique territoriale d'accompagnement des jeunes dans leur insertion. Cette constitution d'une enveloppe commune sur un territoire va à l'encontre de la logique actuelle des administrations où chaque acteur local ne rend compte qu'à sa ligne hiérarchique descendant du centre vers le niveau local. Nous considérons au contraire que chaque responsable local d'un service public devrait être en capacité de remplir ses missions en se coordonnant avec les autres acteurs du territoire et être évalué à cette aune. ■

Dans les prochains mois nous vous rendrons compte des leçons tirées des expérimentations.

Toutes les missions locales avec leurs partenaires sur les territoires qui partagent nos refus, nos hypothèses et nos ambitions sont invitées à faire connaître ce qu'elles ont fait et à développer des pratiques qui permettent d'avancer pour (re)trouver les fondements d'une politique de la jeunesse.

Car même s'il s'agit de redonner du sens au travail des missions locales et de tous les professionnels intervenant auprès des jeunes, notre ambition vise d'abord les jeunes eux-mêmes.

Il n'est pas fatal que tant de jeunes passent par des années de galère.
Nous pouvons faire mieux
Montrons-le par l'action

Contacts : agir.pour.et.avec.les.jeunes@yahoo.fr
Michel TISSIER, animateur national de la recherche action : 06 43 32 29 83

Réalisation-impression SCUP - Paris 13

MISSIONS LOCALES

> ÉCOUTER POUR AGIR

Paroles de salariés
Recherche-action collective

Avril 2008 Bilan de la phase d'écoute

Bertrand Schwartz
Gérard Sarazin

La recherche-action est née d'une rencontre entre trois acteurs :

Le Synami-CFDT, première organisation syndicale du réseau, attaché non seulement aux conditions d'exercice du travail mais aussi au sens qu'on lui confère, a toujours soutenu "le projet" Missions locales et souhaite favoriser les évolutions de cet outil de lutte pour l'insertion.

Bertrand Schwartz et son complice de toujours, **Gérard Sarazin**, tous deux toujours aussi préoccupés par un présent qu'il convient d'apprécier dans sa vérité nue (qu'elle nous plaise ou pas) et toujours convaincus que c'est l'écoute qui permet d'agir et de changer le futur.

Quatre missions locales désireuses de participer au projet (Mission locale du Chinonais, Mission locale du Médoc, Mission locale d'insertion du Poitou, Mission locale de St Quentin en Yvelines et des environs).

Il s'agissait pour eux d'abord d'y voir plus clair sur le sentiment de malaise sourd qui depuis plusieurs années remontait de partout : multiples témoignages, évocations nombreuses de l'intensification du travail, méconnaissance générale de l'action des structures, souffrances autour des organisations du travail, impressions d'instrumentalisation et de perte des valeurs originelles. Il s'agissait aussi d'engager un mouvement pour dépasser ce malaise en identifiant ce qui donne sens au travail des missions locales dans le contexte actuel de l'insertion et en affirmant les principes d'action qui fondent ce sens. Avec la conviction que c'est ainsi qu'elles sont utiles.

Pour construire cette réflexion, près de 300 salariés ont été rencontrés, en individuel ou en collectif, cinq réunions régionales (Paris, Poitiers, Lille, Lyon, Rennes) ont été animées. Partout les personnels des missions se sont impliqués, ont participé avec beaucoup d'ardeur et se sont beaucoup exprimés autour d'une question centrale : « Qu'est-ce qu'il faut changer dans les missions locales aujourd'hui ? ». Les interviews de quelques administrateurs et la rencontre de jeunes (Trappes, Clichy), ont permis d'affiner certains points.

C'est l'état des travaux et les pistes de réflexions et d'évolutions que vous trouverez dans ces pages. Les promoteurs de l'action reviennent aujourd'hui vers tous ceux qui ont participé à la recherche action et plus largement vers le réseau en disant : « Voilà ce qu'on a entendu, voilà donc quelques propositions pour redonner du sens à notre travail. ».

C'est maintenant une phase plus concrète qui commence avec la mise en place d'expérimentations avec les Missions locales partenaires sur la base d'une volonté commune de passer de l'écoute à l'action ; du dire au faire ; pour aller plus loin…

1. Une insertion sociale et professionnelle de plus en plus difficile pour les jeunes des missions locales

La relative amélioration de la situation de l'emploi des jeunes ne suffit pas à rendre moins aigus les problèmes d'insertion.
D'abord parce que le passage par des emplois précaires et des stages détournés de leur objet est devenu quasiment la règle et que les discriminations à l'embauche visant les jeunes issus de l'immigration et des quartiers en relégation restent fortes.
Ensuite parce que l'échec scolaire ne recule pas, surtout si l'on prend en compte la dépréciation de beaucoup de diplômes sur le marché du travail, y compris au niveau de l'enseignement supérieur.
Enfin parce que les facteurs déterminant l'insertion sociale et professionnelle se complexifient : marché immobilier qui rend très difficile l'accès des jeunes à un logement autonome, souffrance psychologique, désocialisation, absence de perspectives, impréparation pour affronter la complexité de la réalité sociale actuelle.
Les jeunes réclament une place dans la société sans savoir comment y accéder par le recours à leurs droits de citoyens. Les mouvements de jeunesse, très affaiblis, ne leur apparaissent plus comme une voie pour changer leur vie.
Ajoutons que le tableau ainsi dressé par les conseillers sur la situation des jeunes qu'ils rencontrent est lui-même marqué par l'absence de leur côté aussi d'une analyse et de perspectives collectives. ■

À RETENIR

- **Le cloisonnement qui est de règle dans les institutions spécialisées** rencontre ses limites quand le problème à résoudre est complexe. Se limiter notamment au seul champ de l'emploi peut conduire à ne pas avancer, y compris sur l'emploi.
- **L'insertion sociale et professionnelle** est un problème complexe sur lequel on ne peut agir qu'en prenant en compte les interactions entre les différents facteurs qui facilitent ou freinent sa résolution. L'accès à l'emploi, notamment s'il est durable, nécessite souvent d'agir simultanément sur le logement, la santé, la culture, la citoyenneté.

2. L'écoute globale, une pratique fondamentale et un chantier permanent

La capacité d'écoute de chaque jeune en prenant en compte la globalité de sa situation est un des principes fondamentaux des missions locales. Il s'agit de permettre au jeune d'exprimer et d'analyser ce qu'il ressent sur ce qu'il vit concrètement pour qu'il dégage lui-même les voies qui lui permettront d'avancer. C'est un axe déterminant du professionnalisme des conseillers, auquel ils sont particulièrement attachés.
La mise en œuvre de cette capacité d'écoute globale est aujourd'hui mise à mal par l'impératif fait aux conseillers de faire un diagnostic sommaire et de se précipiter vers la prescription d'une entrée dans un des dispositifs des politiques publiques. ■

À RETENIR

- **L'écoute globale est à la base de la démarche des missions locales vis-à-vis des jeunes.** Comme le dit Bertrand Schwartz : « Écouter, ce n'est pas poser ses propres questions ni chercher l'accord de l'autre avec ses analyses et ses propositions. C'est chercher à entendre sans a priori ce que l'autre a du mal à dire et surtout à lui faire prendre conscience de sa propre pensée. » D'où l'importance de partir de la situation réelle vécue par le jeune, dans toutes ses dimensions.
Le temps passé à laisser le jeune interpréter son propre discours permet ensuite l'adhésion aux actions mises en œuvre. La productivité à court terme peut être contreproductive à moyen et long terme. Ce n'est pas le principe même de l'existence de divers dispositifs qui est en cause, mais la pression exercée pour aller très vite à des solutions toutes faites à des problèmes que le premier intéressé n'a même pas eu le temps de bien poser.

3. Les jeunes eux-mêmes, grands absents des politiques d'insertion

Dans les dispositifs d'insertion, et les missions locales n'échappent pas à cette caractéristique, les publics concernés ne sont pas associés à la construction des réponses et n'ont pas les moyens de participer aux décisions qui les concernent.
Les jeunes interrogés sont critiques, y compris vis-à-vis des missions locales : « A la mission locale, ils croient savoir tout de nous, alors qu'ils sont derrière leur bureau ». Collectivement, les jeunes ne sont pas organisés pour porter leur propre parole quant à leur situation, aux dispositifs dans lesquels ils sont incités à entrer, aux actions à conduire.
On relève peu d'exemples de missions locales ayant mis en place des formes de démocratie participative, comme des conseils de jeunes ou des groupes de travail avec des jeunes.
La formule souvent répétée « Rien ne se fera sans les jeunes » reste très incantatoire et sans effet pratique.
De ce fait, les missions locales ne sont guère un lieu de production d'une parole structurée sur la situation des jeunes. Les statistiques issues des outils informatiques ne sont pas nourries de l'analyse de l'expérience des jeunes telle qu'eux-mêmes la formulent et que les conseillers l'entendent. Aux niveaux régional et national, le réseau est muet. ■

À RETENIR

- **Il y a urgence** à trouver les modalités pour que la parole des jeunes soit exprimée et entendue, notamment sur ce qu'ils pensent des services rendus par la mission locale et sur la qualité de son fonctionnement.
- **Il est important de sortir des murs**, d'aller vers les jeunes là où ils vivent.
- **Le réseau lui-même doit s'organiser** pour être porteur d'une analyse collective structurée et spécifique, nourrie par l'expérience des jeunes et des conseillers.

4. Les objectifs des divers dispositifs ne permettent pas d'accompagner les jeunes pour qu'ils soient eux-mêmes acteurs de leur insertion

Des dispositifs inadaptés et cloisonnés

L'offre de formation reste dominée par des formations « catalogue » stéréotypées, y compris les formations d'insertion. Les montages financiers des formations sont très complexes et les délais d'attente souvent décourageants.

Les formations en alternance restent organisées sur le modèle de la juxtaposition, sans grande cohérence entre mise en pratique dans l'entreprise et apprentissages en centre de formation. Elles ne placent pas l'activité apprenante des jeunes au cœur de la démarche associant tuteur en entreprise et formateur en centre.

De moins en moins d'institutions et d'organisations proposent des voies d'éducation à la citoyenneté. Les possibilités d'accueil dans le logement social ou transitoire ne s'améliorent pas. La carence de politiques de santé mentale se fait de plus en plus sentir.

Accompagner et non pas prescrire

Les conseillers expriment fortement leur attachement au respect du jeune qui consiste à l'accompagner dans la durée tout au long du parcours individualisé qu'il a choisi. Il s'agit d'un soutien au projet du jeune sans tomber dans l'assistance. Ils revendiquent, face à l'obligation où ils sont d'être des gestionnaires de dispositifs, la capacité d'initiative, d'innovation et d'adaptation, le droit à la dérogation dans l'application des mesures. Ils veulent participer aux décisions au niveau de leur mission locale, mais aussi au niveau de la conception des dispositifs qu'ils mettent en œuvre.

Ils rejettent une vision purement mécanique de leur métier, qui se réduirait à faire entrer les jeunes dans une des cases mal adaptées des différents dispositifs mis en place de façon cloisonnée par les différentes institutions et collectivités.

La survalorisation des indicateurs quantitatifs ne permet pas de mesurer l'efficacité réelle de l'intervention des conseillers et donc des missions locales. Les conseillers critiquent en particulier des évaluations qui ne sont centrées que sur l'atteinte des objectifs chiffrés. Cette obsession du résultat immédiat ne permet pas aux missions locales de consacrer le temps et l'énergie nécessaires pour connaître les publics, repérer les besoins, construire les réponses appropriées et réellement efficaces.■

À RETENIR

- **Il n'y a de bonnes mesures que celles qui peuvent s'adapter aux problématiques individuelles et locales.** Il faut donner aux acteurs locaux la possibilité de choisir parmi les dispositifs existants ceux qui sont pertinents dans le contexte de chaque jeune et de chaque territoire, en mesurant les résultats par leur impact sur les personnes et les territoires et non à travers la quantité de mesures mobilisées. Une organisation territoriale des politiques d'insertion, qui donne un réel pouvoir aux décideurs locaux et une réelle capacité aux opérateurs de mobiliser les outils adaptés, est beaucoup plus importante que les changements incessants de dispositifs nationaux.
- Au-delà de l'adaptation des outils nationaux ou régionaux, les missions locales doivent rester ou redevenir **des entreprises qui construisent des actions de développement local.**
- **L'action des missions locales ne peut se mesurer sur des indicateurs limités** comme le placement en emploi à 6 mois.
- **Il n'est pas de bonne évaluation qui n'associe les acteurs** directement impliqués.

5. Les missions locales deviennent des prestataires de services parmi d'autres au détriment des partenariats

Les conseillers refusent que les missions locales deviennent les « ANPE jeunes ». Or elles ont tendance à le devenir notamment du fait des objectifs fixés par les financeurs (Civis, PPAE). Ils regrettent de ne plus disposer du temps nécessaire pour participer à des partenariats dans les domaines autres que l'emploi et la formation : logement, santé, justice, citoyenneté. L'insuffisance de partenariat est notamment relevée dans le domaine de la santé mentale où les conseillers se sentent démunis. Pour les conseillers, la mission locale ne doit pas gérer à la place des partenaires, mais faire avec eux.■

À RETENIR

- **Le mode d'intégration des missions locales dans le Service public de l'emploi** ne doit pas être celui de la sous-traitance des cas difficiles, mais celui du partage des constats, de la codécision effective et de l'échange des bonnes pratiques.
- **Beaucoup de partenariats mis en jachère** du fait de la mobilisation sur le seul terrain de l'emploi doivent être relancés, dans les domaines du logement, de la santé publique, de la santé mentale, de la culture, de la citoyenneté.
- **Les partenariats avec les acteurs économiques** (entreprises, organisations syndicales de salariés, organisations professionnelles, structures d'insertion par l'activité économique) doivent se développer.
- **Localement, régionalement et nationalement**, les missions locales doivent jouer leur rôle de contribution aux politiques des institutions en charge des différents domaines de l'insertion des jeunes.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX EN PÉRIL

Au total, les personnels des missions locales ont exprimé à la fois leur attachement aux principes qui fondent leur mission et leur crainte que ceux-ci soient délaissés au profit d'une politique à courte vue privilégiant des résultats immédiats en trompe l'œil.
Ces principes fondamentaux, ce sont :

L'écoute globale qui met le jeune au centre de la démarche d'insertion en prenant en compte la complexité de tous les facteurs qui rendent difficile l'accès à l'autonomie, à la citoyenneté, à la responsabilité pleine et entière sur sa vie et sur celle de la cité ;

La capacité à construire avec les jeunes les actions qui leur permettent d'avancer, en disposant de mesures qu'on peut facilement adapter aux situations individuelles et locales ;

Le partenariat qui n'est pas une fin en soi mais permet une action articulée sur les différents terrains où se jouent la réussite de l'insertion et une dynamique territoriale.

La pression exercée par les financeurs sur les équipes, via les directions, pour remplir des objectifs chiffrés met en péril ces principes fondamentaux. Non pas que les conseillers trouvent illégitime d'être évalués et d'être mis en tension pour arriver à des résultats. Mais leur conviction, c'est que des résultats durables ne peuvent s'obtenir qu'en respectant ce qui donne du sens à leur métier.

Pour aller plus loin : **Des expérimentations dans des missions locales**

**Les initiateurs de la recherche-action ont décidé d'avancer avec des missions locales sur des terrains où le bilan dressé montre qu'il faut faire bouger les lignes.
Trois objectifs ont été retenus :**

Faire entendre ce que vivent les jeunes des missions locales
Il s'agit, avec des jeunes, d'expérimenter des modalités pour écouter ce qu'ils disent sur leurs difficultés pour s'insérer, sur leurs attentes, sur leurs démarches. D'organiser des modes de communication avec les décideurs des politiques d'insertion, locaux, régionaux et nationaux.

Développer des partenariats productifs
Il s'agit d'expérimenter des modalités pour résoudre des problèmes individuels et pour mettre en place des actions collectives répondant aux problématiques locales. L'accent sera mis sur les situations où les problèmes d'emploi interfèrent avec ceux du logement, de la santé, notamment de la santé mentale, de la justice, de la culture.

Accompagner la phase d'intégration des jeunes dans les entreprises
Il s'agit d'expérimenter des modalités permettant d'une part à chaque jeune de comprendre sa situation de travail et ce qui lui est demandé de faire, d'autre part à son environnement (hiérarchie et collègues, formateurs s'ils sont en alternance, conseiller de la mission locale) de comprendre les étonnements et les « pourquoi » du jeune. De cet échange naît le respect mutuel qui seul permet une insertion durable. ■

Pour aller encore plus loin : **Expérimenter une nouvelle approche territoriale de l'insertion des jeunes**

À l'heure où se réorganise le service public de l'emploi, où se renégocient les modalités de la formation professionnelle, où se créent de nouveaux outils nationaux pour l'insertion… le risque est grand d'oublier que les situations que connaissent les jeunes sont de plus en plus diversifiées et complexes car elles sont de plus en plus dépendantes de l'évolution de leur environnement immédiat.
C'est pourquoi l'approche territoriale et globale est essentielle pour assurer un réel accompagnement d'insertion.
Encore faut-il en préciser les principes et les conditions.
Les principes fondamentaux sont ceux auxquels sont attachés tous ceux qui se sont exprimés au cours de la recherche action. Les conditions, elles, sont à expérimenter. Cela veut dire que si l'expérimentation doit être rendue possible par une volonté politique nationale, elle doit également avoir la possibilité de construire territorialement ses modalités.
Alors pourquoi ne pas tenter ce qui paraît encore aujourd'hui trop souvent irréaliste ?
Que les responsables de quelques territoires se mobilisent - et pourquoi pas un dans chaque région…
Que les « accueillants » des différentes institutions laissent longuement les jeunes – ceux avec lesquels ils sont en contact, mais aussi les autres, ceux que l'on n'écoute jamais – dire ce qu'est leur situation et ce qu'ils font…
Que cette « écoute globale » donne lieu, avec les jeunes, à une analyse collective des problématiques locales…
Que l'accompagnement soit ensuite construit en utilisant avec souplesse les outils existants et en en créant de nouveaux en lien avec les initiatives locales.
Cela suppose simplement (!) que les financeurs (locaux, nationaux, régionaux) acceptent de mettre les moyens d'intervention qu'ils détiennent dans une enveloppe globale et donnent la possibilité aux opérateurs locaux, travaillant en partenariat, d'adapter les différentes mesures dont ils sont porteurs.
Certains percevront cette démarche comme un rêve impossible. Nous sommes pourtant persuadés que beaucoup d'acteurs locaux dans les missions locales et dans les institutions qui travaillent avec les jeunes y sont prêts. Avec la conviction qu'ils pourront montrer que les résultats sont là. En étant prêts à être évalués.
Nous allons demander aux décideurs nationaux et régionaux de leur donner l'occasion d'entreprendre. Pourquoi pas avec vous ? ■

Réalisation-impression SCUP - Paris 13